

DE L'EFFET INTERNATIONAL
EN ALLEMAGNE
DES
ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES
ÉTRANGERS
AVEC DES APÉRÇUS SUR LES RÈGLES INTERNATIONALES
DU DROIT FRANÇAIS CORRESPONDANT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Mars 1930, à 14 heures

PAR

George KRAUSS

Doctor juris

Conseiller au Tribunal de Bailliage de Berlin-Mitte

Interprète-juré dans le ressort de la Cour d'Appel de Berlin

MEMBRES DU JURY :

Président : M. LÉVY-ULLMANN.

Suffragants { M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE } Professeurs
 { M. NIBOYET }

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14. rue Soufflot et rue Toullier, 13

— 1930 —

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

DE L'EFFET INTERNATIONAL
EN ALLEMAGNE
D E S
ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES
ÉTRANGERS
AVEC DES APERÇUS SUR LES RÈGLES INTERNATIONALES
DU DROIT FRANÇAIS CORRESPONDANT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Mars 1930, à 14 heures

PAR

George KRAUSS

Doctor juris

Conseiller au Tribunal de Bailliage de Berlin-Mitte

Interprète-juré dans le ressort de la Cour d'Appel de Berlin

MEMBRES DU JURY :

Président : M. LÉVY-ULLMANN.

Suffragants { M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE } *Professeurs*
 { M. NIBOYET }

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU et ^{Cie}
ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

— 1930 —



HOMMAGE DE PROFONDE RECONNAISSANCE
A TOUS CEUX
QUI ONT CONTRIBUÉ A ME PERMETTRE D'APPRÉCIER
LA VIE INTELLECTUELLE FRANÇAISE
G. K.

Ce m'est un devoir de remercier M. Lévy-Ullmann, professeur à la Faculté de Droit de Paris, d'avoir bien voulu surveiller mon effort, m'apportant le meilleur stimulant pour cette étude de législation internationale, grâce à ses savants cours que j'ai suivis et à ses vastes connaissances de droit étranger.

Ma reconnaissance se porte également vers le Ministère de la Justice du Reich et plus particulièrement vers M. le Dr Sauer, conseiller ministériel, qui m'ont encouragé dans les études que j'ai entreprises en France.

Enfin, je ne saurais oublier M. Priou, avocat à la Cour d'Appel de Paris, qui, mon ouvrage terminé, sut encore m'entourer des meilleurs et précieux conseils.

George KRAUSS.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	1
PRÉFACE	7

PREMIERE PARTIE

Les jugements émanant de tribunaux étrangers

INTRODUCTION : Les effets des jugements <i>allemands</i> en général selon la doctrine allemande. La conception française relative à l'effet général des jugements.....	11
--	----

CHAPITRE I

LE PROBLÈME DE LA RECONNAISSANCE DES JUGEMENTS ÉTRANGERS

Section A. — En Allemagne :

a) L'art. 328 du C. de procédure civile allemand et sa position dans le système de la procédure.....	17
b) Quelles sont les conditions de la reconnaissance ? Le fardeau de la preuve.....	21
1° Le cas de l'art. 328 n° 1 : La compétence générale des tribunaux étrangers d'après la loi allemande. Il incombe au juge allemand de vérifier si cette condition est remplie. Les conclusions éventuelles du juge étranger à cet égard ne lient point le juge allemand.....	22

2° L'art. 328 n° 2 : La signification de la citation lorsque le défendeur allemand a succombé.....	24
3° L'art. 328 n° 3 : Le juge allemand n'a aucun droit de révision ou de contrôle illimité quant aux jugements étrangers. Exception à la règle relative au droit de famille.....	26
4° L'art. 328 n° 4 : Le cas où le jugement étranger est contraire aux bonnes mœurs ou aux fins d'une loi allemande.....	29
5° L'art. 328 n° 5 : La question de la réciprocité.....	31

Section B. — En France :

Les différentes théories. La jurisprudence.....	37
---	----

CHAPITRE II

LA QUESTION DE L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS ÉTRANGERS

Section A. — En Allemagne :

La compétence du tribunal de bailliage ou du tribunal régional	52
--	----

Section B. — En France :

La compétence du tribunal civil.....	56
--------------------------------------	----

CHAPITRE III

L'EFFET DES TRAITÉS BILATÉRAUX ET CONVENTIONS INTERNATIONALES RELATIFS AUX JUGEMENTS ÉTRANGERS

<i>Section A. — Les traités bilatéraux conclus par l'Allemagne avec l'Autriche, la Bulgarie, l'Eshtonie, la Russie, la Pologne, la Lithuanie. Quelques autres traités de moindre importance.....</i>	<i>60</i>
<i>Section B. — Les traités bilatéraux conclus par la France. Les traités franco-sarde, franco-suisse, franco-belge</i>	<i>73</i>
<i>Section C. — Les conventions internationales.....</i>	<i>76</i>

- 1° Conv. de La Haye, 17 juillet 1905.
- 2° Conv. de La Haye, 12 juin 1902.
- 3° Traité de Versailles.
- 4° Conv. du 23 oct. 1924 conc. le transport des marchandises par chemin de fer.
- 5° L'acte de navigation de l'Elbe du 22 février 1929.
- 6° L'acte de navigation du Rhin du 17 octobre 1868.
- 7° Projet de la 5^e conférence de La Haye de droit international privé de 1925.

DEUXIEME PARTIE

La Sentence arbitrale étrangère

INTRODUCTION	31
--------------------	----

CHAPITRE I

QU'EST-CE QU'IL FAUT ENTENDRE PAR SENTENCE ARBITRALE ÉTRANGÈRE ?

<i>Section A. — La conception allemande.....</i>	94
1° Les sentences des juridictions arbitrales dites <i>institutionnelles ou permanentes.....</i>	95
2° Les sentences des juridictions arbitrales dites <i>occasionnelles ou d'occasion.....</i>	96
3° La juridiction arbitrale de la Chambre de Commerce internationale. Est-ce une juridiction arbitrale <i>institutionnelle ou occasionnelle ?.....</i>	98
<i>Section B. — La conception française.....</i>	101

CHAPITRE II

LA RECONNAISSANCE DES SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES

<i>Section A. — Le juge allemand peut-il annuler une sentence arbitrale étrangère ou seulement refuser de la reconnaître ?</i>	106
--	-----

<i>Section B.</i> — La conception française : l'attitude de la doctrine et de la jurisprudence française vis-à-vis des sentences arbitrales étrangères.....	111
---	-----

CHAPITRE III

LA QUESTION DE L'EXEQUATUR

<i>Section A.</i> — En Allemagne	119
<i>Section B.</i> — En France	123

CHAPITRE IV

L'EFFET DES TRAITÉS BILATÉRAUX ET CONVENTIONS INTERNATIONALES RELATIFS AUX SENTENCES ARBITRALES

<i>Section A.</i> — Les traités bilatéraux conclus par l'Allemagne	126
<i>Section B.</i> — Les traités bilatéraux conclus par la France	129
<i>Section C.</i> — D'autres traités bilatéraux conclus entre autres Etats	129
<i>Section D.</i> — Les conventions internationales.....	137

TROISIEME PARTIE

L'acte passé à l'étranger

CHAPITRE I

LA CONCEPTION ALLEMANDE :

§ 1. — Distinction entre l'acte authentique et l'acte sous seing privé.....	139
§ 2. — La force probante de l'acte étranger.....	141
§ 3. — L'effet de la légalisation des actes étrangers...	143
§ 4. — Les traités diplomatiques conclus par le Reich concernant la légalisation.....	144

§ 5. — La validité des actes passés dans les territoires cédés par l'Allemagne conformément au traité de Versailles.....	150
§ 6. — De l'exécution des actes authentiques étrangers.	151
a) l'hypothèse de l'art. 794 n° 5 du C. de pr. civ. allemand.....	152
b) la situation résultant de certains traités...	153
c) la transaction étrangère (judiciaire et au cours d'une procédure arbitrale).....	158
§ 7. — Le témoignage recueilli à l'étranger.....	163

CHAPITRE II

LA CONCEPTION FRANÇAISE :

§ 1. — L'acte authentique et l'acte sous seing privé étranger. Leur force probante.....	166
§ 2. — La légalisation des actes étrangers.....	169
§ 3. — La question de l'exécution des actes authenti- ques étrangers	169
§ 4. — Traités diplomatiques	173
CONCLUSION	177

BIBLIOGRAPHIE

1. AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, réédition Bartin.
2. BARTIN. — *Principes de droit international privé*, Paris 1930.
3. FOERSTER-KANN. — *Le Code de procédure civile allemand 1913 à 1926* (Kommentar ZPO), en langue allemande.
4. FOTTS. — *Jurisprudence de droit international privé* (Private international jurisprudence), en langue anglaise.
5. GLASSON et TISSIER. — *Traité théorique et pratique de la procédure civile et commerciale*, 3^e édit. 1921.
6. GOLDSCHMIDT. — *Le droit de procédure civile* (Zivilprozessrecht) dans *Encyklopaedie der Rechts- und Staatswissenschaft* 1929, en langue allemande.
7. HELLWIG. — *Droit de procédure civile allemand* (Zivilprozessrecht) 1907, en langue allemande.
8. LAPRADELLE-NIBOYET. — *Répertoire de droit international*, Recueil Sirey, 1929.
9. LEHMANN-KRAUSS. — *Le droit de procédure civile*

- internationale de l'Allemagne*, Berlin 1930 dans la Collection de Leske-Loewenfeld (éd. Heymann), en langue allemande.
10. MAGNUS. — *Tables de droit international* 1926 (Tabel-
len zum internationalen Recht), en langue alle-
mande.
11. NIBOYET. — *Manuel de droit international privé*,
Sirey, 1928.
12. PHILIMORE. — *Droit international* (Commentaries
upon international Law), en langue anglaise.
13. PILLET. — *Traité pratique de droit international
privé* 1924.
14. PILLET. — *Principes de droit international privé*,
1903.
15. ROSENBERG. — *Manuel de droit de procédure* (Zivil-
prozessrecht) 1929, en langue allemande.
16. STEIN-JONAS. — *Code de procédure civile allemand*
(Kommentar), 14^e édit., 1929, en langue alle-
mande.
17. WEISS. — *Traité théorique et pratique de droit inter-
national privé*.
18. WEISS. — *Manuel de droit international privé*, 1925.

VOIR SPECIALEMENT

POUR LA PREMIÈRE PARTIE

1. BERNARD. — *Les Conventions internationales rela-
tives à la compétence judiciaire et à l'exécution
des jugements*, dans *Clunet* 1913, p. 385.
2. DE COCK. — *Effets et exécution des jugements étran-*

gers dans le *Recueil des Cours de l'Académie de droit international* 1925, tome 5, p. 435 ss.

3. ISAY. — *Les droits et intérêts privés dans le Traité de Versailles.*
4. PLANTEAU. — *De l'interprétation jurisprudentielle des dispositions de la Convention franco-suisse du 15 janvier 1869.*

POUR LA DEUXIÈME PARTIE

1. ARNAUD. — *L'Arbitrage de la Chambre de Commerce internationale*, dans Nussbaum, *Annuaire international pour l'arbitrage en matière civile et commerciale*, (Jahrbuch fuer Schiedsgerichtswesen), tome II, p. 144.
2. BRACHET. — *De l'exécution internationale des sentences arbitrales*, Thèse Paris 1928.
3. GODRON. — *La clause compromissoire dans les rapports internationaux devant les tribunaux français*, *Clunet* 1919, p. 57.
4. HAMEL. — *La clause compromissoire dans les rapports de commerce internationaux* dans la *Revue de droit international privé* 1922-23, p. 721, et 1924, p. 15.
5. JONAS. — *L'exécution des sentences arbitrales étrangères*, dans la *Revue hebdomadaire juridique* (*Juristische Wochenschrift*) 1927, p. 1297, en langue allemande.
6. LAINÉ. — *De l'exécution en France des sentences arbitrales étrangères*, *Clunet* 1899, p. 641.

7. NUSSBAUM. — *Les problèmes des institutions d'arbitrage international*, dans son *Annuaire international pour l'arbitrage en matière civile et commerciale* (Internationales Jahrbuch fuer Schiedsgerichtswesen); tome I^{er}, 1926, p. 7 ss., en langue allemande.
8. DE PAEPE. — *De l'autorité et de l'exécution des jugements, des sentences arbitrales et des actes judiciaires suivant la convention franco-belge du 8 juillet 1899*, *Clunet* 1906, p. 318.
9. PALEWSKI. — *L'arbitrage commercial en France et la Cour d'arbitrage dans la Chambre de Commerce internationale*, *Clunet* 1926, p. 43.
10. PICARD. — *La clause compromissoire et l'arbitrage dans les rapports internationaux*, *Clunet* 1923, p. 518.
11. PRUD'HOMME (André). — *De la clause compromissoire dans l'état actuel du droit français*, dans le *Jahrbuch de Nussbaum* (voir *supra*), tome I^{er}, 1926, p. 68 ss.
12. *Rapports de la Commission d'experts dans les Publications de la Société des Nations, Questions économiques et financières* 1927, II, p. 65.
13. VOLKMAR. — *Le protocole de Genève du 26 septembre 1927 relatif à l'exécution des sentences arbitrales étrangères*, dans le *Jahrbuch de Nussbaum* (voir *supra*), tome II, 1928, p. 125 ss., en langue allemande.
14. WEISS. — *De l'exécution des sentences arbitrales en France*, *Revue Lapradelle*, 1906, p. 47.

POUR LA TROISIÈME PARTIE

1. *Actes de la 5^e Session de La Haye*, La Haye 1926.
 2. BALL. — *L'exécution des jugements étrangers* (the enforcement of foreign judgements), Londres 1928, en langue anglaise.
 3. LACHS. — *L'exécution des jugements étrangers en Angleterre, et les limites de la juridiction anglaise* dans la Revue hebdom. juridique (Juristische Wochenschrift) 1929, p. 3452, en langue allemande.
 4. OBERNECK-STERNBERG. — *Légalisation, Effet international des titres exécutoires, Notariat consulaire*, 1927, en langue allemande.
-

PRÉFACE

A aucune époque de l'histoire humaine, les tendances des peuples à collaborer à l'établissement d'institutions civiles et politiques propres à augmenter la sphère de rayonnement et d'application des principes de la justice, n'ont été aussi fortes qu'à l'heure actuelle. Nous avons vu naître la Société des Nations et la Cour permanente de justice internationale de la Haye, appelées à jouer le rôle le plus important dans les relations de nation à nation. Mais ce n'est pas seulement dans le domaine public et politique que l'on fait des efforts pour résoudre les problèmes qui surgissent chaque jour entre les peuples. La multiplicité des rapports commerciaux entre les négociants de chaque nation, les relations de nature privée entre les individus de nationalité différente, résultant de la rapidité des communications et du développement des voyages, les migrations en masse de certains pays vers d'autres ayant créé entre les nationaux des divers pays des conditions nouvelles de dépendance, ont amené les hommes à chercher ensemble une base d'entente pour le règlement des conflits internationaux de nature privée qui

fatalement se produisent et sont inévitables. Ainsi le monde commercial a créé la Chambre de commerce internationale dont l'un des principaux objets a été et reste encore l'arbitrage; les plénipotentiaires des différents Etats ont conclu les conventions de Genève de 1923 et 1927 sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Encore plus importants semblent les efforts faits dans le domaine du droit international privé en matière de reconnaissance et d'exécution d'actes émanant de la juridiction officielle des divers Etats. Pour progresser il faut, en effet, partir de faits donnés et de la législation existante dans les différents pays. Chaque pays civilisé a ses institutions propres qui veillent à ce que les lois édictées soient observées et elles appliquent elles-mêmes ces lois, soit dans le domaine de la juridiction contentieuse, soit en matière de juridiction gracieuse. Mais elles n'ont autorité à faire respecter ces lois que pour le territoire sur lequel l'Etat dont elles émanent exerce la souveraineté. Leur pouvoir se heurte à la frontière nationale. Vu l'importance du problème de savoir comment on peut arriver à ce rayonnement international d'actes judiciaires que l'enchevêtrement des intérêts des individus de différents pays exige chaque jour davantage, les associations et congrès de droit international n'ont cessé de se préoccuper de ces questions. C'est en 1921 que la 30^{ème} conférence de la « International Law Association » étudie le problème et élabore un projet; en 1923 l'Institut de Droit international s'occupe de la même question et en continue l'examen en 1924; en 1925 la 5^{ème} conférence

de droit international privé a inscrit la question à l'ordre du jour; en 1927 l'Institut de Droit International tient sa session à Lausanne et adopte des résolutions intéressantes; le 20 février 1928 les républiques américaines ont adhéré au projet d'établissement d'un Code de Droit international privé; enfin les différents Etats ont conclu des traités sur cette matière.

Or, la base de toute entente internationale relative à la question étudiée est la connaissance de la législation et de la jurisprudence étrangère pour autant qu'elle concerne le problème qui nous occupe. Nous avons choisi un pays : l'Allemagne, et nous nous proposons dans notre étude d'examiner toutes les questions rentrant dans le cadre du problème de la reconnaissance et de l'exécution des jugements, sentences arbitrales et autres actes étrangers, en d'autres termes : nous voulons étudier l'attitude de la juridiction allemande vis-à-vis des actes étrangers. Nous croyons utile d'analyser également la conception française des mêmes problèmes, au moins les grandes lignes en son état actuel, de façon à nous permettre de comparer les deux systèmes. Dès maintenant nous tenons à affirmer que nous sommes partisan d'une conception internationale des choses qui constitue un gage de concorde et d'harmonie pour la société humaine.

PREMIERE PARTIE

Les jugements émanant de tribunaux étrangers

INTRODUCTION

Les jugements *allemands* concernant des litiges en matière civile exercent des effets de différente sorte. La doctrine allemande distingue :

- 1° La force de chose jugée ;
- 2° La force de créer une nouvelle situation dans les rapports de droit des parties (*Gestaltungswirkung*) ;
- 3° L'effet résultant de l'intervention (*Interventionswirkung*) ;
- 4° L'effet accessoire (*Nebenwirkung*) ;
- 5° L'effet exécutoire.

En ce qui concerne la force de chose jugée, il faut distinguer son côté *formel* et son côté *matériel*. L'autorité de la chose jugée dans son sens *formel* signifie qu'aucune des parties n'a plus le droit d'attaquer la décision par une des voies de recours ordinaires prévues par le Code de procédure civile allemand (appel, révision et pourvoi). L'importance de l'effet *matériel* se révèle, lors-

qu'un nouveau procès est engagé dans lequel une décision sur les mêmes points litigieux est exigée, sur lesquels il a déjà été statué. Dans cette nouvelle procédure, le juge est tenu de respecter les conclusions de droit faites par le juge dans le procès antérieur, à moins qu'une partie ne fasse valoir des exceptions, dont les causes sur lesquelles elles se fondent ne se sont produites qu'après la clôture du débat oral, dans lequel au plus tard les exceptions auraient dû nécessairement être proposées conformément aux dispositions du Code de procédure civile allemand (art. 767) (1). Le fait donc qu'un juge ultérieur est lié de la façon indiquée, est la caractéristique de la force de chose jugée au sens matériel.

Un jugement passé en force de chose jugée « produit effet pour et contre les parties et les personnes qui, depuis la litispendance, sont devenues les ayants cause des parties ou qui ont acquis la possession de la chose litigieuse, l'une des parties ou ces ayants cause devenant, par ce fait, possesseurs médiats » (art. 325 du C. de Proc. civ. allem.).

(1) Article 767 du Code de procédure civile allemand; alinéas 1 et 2 :

« Le débiteur devra faire valoir par voie d'action devant le tribunal « saisi du procès en première instance les exceptions qui concernent « la prétention même reconnue par le jugement.

« Ces exceptions ne seront recevables que si les causes sur lesquelles elles se fondent ne se sont produites qu'après la clôture « du débat oral dans lequel au plus tard les exceptions auraient dû « nécessairement être proposées conformément aux dispositions du « présent code, et si elles ne peuvent plus être proposées par voie « d'opposition ».

ad 2) En ce qui concerne le second effet d'un jugement (*voir supra*), on entend par cet effet la nouvelle situation de droit qui résulte du fait, que le jugement ordonne un changement dans les rapports de droit des parties. Ce changement a même force rétroactive dans certains cas, par exemple dans le cas de l'action en nullité de mariage (art. 631 ss. C. pr. civ. allemand) et dans le cas de l'action en annulation (*Anfechtung*) de mariage (art. 606 ss. C. proc. civ. allemand). La question de savoir si le jugement qui crée une nouvelle situation dans les rapports de droit des parties doit être respecté par tout le monde, est controversée. La Cour Suprême de Leipzig s'est prononcée pour l'affirmative (1).

ad 3) L'effet résultant de l'intervention de tiers au procès se produit dans les cas suivants : Une tierce personne s'est jointe à une des deux parties pour l'appuyer, parce qu'elle a un intérêt juridique à ce que cette partie triomphe dans le procès engagé (intervention accessoire, *Nebenintervention*, art. 66 de la proc. civ.) (2), ou une dénonciation, de l'instance (*Streitverkuendung*, art. 72) (3) a eu lieu, et un nouveau procès s'engage entre une

(1) Décision de la Cour Suprême de Leipzig, rapportée volume 80. p. 323.

(2) Article 66 du C. de procédure civile allemand, alinéa 1 :

« Celui qui a un intérêt juridique à ce que, dans une contestation engagée entre d'autres personnes, l'une des parties triomphe, peut se joindre à cette partie pour l'appuyer ».

(3) Article 72 du Code de procédure civile allemand, alinéa 1 :

« La partie qui, au cas où elle succomberait sur la contestation, croit pouvoir réclamer contre un tiers une garantie ou une indemnité, ou qui redoute une réclamation de la part d'un tiers,

des parties du procès (ayant acquis force de chose jugée) et celui qui s'est joint à ce procès par voie d'intervention accessoire, ou celui auquel la dénonciation de l'instance a été signifiée. L'effet de l'intervention est décrit dans l'article 68 de la procédure civile (1).

ad 4) Par effet accessoire, la doctrine allemande entend les effets juridiques qu'une décision fait naître d'après la loi par opposition aux effets juridiques qui ont été établis ou ordonnés dans la décision même. Nous citons comme exemple l'article 218 du Code civil allemand : « Une prétention constatée judiciairement par décision ayant acquis force de chose jugée se prescrit par trente ans, même lorsqu'en soi elle est soumise à une prescription plus courte » et l'article 1312 : « le mariage n'est

« peut dénoncer judiciairement l'instance à ce tiers, tant qu'il n'est
« pas intervenu, sur la contestation, de décision ayant force de
« chose jugée ».

(1) Article 68 du Code de procédure civile allemand :

« Celui qui forme une intervention accessoire n'est pas admis,
« vis-à-vis de la partie principale, à alléguer que la contestation,
« telle qu'elle a été soumise au juge, a été mal jugée ; il n'est pas
« admis à alléguer que la partie principale a mal conduit le procès
« qu'autant que l'état de la cause, au moment de son intervention,
« ou les déclarations et actes de la partie principale l'ont empêché
« de faire valoir des moyens d'attaque ou de défense, ou que des
« moyens d'attaque ou de défense ignorés de lui ont été négligés
« par la partie principale intentionnellement, ou par suite d'une
« faute lourde ».

Article 74 ; alinéa 1 :

« Si le tiers se joint à celui qui a dénoncé l'instance, les prin-
« cipes qui régissent l'intervention accessoire lui sont applicables
« dans ses rapports avec les parties principales.

pas permis entre l'époux divorcé pour adultère et celui avec qui il a commis l'adultère, lorsque cet adultère est constaté dans le jugement de divorce comme cause du divorce » et l'article 1577 : « Si la femme divorcée est seule déclarée coupable, le mari peut lui interdire de porter son nom » etc. etc. Les effets accessoires existent pour et contre tout le monde, notamment aussi vis-à-vis des autorités.

ad 5) L'effet exécutoire signifie le droit pour la partie triomphante de demander le concours des autorités compétentes pour l'exécution d'une sentence. Lorsqu'une sentence a acquis force de chose jugée, elle produit généralement cet effet exécutoire. L'exécution forcée a également lieu en vertu des jugements sur le fond qui ont été déclarés exécutoires par provision (1). Pour que l'exécution forcée puisse avoir lieu, le jugement doit être revêtu de la formule exécutoire (expédition exécutoire), délivrée par le greffier du tribunal de première instance, et quand le procès est pendant devant un tribunal supérieur, par le greffier de ce tribunal (art. 724, C. Proc. civ. allem.).

La Doctrine française constate deux effets : Ce sont l'autorité de la chose jugée, qui procure l'exception de la chose jugée et empêche que l'objet du litige, résolu

(1) Article 704 du Code de procédure civile allemand, alinéa 1 :

« L'exécution forcée a lieu en vertu des jugements sur le fond qui ont force de chose jugée ou qui ont été déclarés exécutoires par « provision ».

par le jugement, soit à nouveau remis en question; le second effet est l'effet exécutoire.

Ces deux effets ont en somme le même caractère que nous avons démontré en parlant des deux effets correspondants en droit allemand. Il n'est donc plus besoin de revenir là dessus. Pour ce qui est de la force probante, qu'on pourrait éventuellement ajouter, elle s'attache à tous les faits qui se trouvent affirmés dans un jugement, après avoir été constatés par le juge.

CHAPITRE PREMIER

LA RECONNAISSANCE DES JUGEMENTS ETRANGERS

SECTION A. — EN ALLEMAGNE

a) Les décisions émanant de tribunaux *étrangers* peuvent produire en Allemagne les mêmes effets que nous avons décrits dans notre introduction. Ces effets trouvent leur base juridique dans les articles 328 et 722 du Code de procédure civile allemand. Il existe également quelques traités bilatéraux que l'Allemagne a conclus avec d'autres Etats et quelques conventions internationales.

L'article 328 du Code de procédure civile allemand que nous allons citer *in extenso* en raison de son importance capitale, est ainsi conçu :

« Le jugement rendu par un tribunal étranger ne saurait être reconnu :

1° — Lorsque les tribunaux de l'Etat auquel appartient le tribunal étranger ne sont pas compétents d'après les lois allemandes ;

2° — Lorsque le défendeur qui a succombé est un Allemand et qu'il n'a pas répondu à l'instance, au cas où la citation ou la décision introductive d'instance ne lui a été signifiée, ni à sa personne dans l'Etat auquel

appartient le tribunal de l'instance, ni par voie de commission rogatoire exécutée par une autorité allemande ;

3° — Lorsque l'on s'est écarté dans le jugement, et ce au préjudice de la partie allemande, des prescriptions des articles 13, alinéas 1 et 3, ou des articles 17, 18, 22 de la Loi d'introduction au Code civil, ou de la prescription de la partie de l'article 27 de la même loi se référant à l'article 13, alinéa 1, ou encore lorsque, dans le cas de l'article 9, alinéa 3, on s'est écarté, au préjudice de la femme d'un étranger dont le décès a été déclaré par jugement, de la prescription de l'article 13, alinéa 2 ; (les articles visés de la loi d'introduction au Code civil réservent l'application des lois allemandes dans des cas multiples : conditions de validité du mariage, forme du mariage, divorce, filiation légitime, légitimation d'un enfant naturel, renvoi, déclarations de décès.)

4° — Lorsque la reconnaissance du jugement serait contraire aux bonnes mœurs ou aux fins d'une loi allemande ;

5° — Lorsque la réciprocité n'est pas assurée. La prescription du n° 5 ne met pas d'obstacle à la reconnaissance du jugement quand celui-ci ne concerne pas une prétention d'ordre pécuniaire et qu'en vertu des lois allemandes aucun tribunal en Allemagne n'avait compétence ».

L'article sus-mentionné ne concerne d'après sa position dans le système de la procédure que de telles décisions étrangères, qui sont *équivalentes* aux sentences allemandes et *susceptibles d'acquérir force de chose*

jugée selon l'article 322, où il est dit que les jugements n'acquiescent force de chose jugée qu'autant qu'ils statuent sur une prétention faisant l'objet d'une demande principale ou reconventionnelle. Il est donc nécessaire que la décision étrangère *proviennne de juges*, qui d'après les lois de l'Etat étranger sont appelés à exercer la juridiction dans les litiges civils. Il n'est pas nécessaire que le jugement émane d'une autorité d'Etat; en général ce sera une autorité d'Etat. Si une autre autorité a le pouvoir de statuer, cette décision doit être assimilée à celle des tribunaux d'Etat. Quant aux tribunaux arbitraux privés, il ne tombent pas sous l'application de l'article 328; pour ceux-ci, nous renvoyons à la Partie II. Le jugement étranger doit en outre se prononcer sans réserve et sans conditions sur les conséquences de droit, résultant des points de fait de nature civile et doit *se fonder sur une procédure régulière*, même sommaire. Les deux parties doivent avoir été entendues. Le jugement doit *formellement avoir acquis force de chose jugée*, c'est-à-dire que toutes voies de recours accordées par la procédure étrangère doivent être épuisées. Quoique la procédure allemande prescrive une certaine forme pour les jugements, il n'est pas exigé que le jugement étranger corresponde à cette forme. Il suffit que le jugement étranger soit conforme aux lois du pays étranger. La Cour Suprême s'est prononcée dans ce sens dans une décision récente (1). Il importe peu également, qu'il s'agisse,

(1) Revue hebdomadaire juridique (Juristische Wochenschrift)

soit de jugements statuant sur des prétentions pécuniaires, soit de jugements statuant sur des affaires matrimoniales ou sur des rapports de droit résultant de la filiation légitime, soit encore de jugements par défaut (1), ou de commandements de payer.

C'est d'après le droit étranger qu'il faut juger la question de savoir si la décision étrangère a matériellement acquis force de chose jugée. Le contenu et l'étendue de l'autorité de la chose jugée sont appréciés en principe *d'après le droit étranger* compétent. Les décisions étrangères ne peuvent en aucun cas lier de façon plus forte les juges allemands (2). Le juge allemand n'est donc lié par la décision qu'en ce qui concerne les conséquences de droit. Vis-à-vis d'autres constatations éventuelles il est libre, même si d'après le droit étranger en question la force de chose jugée s'y étend. Les mêmes principes sont applicables aux effets de l'intervention. Quant à l'effet du jugement de produire un changement dans les rapports de droit des parties (voir introduction ad 2), celui-ci dépend du contenu de la décision. Les effets accessoires (voir introduction ad 4) sont jugés d'après les règles du droit international privé allemand. La question de l'exécution (voir introduction ad 5) est tranchée d'après le droit allemand. Les effets des décisions étrangères, sauf l'exécution, se produisent en principe, lorsque les conditions de la reconnaissance de la sentence sont remplies.

(1) Décision de la Cour suprême de Leipzig, rapp. vol. 16, p. 427.

(2) Décision de la Cour suprême de Leipzig, rapp. vol. 70, p. 434.

b) Quelles sont les *conditions de la reconnaissance* ?

La rédaction de l'article 328 du Code de procédure civile allemand pourrait nous amener à la conclusion que les décisions étrangères sont reconnues en principe et doivent seulement rester inefficaces, lorsque la preuve est fournie, qu'il existe une des cinq exceptions de l'article 328. Il ne faut pas toutefois comprendre cette disposition dans ce sens. L'opinion courante veut que ces cinq cas forment plutôt les conditions de la reconnaissance de la décision étrangère. Car cette réglementation poursuit des buts politiques et sert l'intérêt public et non seulement les intérêts des parties. Il s'ensuit que, si une partie veut faire valoir ses droits en se basant sur un jugement étranger, il faut que la preuve soit fournie qu'aucun des cas que la loi a énumérés dans l'article 328 n'entre en ligne de compte. La question de savoir à qui incombe le fardeau de la preuve est controversée (1). La Cour Suprême a établi qu'il appartient au tribunal allemand compétent, en tant qu'il s'agit d'intérêts publics, d'examiner d'office, si un des cas énumérés dans l'article 328 est d'application (2). Mais le tribunal examinera tels faits et preuves, que les parties indiquent, sans faire des recherches de sa propre initiative. Il est autorisé à demander à la partie qui invoque certains faits, qu'elle prouve les faits allégués. Le droit en vigueur dans un autre Etat, les coutumes et les sta-

(1) *Revue hebdomadaire juridique* (Juristische Wochenschrift), 1928, p. 2026.

(2) Cour suprême de Leipzig, vol. 36, p. 385; vol. 75, p. 148; vol. 82, p. 29.

tuts n'ont besoin d'être prouvés qu'autant qu'ils ne sont pas connus du tribunal. Pour la recherche de ces règles de droit, le tribunal n'est pas limité aux moyens fournis par les parties; il peut encore puiser à d'autres sources de renseignement, et peut ordonner tout ce qui lui paraît nécessaire à cet effet (art. 293 de la procédure civile).

Les conditions de la reconnaissance sont d'une part relatives à la procédure, d'autre part elles concernent le contenu matériel du jugement. Certaines d'entre elles s'appliquent à toutes les décisions, d'autres visent surtout la procédure ou l'objet du litige, ou encore la nationalité des intéressés.

1° L'article 328, n° 1 :

Le n° 1 de l'art. 328 déclare « qu'un jugement étranger ne saurait être reconnu, lorsque les tribunaux de l'Etat auquel appartient le tribunal étranger ne sont pas compétents d'après les lois allemandes ». Cela signifie en forme positive que les tribunaux étrangers doivent être compétents d'après les lois allemandes. Mais cela ne veut pas dire qu'il soit nécessaire que le tribunal *de l'instance* ait été compétent *ratione materiae et ratione loci* d'après son droit de procédure ou d'après la procédure allemande et si ce tribunal a pu déclarer l'action recevable. Mais il est exigé qu'un tribunal civil *quelconque* de l'Etat auquel appartient le tribunal de l'instance soit compétent selon les règles allemandes sur

(1) Décision de la Cour Suprême de Leipzig, rapportée dans la collection de Gruchot, vol. 45, p. 1123.

le statut de juridiction (1). Le texte de la loi le dit du reste expressis verbis : lorsque *les tribunaux de l'Etat auquel appartient le tribunal étranger* ne sont pas compétents d'après les lois allemandes (art. 328 n° 1). Il s'agit donc de la question de savoir, si l'Allemagne reconnaît la juridiction de l'*Etat étranger* dans un cas déterminé. En d'autres termes : on se contente de la *compétence générale* du pays étranger. Ce principe ne souffre pas d'exception ; il est donc également valable dans les cas, où des ressortissants d'un Etat étranger sont intéressés comme parties. Lorsque des effets d'intervention entrent en jeu, ceux-ci ne pourront être reconnus, si également le rapport de droit entre la partie et celui qui a formé une intervention accessoire ou celui auquel la dénonciation de l'instance a été signifiée dépend de la juridiction de l'*Etat étranger*.

Le juge allemand est obligé d'examiner d'office si l'*Etat étranger* peut exercer dans l'espèce la juridiction d'après le droit allemand. En le faisant, il n'est pas lié par les constatations que le juge étranger aurait peut-être déjà faites. Il pourra arriver à un autre résultat que le juge étranger. Il fera toutes les recherches qu'il jugera utiles. Il entendra les parties lorsqu'elles invoquent de nouveaux faits et preuves d'importance (2), exception faite pour le cas, où les faits exposés verbalement par le demandeur sont réputés reconnus, parce que le défendeur n'a pas comparu (art. 331 de la procéd. civile) (2).

(1) Cour Suprême de Leipzig, collection de Gruchot, vol. 45, p. 1123.

(2) Cour Suprême de Leipzig, vol. 75, p. 147.

(3) Article 331 du Code de procédure civile allemand, alinéa 1 ;

C'est donc le devoir du juge allemand de vérifier si les conditions du n° 1 de l'article 328 sont remplies.

2° Lorsque le défendeur a été condamné, sans avoir répondu à l'instance, il faut tenir compte de sa nationalité et de la forme dans laquelle la citation ou décision introductive d'instance lui a été signifiée (voir art. 328 n° 2). Si le défendeur était ressortissant allemand au moment de la signification de la citation ou décision introductive d'instance, et si cette signification avait eu lieu dans l'Etat du tribunal de l'instance, un jugement intervenu ne sera reconnu par les tribunaux allemands que lorsque la signification a été faite au défendeur ou à son représentant qu'il avait autorisé à cet effet, *en personne*. Une notification publique n'est pas suffisante. Lorsque la citation ou décision introductive a été signifiée au défendeur de nationalité allemande dans un autre pays étranger ou en Allemagne, la décision ne peut être reconnue par les tribunaux allemands, si la signification n'a pas été faite par voie de commission rogatoire exécutée par une autorité allemande, dont le siège pourra être l'Allemagne ou l'étranger. Ainsi cette réglementation permet au défendeur d'être mis au courant et avec toute garantie qu'une action est en cours contre lui. C'est sa protection qui est d'importance ici, l'intérêt public vient en seconde ligne. Le tribunal allemand est

« Lorsque le demandeur, au jour fixé pour le débat oral, requiert
« jugement par défaut contre le défendeur qui ne comparait pas,
« les faits exposés verbalement par le demandeur sont réputés
« reconnus ».

tenu d'examiner si les règles prescrites pour la signification ont été observées ; tous les moyens de preuve sont admis. Il suffit que le défendeur reconnaisse que la citation lui a été signifiée ; en cas de non-comparution du défendeur, c'est l'article 331 du Code de procédure civile allemand qui joue, c'est-à-dire que la signification est réputée reconnue par le défendeur (1). Si le défendeur comparaît sans contester la signification, celle-ci sera tenue pour régulière, car « les faits qui ne sont pas expressément déniés doivent être tenus pour admis, si l'intention de les dénier n'appert des autres déclarations de la partie » (art. 138 de la procédure). Si les prescriptions relatives à la signification n'ont pas été observées, il est toujours possible que le défendeur renonce à l'observation de ces prescriptions, ou s'il ne relève pas le vice lors du premier débat oral, bien qu'il ait comparu et qu'il ait connu ou dû nécessairement connaître ce vice, il ne pourra plus l'invoquer (art. 295) (2). Les mêmes principes sont applicables par analogie, lorsqu'il s'agit des effets de l'intervention dans un cas où une personne a dénoncé l'instance à un Allemand et où l'intervention accessoire n'a pas eu lieu.

(1) Voir la note 3, page 23.

(2) Article 295 du Code de proc. civ. allem., alinéa 1 :

« La violation d'une prescription relative à la procédure et en particulier à la forme d'un acte de procédure, ne peut plus être invoqué lorsque la partie a renoncé à l'observation de cette prescription, ou que, lors du premier débat oral qui a eu lieu sur cette procédure ou dans lequel on s'y réfère, elle n'a pas relevé le vice, bien qu'elle ait comparu et qu'elle ait connu ou dû nécessairement connaître ce vice ».

3° En principe, le tribunal allemand n'a aucune compétence pour examiner si le juge étranger a bien appliqué les règles de droit de son pays. La reconnaissance d'un jugement étranger ne dépend, en aucune façon, de la question de savoir si le tribunal étranger a bien ou mal jugé un litige. Il en serait autrement si on reprochait au juge d'avoir fait violence à la loi (*Rechtsbeugung*). Si ce reproche était fondé, on pourrait dire que la reconnaissance du jugement étranger serait contraire aux bonnes mœurs et ce serait alors le n° 4 de l'article 328 qui jouerait, c'est-à-dire que ce jugement ne saurait être reconnu. A part cette exception éventuelle, on peut affirmer que le juge allemand n'a aucune compétence d'examiner si le jugement étranger a été rendu conformément aux lois du pays étranger. Le juge allemand ne pourra non plus exiger en principe, que le jugement étranger corresponde aux lois allemandes. Il n'a donc *aucun droit de révision ou de contrôle illimité*. Il y a pourtant une exception à la règle. Elle concerne les jugements relatifs aux affaires matrimoniales pour un ressortissant allemand (art. 328 n° 3). Pour autant que, d'après la loi d'introduction au Code civil allemand du 18 août 1896, les conditions de validité d'un mariage doivent être appréciées suivant le droit allemand (art. 13, alinéa 1 et art. 27 de cette loi d'introduction) (1), de même que la forme du

(1) Article 13, alinéa 1 de la loi d'introduction du 18 août 1896 au Code civil allemand :

« Les conditions de validité du mariage, si l'un au moins des futurs « est Allemand, se règlent, par rapport à chacun d'eux, d'après les « lois de l'Etat dont il est ressortissant.

mariage (art. 13, alinéa 3) (1), le divorce (art. 17) (2), ainsi que pour la filiation d'enfant légitime (art. 18) (3), la légitimation d'un enfant naturel (art. 22) (4), l'adoption

Art. 27. « Si d'après les lois de l'Etat étranger, dont les lois sont « déclarées compétentes par les articles..... 13, al. 1. il y a lieu « d'appliquer les lois allemandes, on doit faire application de ces « dernières ».

(1) Article 13, alinéa 3 :

« La forme du mariage conclu en Allemagne se détermine exclusivement d'après les lois allemandes.

(2) Article 17 de la loi d'introduction du 18 août 1896 au Code civil allemand :

« Le divorce est régi par les lois de l'Etat dont le mari est ressortissant au moment de l'introduction de la demande.

« Le fait qui s'est produit à une époque où le mari appartenait à un autre Etat ne peut être invoqué comme un motif de divorce qu'autant qu'il constitue, d'après la loi de cet Etat, une cause de divorce ou de séparation.

« Si le mari, au moment de l'introduction de la demande, a perdu la nationalité allemande, mais que la femme l'a conservée, les lois allemandes reçoivent application.

« Il ne peut être prononcé en Allemagne, en vertu d'une loi étrangère, soit un divorce, soit une cessation de la vie commune, que si le divorce est recevable tant d'après la loi étrangère que d'après la loi allemande ».

(3) Article 18 de la loi d'introduction au Code civil allemand :

« La filiation d'enfant légitime s'apprécie d'après les lois allemandes, quand le mari de la mère est Allemand lors de la naissance de cet enfant ou, au cas de décès du mari avant la naissance, quand il était Allemand lors de son décès ».

(4) Article 22 de la loi d'introduction au Code civil allemand :

« La légitimation d'un enfant naturel ainsi que l'adoption, sont régies par les lois allemandes, quand le père, au moment de la légitimation, ou l'adoptant, au moment de l'adoption, possède la nationalité allemande ».

« Si le père ou l'adoptant est étranger, tandis que l'enfant est de

(art. 22), et la déclaration de décès (1), la décision étrangère ne pourra être reconnue que lorsqu'elle applique le droit allemand, soit directement ou par l'intermédiaire du droit étranger. Lorsque la décision étrangère n'applique pas le droit allemand, et que ceci ne porte aucun préjudice à la partie intéressée allemande, le jugement étranger pourra être reconnu par le tribunal allemand. Le fait que la règle étrangère appliquée dans l'espèce diffère de la règle correspondante allemande, ne constitue pas en soi-même déjà un préjudice (2). La reconnaissance doit par conséquent être refusée dans tous les cas où la partie allemande n'a pas été entendue pour des raisons de droit avec des moyens de défense ou d'attaque qu'elle aurait pu faire valoir dans une procédure allemande. La recon-

« nationalité allemande, la légitimation ou l'adoption est sans effet,
« si le consentement de l'enfant ou d'un tiers, auquel il est uni par
« un rapport de famille déterminé, n'a pas été donné, dans les
« cas où le prescrit la loi allemande ».

(1) Article 9, alinéa 3 :

« Si un mari étranger absent avait son dernier domicile en Alle-
« magne et que son épouse, restée ou revenue en Allemagne, fût
« Allemande, au moins jusqu'à son mariage, sa déclaration de décès
« peut être, à la requête de sa femme, prononcée en Allemagne, con-
« formément aux lois allemandes, sans les limitations prévues à
« l'alinéa 2.

Article 13, alinéa 2 :

« En ce qui concerne la femme, dont le mari étranger a été
« déclaré décédé conformément à l'article 9, alinéa 3, la conclusion
« du mariage est régie par la loi allemande ».

(2) Revue hebdomadaire juridique (Juristische Wochenschrift),
1928. p. 2026.

naissance ne peut pourtant être refusée, parce que la partie allemande a obtenu gain de cause en se servant de moyens d'attaque ou de défense qu'elle n'aurait pas eus à sa disposition dans une procédure devant un tribunal allemand. Mais la partie allemande, pourra-t-elle alléguer devant le tribunal allemand appelé à se prononcer sur la reconnaissance de la décision étrangère, qu'elle n'a pas fait valoir devant le tribunal étranger certains moyens d'attaque ou de défense, ceux-ci n'étant pas admis par la procédure étrangère ? Cette question nous paraît très douteuse.

4° L'article 328 dit au n° 4, que le jugement rendu par un tribunal étranger ne saurait être reconnu, « lorsque la reconnaissance du jugement serait *contraire aux bonnes mœurs ou aux fins d'une loi allemande* ». Cela veut dire en forme positive, que la reconnaissance ne peut avoir lieu que lorsque le jugement n'est pas contraire aux bonnes mœurs ou aux fins d'une loi allemande.

Il va sans dire qu'il faut partir, quant *aux bonnes mœurs*, de la conception allemande. La mesure pour les bonnes mœurs n'est pas une coutume, ni une conception régnant dans certains milieux, c'est une appréciation conforme à la conscience du peuple entier et qui correspond à l'idée que se font de l'honnêteté tous ceux qui appliquent des principes de justice et d'équité. C'est ainsi que la Cour Suprême s'exprime à maintes reprises (1). Les conceptions sur les bonnes mœurs pou-

(1) Décision de la Cour Suprême de Leipzig, rapportée vol. 48,

vant varier avec le temps, la Cour Suprême a prononcé que c'est la date à laquelle le juge allemand doit décider de la reconnaissance d'une sentence étrangère qui doit être prise en considération, pour savoir si la reconnaissance du jugement est contraire aux bonnes mœurs ou non (1).

La reconnaissance du jugement doit être considérée comme *contraire aux fins d'une loi allemande*, lorsque les effets juridiques de la sentence sont inconciliables avec les règles du droit allemand qui forment la base de la vie économique, morale et politique de l'Etat allemand. Si par exemple, les sentences sont contraires au droit public du Reich ou d'un Etat allemand ou à leur souveraineté ou leurs intérêts économiques (2) ou si par exemple le tribunal étranger n'admet pas le principe de la prescription de créances (3), la reconnaissance doit être considérée comme étant contraire aux fins d'une loi allemande. Il existe encore des décisions qui ont été rendues au sujet de l'article 30 de la loi d'introduction du 18 août 1896 qui déclare, qu'une loi étrangère ne peut être appliquée quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou au but d'une loi allemande (4). Une autre sentence s'occupe de la décision sur les frais dans un jugement

p. 114; vol. 55, p. 372; vol. 58, p. 216; vol. 67, p. 102; vol. 77, p. 419; vol. 83, p. 112.

(1) Décision de la Cour Suprême de Leipzig, rapportée, vol. 114, p. 172.

(2) Décision de la Cour Suprême de Leipzig, rapp. vol. 82, p. 31.

(3) Décision de la Cour Suprême de Leipzig, rapp. vol. 114, p. 171.

(4) Cour Suprême de Leipzig, vol. 60, p. 300; vol. 63, p. 20; vol. 73, p. 369; vol. 93, p. 182; vol. 95, p. 272.

étranger et de la question de savoir s'il est contraire aux fins d'une loi allemande (1).

Dans les deux cas (décision contraire aux bonnes mœurs ou aux fins d'une loi allemande), il faut partir des faits qui ont été exposés au juge étranger et de la décision qu'il a rendue. Si l'on n'y trouve rien qui soit contraire aux bonnes mœurs ou aux fins d'une loi allemande, la sentence peut être reconnue. De nouveaux faits invoqués par une partie et qui tendent à prouver que la décision serait contraire aux bonnes mœurs ou aux fins d'une loi allemande, ne seront plus pris en considération (2). Il en est autrement dans les cas où la décision est bien contraire aux bonnes mœurs ou aux fins d'une loi allemande, mais où son effet pourrait malgré tout être reconnu pour d'autres raisons, lorsque les faits nouveaux invoqués postérieurement correspondent à la vérité. En ce cas, le tribunal est tenu d'examiner ces faits nouveaux. La charge de la preuve incombe à celui qui s'appuie sur le jugement. Si par exemple, un jugement de divorce est contraire aux bonnes mœurs en raison de son contenu, il doit malgré cela être reconnu, si, d'après les règles allemandes, il existait une cause de divorce (3).

5° Un jugement rendu par un tribunal étranger ne saurait non plus être reconnu, lorsque la réciprocité n'est pas assurée (n° 5 de l'article 328). Mais la réciprocité n'est pas exigée dans tous les cas. L'alinéa 2 du n° 5

(1) Cour Suprême de Leipzig, vol. 82, p. 29.

(2) Cour Suprême de Leipzig, vol. 72, p. 124.

(3) Cour Suprême dans la revue hebd. jur. 1928, p. 2026, n° 13.

ajoute que cette prescription ne met pas d'obstacle à la reconnaissance d'un jugement étranger quand celui-ci ne concerne pas une prétention d'ordre pécuniaire et qu'en vertu des lois allemandes, aucun tribunal en Allemagne n'avait compétence. Cela signifie que la clause du n° 5 ne joue pas lorsqu'il s'agit de jugements étrangers qui ne statuent pas sur des prétentions d'ordre pécuniaire et si en vertu des lois allemandes, aucun tribunal en Allemagne n'avait compétence. Pour les jugements de cette espèce, la réciprocité n'est donc pas exigée. En ce qui concerne ceux qui ne rentrent pas dans cette catégorie, la condition de la réciprocité doit être remplie au moment où le juge allemand doit se prononcer sur la reconnaissance de la sentence étrangère (1). La réciprocité doit être considérée comme assurée lorsque l'Etat étranger ne réclame pas pour lui-même la juridiction dans une plus large mesure que ne le fait l'Etat allemand par ses règles sur la compétence. En outre, il est nécessaire que les tribunaux étrangers en question soient obligés de respecter d'après leurs lois et leur coutume les décisions des tribunaux allemands dans la même mesure que les tribunaux allemands sont tenus de reconnaître comme obligatoires les décisions étrangères. De plus, il est exigé qu'effectivement les tribunaux étrangers observent à ce sujet leurs lois et leur coutume. La Cour Suprême a décidé à plusieurs reprises que la pratique des tribunaux étrangers doit être conforme à leurs règles de droit, mais que d'autre part l'exer-

(1) Cour Suprême, vol. 41, p. 424.

cice d'une pratique seule, sans qu'il y ait des lois ou coutumes, ne suffirait pas (1). Il n'est pas exigé que les règles de droit et la pratique étrangères concordent entièrement avec les règles allemandes. Il suffit qu'il n'existe pas de différence *essentielle* et que les deux Etats, l'Etat étranger et l'Etat allemand partent du même principe (2). S'il en est ainsi, il faudra résoudre la question de savoir si la réciprocité est assurée, par l'affirmative ; si le principe étranger s'écarte trop du principe allemand, il faudra résoudre cette question par la négative. Le tribunal allemand ne peut se demander si un jugement allemand serait respecté par l'Etat étranger, s'il était prononcé dans les mêmes circonstances que le jugement étranger qui lui est précisément soumis à son examen. Il ne faut donc pas prendre un jugement étranger déterminé et se demander si l'Etat étranger reconnaîtrait un jugement allemand de la même espèce, mais il faut examiner si *en principe* l'Etat étranger reconnaît les jugements allemands. La Cour Suprême admet cette conception et s'est exprimée de la sorte (3).

Il y a exception à cette règle pour les Etats qui font une distinction d'après le contenu matériel des décisions et la procédure qui a été suivie et qui assurent seulement la réciprocité pour l'une ou l'autre espèce. Lorsque l'espèce n'est pas trop étroitement déterminée, il faut reconnaître les jugements qui en font partie, tandis que la reconnaissance doit être refusée aux autres. On est

(1) Cour Suprême, vol. 70, p. 438 ; vol. 107, p. 308

(2) Cour Suprême, vol. 70, p. 434.

(3) Cour Suprême, vol. 115, p. 103.

généralement d'avis qu'il y a possibilité de reconnaître la réciprocité comme assurée pour des affaires matrimoniales et ne pas la reconnaître pour des litiges d'ordre pécuniaire. C'est cette conception qui l'a emporté dans une décision de la Cour Suprême (1). Il s'agit ici d'un jugement russe de divorce, et la Russie ne reconnaît pas les décisions relatives aux affaires pécuniaires.

La question de décider si un Etat étranger assure la réciprocité, appartient en Allemagne, en fait et en droit aux tribunaux. Les autorités administratives n'ont aucune influence sur la décision. La conférence juridique internationale de 1913 avait proposé un amendement au Code de procédure civile dans le sens que la constatation, que la réciprocité était assurée, devrait se faire par publication du Chancelier de l'Empire pour chaque pays, mais la guerre est intervenue et les choses en sont restées là. Ce sont donc toujours les tribunaux qui sont appelés à décider de cette question. La décision du tribunal sur cette question est susceptible de révision. La Cour Suprême a changé d'opinion à ce sujet. Anciennement (2) elle était hostile à la révision, mais elle a abandonné cette attitude, dans un arrêt récent (3). Actuellement, il y a très peu d'Etats pour lesquels les tribunaux allemands reconnaissent la réciprocité comme assurée. Lorsqu'il existe des conventions internationales sans clause de réciprocité, on comprend que la question

(1) Cour Suprême dans la revue hebdomadaire jur. (Jur. Wochenschr.) 1928, p. 2026.

(2) Cour Suprême, vol. 70, p. 435.

(3) Cour Suprême, vol. 115, p. 103.

de la réciprocité ne joue aucun rôle. Les Etats qui ne garantissent pas de juridiction indépendante, ne peuvent non plus être considérés comme assurant la réciprocité, comme par exemple l'Afghanistan et la Perse. Les jugements émanant d'autres Etats, dont la procédure ne fait point mention de la reconnaissance des jugements étrangers (par exemple la Bolivie, le Nicaragua et le San Salvador) ou qui réservent le règlement de cette question à des conventions internationales (par exemple l'Esthonie, la Finlande, la Lithuanie) ne pourront non plus être reconnus. Et il y a encore des Etats qui déclarent vouloir reconnaître les décisions rendues dans d'autres Etats, si la réciprocité est assurée, mais ils doivent être éliminés, parce qu'effectivement, ils ne respectent pas les décisions des tribunaux allemands (par exemple le Chili, la Chine, le Japon, le Pérou). Beaucoup d'Etats n'assurent pas la réciprocité parce qu'ils déterminent que les décisions des tribunaux étrangers doivent être soumises à une révision par leurs propres tribunaux au point de vue du droit et du fait (par exemple l'Argentine, la Belgique, la France, Haïti, le Mexique, Monaco). D'autres examinent la question de savoir si les tribunaux allemands étaient compétents, (compétence spéciale) (la Californie, le canton de Zurich), et c'est alors pour cette raison que les tribunaux allemands refusent de reconnaître les décisions de ces pays, trouvant que la réciprocité n'est pas ainsi assurée. Les tribunaux du canton de Zurich examinent de plus d'après leur propre procédure si le jugement allemand a formellement obtenu force de chose jugée. Ce fait em-

pêche également les tribunaux allemands de trouver la réciprocité assurée (1). Il faut ajouter les Etats qui, en matière matrimoniale, réclament la compétence exclusive pour leurs ressortissants et qui par conséquent ne reconnaissent les jugements allemands de cette espèce que dans les cas où il s'agit de ressortissants d'autres pays. Ici la réciprocité pour des affaires matrimoniales n'est donc pas assurée. Ce sont l'Egypte, l'Autriche, la Roumanie, l'Espagne, la Hongrie. Quant à la Tchécoslovaquie il est douteux qu'il faille la mettre sur le même pied (2).

Actuellement il n'y a que les Etats suivants qui assurent la réciprocité :

a) *entièrement* :

Brésil (loi du 20 novembre 1894, art. 12) ;

Danemark (art. 497 de la loi danoise du 11 avr. 1916)

Dantzig (le code de proc. civ. allemand est toujours en vigueur) ;

Memel (le code de proc. civ. allemand est toujours en vigueur) ;

Tchécoslovaquie (voir *supra* et note 2, ainsi que la publication du 28 juin 1924) (3).

b) *à l'exception des affaires matrimoniales* :

Egypte (art. 468 de la procédure pour la Cour mixte du Caire) ;

Espagne (art. 925, 951 à 958 du Code de proc. espagnol) ;

(1) Cour Suprême, vol. 107, p. 311.

(2) Revue hebdomadaire juridique (Jur. Woch.) 1928, p. 933.

(3) Journal Officiel du Reich (Reichsgesetzblatt), 1924, p. 133,

c) *seulement pour les affaires matrimoniales* :

Norvège, Pologne, Roumanie. (Pour la Roumanie
seulement les parties qui formaient la Rouma-
* nie avant la guerre) ;

Russie (sauf les jugements prononçant la nullité
d'un mariage).

SECTION B. — LA QUESTION DE LA RECONNAISSANCE DES JUGEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE.

Le but que nous nous sommes proposé dans le présent travail étant d'examiner les effets internationaux des jugements et autres actes étrangers en Allemagne, nous nous bornerons à indiquer ici les grandes lignes de la conception française sur l'effet international d'actes équivalents en France en tant que cet examen nous intéresse, pour donner une idée générale de la différence qui existe entre les conceptions des deux pays.

Le législateur français n'a pas, comme le législateur allemand, réglé de façon aussi abondante, la question de la reconnaissance de jugements étrangers. En effet, seuls les articles 546 du C. de procédure civile français et 2123 du Code civil français servant de base à la solution du problème. Mais ces textes sont tout à fait insuffisants et ne donnent aucune indication sur le pouvoir de contrôle du juge français relatif aux jugements étrangers. Heureusement il existe une jurisprudence qui comble cette lacune et où il faut rechercher les éléments de la solution.

La doctrine définit le jugement étranger « la décision

judiciaire émanée d'une souveraineté étrangère » ; il faut donc qu'il soit l'œuvre de l'Etat étranger. Ne sont pas seulement étrangers les jugements émanant d'un Etat comme l'Allemagne, l'Italie ou la Suède, mais aussi les jugements rendus par l'autorité indigène d'un Etat protégé, d'un Etat composé ou par des juridictions de caractère international. Il en est de même pour les jugements émanés d'autorités ecclésiastiques, auxquelles un Etat a délégué le pouvoir de les rendre. Il faut dans tous les cas que le jugement soit l'expression juridictionnelle d'une souveraineté différente de celle de la France, pour qu'il puisse en France être qualifié de jugement étranger (1).

Il ne peut être question ici des actes de juridiction gracieuse intervenus à l'étranger ; ceux-ci, il est vrai, produisent également des effets en France (2). Mais ils ont cette particularité qu'ils n'ont jamais l'autorité de la chose jugée qui est pourtant le trait essentiel de la décision contentieuse. Ils ne peuvent donc rentrer dans la catégorie des jugements étrangers.

Nous traitons ici de la *reconnaissance* des jugements étrangers en France, comme nous l'avons fait dans la partie correspondante pour les jugements étrangers en Allemagne. Quant à l'exequatur, nous en parlerons dans

(1) Bartin, Principes de droit intern. privé, 1930, p. 461 ss. ; Niboyet, Manuel de droit intern. privé, 1928, p. 920.

(2) Cass. civ., 30 janv. 1912, rapp. Lapradelle 1913, p. 131 ; Rennes, 26 nov. 1873, rapp. Clunet, 1876, p. 105 ; Orléans, 9 févr. 1900, rapport. *ibid.* 1900, p. 592, Seine (ch. du Cons.), 12 mars 1897, rapport. *ibid.* 1900, p. 342.

le chapitre suivant. Nous ne suivons donc pas l'ancienne doctrine française qui distinguait deux catégories différentes de jugements : ceux qui supposaient un recours à la force publique pour obtenir l'exécution et ceux qui n'exigeaient pas ce recours, étant donné qu'il s'agissait seulement de se prévaloir en France de ce qui avait été jugé à l'étranger. Cette conception faisait rentrer dans la première catégorie par exemple les jugements condamnant le perdant à payer une certaine somme au gagnant, et dans la seconde catégorie par exemple les jugements de divorce prononcés à l'étranger et permettant au divorcé d'invoquer sa qualité d'époux divorcé devant un officier de l'Etat civil français. Nous sommes d'avis avec M. Martin (1) et nous l'avons déjà montré — nous le répétons — en traitant des jugements étrangers en Allemagne pour ce qui concerne l'Allemagne, qu'il n'y a pas de règles différentes à appliquer, suivant que « le jugement suppose, par son objet, que celui qui l'invoque en France demande au juge français de l'autoriser à saisir et vendre les biens de son débiteur en France, ou que ce jugement étranger suppose, au contraire, par son objet, que celui qui l'invoque en France, demande au juge français de reconnaître en France, avec toutes ses conséquences, la qualité que ce jugement étranger lui a reconnue ou dont il l'a investi ». La distinction de deux catégories de jugements étrangers restreindrait, comme M. Martin l'a justement exprimé, le problème des effets internationaux des jugements

(1) Martin, *ibid*, p. 487; Niboyet, *ibid*, p. 952.

à la question relativement simple de l'addition de la formule exécutoire au jugement étranger. C'est au fond la même idée qu'exprime M. Niboyet, en disant qu'un jugement étranger sans distinction était un « droit acquis », même en dehors de tout exequatur et que ce droit acquis doit être reconnu avec tous les effets, ou lorsqu'il dit ailleurs : « rationnellement on pourrait concevoir une dissociation de l'autorité de la chose jugée et de la force exécutoire, car les deux notions ne sont pas liées (1). Il n'y a donc pas lieu, à notre avis, de distinguer entre deux catégories de jugements, savoir, ceux dont on peut se prévaloir sans demander au préalable une formule d'exequatur et ceux qui doivent être revêtus de la formule exécutoire, afin que l'on puisse s'en servir. Il y a simplement des jugements qu'on peut reconnaître ou non et il y a la question de l'exequatur qui n'entre en jeu que pour ceux des jugements qui ont besoin de l'exequatur, afin que l'exécution puisse avoir lieu. Nous pourrions donc procéder comme nous l'avons fait en étudiant le problème pour l'Allemagne, pour les jugements étrangers en France, en traitant d'abord la question de la *reconnaissance* du jugement étranger en France, sans faire de distinction entre différentes catégories de jugements et la question de l'*exequatur* pour autant qu'elle joue un rôle, puisque l'exequatur n'est pas exigé pour tous les jugements. M. Bartin n'emploie pas ces deux formules « *reconnaissance* » et « *exequatur* », et nous n'avons trouvé la clas-

(1) Niboyet, *ibid.*, p. 539.

sification chez aucun auteur français que nous avons pu consulter, mais il nous semble qu'il est préférable d'accepter les deux formules et de procéder comme nous nous le sommes proposé. D'ailleurs ce n'est pas seulement le Code de procédure civile allemand et la doctrine allemande, qui se servent de ces termes, nous les retrouvons aussi dans le projet de la cinquième conférence de la Haye de droit international privé qui s'intitule : « Projet d'une convention sur la *reconnaissance et l'exécution* de décisions judiciaires » (1). Peut-être est-ce un signe de ce que l'avenir appartiendra à la distinction que nous nous permettons d'appliquer pour notre étude de droit français.

Quelles sont donc les conditions de la reconnaissance en France d'un jugement étranger ? Ou en d'autres termes : Quels sont les pouvoirs du juge français dans l'examen du jugement étranger, pour que ses effets s'étendent au territoire français ?

Il y a plusieurs opinions : L'une qui a pour elle presque tous les arrêts dit que le juge français doit *réviser au fond* le jugement étranger. Cela signifie qu'il statue à nouveau sur le litige que le jugement étranger a tranché. On a comparé ce rôle du juge français au rôle d'une juridiction d'appel vis-à-vis d'une décision de première instance en droit interne (2). En d'autres termes : Si on se base sur cette opinion on ne pourra parler d'autorité de chose jugée et de reconnaissance de jugements

(1) Actes de la 5^e session (La Haye, 1926) 180.

(2) *Bartin, ibid*, p. 544.

étrangers en France, tout au moins pas dans un sens identique ou analogue à celui du droit allemand.

Une autre opinion ne reconnaît pas ces pouvoirs au juge français. Elle ne permet pas au juge français de réviser au fond le jugement étranger ; il statue sur le jugement seul, pour en contrôler la régularité comme décision judiciaire uniquement (système du *contrôle limité*). Cette opinion semble, au premier abord, se rapprocher de la conception allemande.

L'opposition apparente de ces deux conceptions saute aux yeux. Mais ce n'est qu'en apparence, car les différences entre les deux opinions se réduisent pratiquement à très peu de chose. En vérité, les pouvoirs d'examen que le système de contrôle implique chez le juge français vont aussi loin que le système de la révision l'exigerait (1). Pratiquement, il y a donc très peu de différence entre ces deux opinions. Le juge français a, dans les deux opinions, les pouvoirs les plus étendus.

Il y a enfin un troisième système : le système du *contrôle illimité*, qui déclare que le juge doit « pouvoir soulever le voile du jugement étranger afin de s'assurer de son caractère exact et équitable ». C'est pour cette raison qu'on lui reconnaît des pouvoirs d'investigation très larges et un contrôle illimité. Ce système ne veut pas substituer un jugement nouveau au jugement étranger. Il s'agit, a-t-on dit, d'une « révision au fond à but limité » (2). A notre avis, ce système ne diffère guère du système de simple révision, au moins quant à son effet

(1) *Bartin, ibid.*, pp. 546, 596.

(2) *Niboyet, ibid.*, p. 945.

pratique. C'est du reste aussi l'avis de M. de Cock (1), lorsqu'il déclare que le système de contrôle illimité « aboutit à dénier au jugement étranger tout espèce de rayonnement international en France ».

Si on se place dans l'opinion des juristes qui n'accordent au juge français que des pouvoirs de contrôle limités, dans la conception la plus réservée et la plus étroite de ces pouvoirs donc, on constate un minimum d'exigences : Il faut, dit-on, que la juridiction étrangère qui a rendu le jugement, ait été compétente. En second lieu, on exige qu'elle n'ait rien de contraire aux exigences de l'ordre public en France ; et en troisième lieu, il est nécessaire que le jugement ait fait au litige l'application d'une règle de conflit compatible avec le droit français international. Voilà les trois conditions auxquelles est subordonné en France l'effet international d'un jugement étranger, si on admet le système de contrôle limité. La jurisprudence française exige ces conditions pour tous les jugements étrangers, soit ceux dont il s'agit d'invoquer en France la reconnaissance des effets en dehors d'une exécution, soit ceux dont l'exequatur est demandé en France.

En ce qui concerne la première condition, celle de la compétence, elle est la plus compliquée. S'agit-il de la compétence générale ou de la compétence spéciale de la juridiction étrangère ? En d'autres termes, le litige relevait-il de l'*Etat* étranger et était-il généralement compétent ou la juridiction qui a statué, à supposer que les

(1) De Cook, op. cit. p. 435 ss.

juridictions de cet Etat avaient été généralement compétentes, était-elle spécialement compétente *ratione materiae et ratione loci* ? Dans le premier cas, compétence générale des juridictions étrangères, il faudrait examiner cette compétence d'après les lois françaises. Dans le second cas, il faudrait recourir aux règles étrangères. Dans la première hypothèse, il s'agit évidemment de la question de la détermination de l'étendue de la souveraineté française, il est donc clair qu'il faut appliquer les lois françaises. Dans la seconde hypothèse, si le litige relevait juridictionnellement d'un tribunal déterminé de l'Etat étranger, il faut recourir aux lois de cet Etat pour déterminer l'ordre de juridiction auxquelles le litige doit être soumis.

Ce n'est que la *compétence générale* des juges étrangers que le juge français est en droit d'exiger, lorsqu'il examine un jugement étranger et la détermination de cette compétence générale dépend de la loi française. La compétence spéciale, aussi bien *ratione materiae et ratione loci*, dépend uniquement de la loi de cet Etat et son examen échappe au juge français. Pour la compétence spéciale, la législation étrangère est dans son domaine que la loi française lui a reconnu en abandonnant le litige à la compétence générale de cet Etat (1). Nous pouvons constater ici que cette conception est conforme à la conception des juristes allemands relative au pouvoir du juge allemand, d'examiner la question de la compétence.

(1) *Bartin, ibid*, p. 550.

On comprend par la nécessité du respect de la souveraineté de la France sur son territoire les autres exigences à savoir : que le jugement étranger ne contienne rien qui soit contraire à l'ordre public en France, que le jugement étranger ait fait au litige l'application d'une règle de conflit s'accordant avec le système du conflit des lois que le juge français aurait appliqué s'il avait eu à en juger (1). La jurisprudence française exige presque unanimement que ces deux conditions soient remplies, sinon elle refuse la reconnaissance du jugement étranger et par conséquent aussi l'exequatur. Il y a une série de jugements français qui sont intervenus dans la question du conflit des lois et qui confirment que le juge français doit examiner si le juge étranger a respecté les règles françaises du conflit des lois (2). En ce qui concerne la notion d'ordre public, elle est difficile à préciser et dépend de l'appréciation des juges. Il y en a qui touchent au fond du droit et d'autres qui touchent à la procédure. Il n'est pas besoin d'ajouter que cette notion est d'une mobilité extrême et qu'elle varie avec les temps. Pour ce qui est des décisions intervenues, nous renvoyons à la note (3).

(1) *Bartin, ibid*, p. 572.

(2) *Seine*, 19 janvier 1889, rapport *Clunet*, 1890, page 870 ; *Seine*, 27 mars 1901, rapp. *ibid*, 1902, p. 116 . *Aix*, 11 juillet 1881, rapp. 1882, p. 426 ; *Seine*, 7 févr. 1882, rapp. *ibid.*, 1882 p. 89 ; *Seine*, 19 févr. 1913, rapp. *ibid.* 1913, p. 917.

(3) *Paris*, 20 novembre 1848, *Sirey*, 1849, 2. 11 ; *Seine*, 25 mai 1892, *Clunet*, 1892, p. 970 ; *Pau*, 17 janv. 1872, *Sirey*, 72.2.233 ; *Amiens*, 11 novembre 1890, *Clunet*, 1891, p. 1208 ; *Seine*, 8 janv. 1907, rapp. *ibid.*, 1907, p. 400 ;

On pourra encore ajouter comme dernière condition, à moins que l'on veuille la faire rentrer dans une des trois autres catégories, la condition de la régularité de la forme du jugement étranger. On exige que le jugement étranger soit régulier en la forme et qu'il ait force exécutoire dans le pays où il a été rendu (1).

Il suit de ce qui a été exposé, que dans le système du contrôle limité, les pouvoirs du juge pour l'examen des jugements étrangers sont très étendus. Il ne pourra donc pas ici non plus être question d'autorité de la chose jugée, comme le pense M. Niboyet (2). Le système de la révision pourra rarement conduire plus loin (3). Ce n'est donc qu'une distinction purement théorique.

En effet, si nous examinons le système de la révision, nous constatons qu'il ne va pas beaucoup plus loin. Il y a trois points auxquels on pourrait penser : le fond, la procédure, la condamnation (3).

Nancy, 6 juin 1912, rapp. *ibid*, 1914, p. 568 ; Paris, 12 janv. 1898, rapp. *ibid*, 1898, p. 740 ; Aix, 9 juillet 1903, Sirey, 1904, 2.257 ; Seine, 27 mars 1901, rapp. Clunet, 1902, p. 116 ; Versailles, 6 févr. 1900, rapp. *ibid*. 1900, p. 345 ; Seine, 9 juin 1899, rapp. *ibid*. 1900, p. 342 ; Cass. civ. 18 nov. 1891, rapp. Clunet 1892, p. 667 ; Trib. Seine, 19 déc. 1900, rapp. *ibid*. 1902, p. 601 ; Trib. Seine 10 avr. 1899, rapp. *ibid*. p. 796. (

(1) Trib. civ. Seine, 8 février 1898, rapp. Clunet 1898, p. 735 ; Trib. civ. Seine, 16 avr. 1885, rapp. *ibid*, 1885, p. 295 ; Trib. civ. Seine, 18 janv. 1902, rapp. *ibid*. 1902, p. 812 ; Trib. civ. Seine, 5 juillet 1881, rapp. *ibid*. 1882, p. 530.

(2) Niboyet, *ibid*. p. 939.

(3) Voir Bartin, *ibid*. p. 596.

Pour ce qui est du fond, le juge recherchera selon le système du contrôle si le juge étranger a observé les règles françaises du conflit des lois. Il n'en sera pas autrement dans le système de la révision. Si on suppose que les règles françaises exigent l'application de la loi française interne, il se pourrait que le juge étranger l'eût mal comprise. Il appartiendrait alors au juge français, s'il révisé la sentence étrangère, de la changer. Il y aurait donc sur ce point une différence entre le système de contrôle et celui de la révision, mais comme M. Bartin dit très bien, cette différence n'est que théorique, car « les ressources inépuisables de la notion de l'ordre public international permettraient au juge français, dans le système de contrôle, sinon de rectifier la solution, tout au moins de refuser l'exequatur, et la différence s'évanouit ». Si au contraire le juge étranger n'a pas appliqué une loi française interne, mais une loi étrangère, il est peu probable, que le juge français relèvera une erreur éventuellement commise. Il n'y aura donc ici non plus révision de l'interprétation de la loi étrangère interne (1).

En ce qui concerne la procédure, on peut réellement constater une différence entre le système de révision et le système de contrôle. Dans le dernier système, l'examen du juge français ne portera que sur les éléments qui ont été compris dans la procédure étrangère. Dans le premier, il en va tout autrement. On admettra même ici l'intervention d'un tiers et d'une demande reconven-

(1) Voir Bartin, *ibid.* p. 596.

tionnelle, que l'on ne concevrait pas dans le système de contrôle.

Quant à la condamnation, les pouvoirs du juge français ne sont pas différents dans les deux systèmes. Il est clair qu'il pourra la changer dans le système de la révision, mais pratiquement il la déterminera comme le juge étranger. Il n'y aura donc pas ici non plus de différence appréciable.

Nous voyons donc que les pouvoirs nouveaux du juge français que le système de révision lui assure, sont pratiquement très minimes et se réduisent à la procédure.

Sur le dernier point, la possibilité de l'exécution à l'étranger du jugement étranger, les deux systèmes sont d'accord. Ils exigent tous les deux que cette condition soit remplie. Le fait, que le système de révision subordonne également l'exécution du jugement en France à la possibilité de son exécution à l'étranger, conduit nécessairement à la conclusion, qu'on ne peut parler de l'inexistence du jugement étranger sur le territoire français. Car on ne peut, en effet, prétendre, que le jugement étranger est inexistant et que le juge français est appelé à statuer à nouveau sur ce litige, comme il statuerait sur un litige qui lui eût été soumis directement pour la première fois, lorsqu'on exige une possibilité d'exécution du jugement à l'étranger. Ceci implique qu'on considère au moins le jugement étranger comme existant.

Nous concluons donc, que le pouvoir du juge français d'examiner un jugement étranger, est presque le même dans le système de contrôle et le système de révision.

Mais ni l'un ni l'autre ne reconnaissent l'autorité du jugement étranger. On ne pourra par conséquent dans aucun cas, à notre avis, parler de simple reconnaissance de jugements étrangers en France.

Comme nous l'avons déjà expliqué, la jurisprudence française admet simplement ce que la doctrine appelle le « *droit de révision* ». Elle n'a cessé de proclamer la légitimité de ce système (1). Dans une série de décisions la reconnaissance et l'exequatur d'un jugement étranger n'ont été refusés que pour des motifs touchant à son mal jugé (2). Nous voyons ici clairement la différence entre la conception allemande et la conception française. Les textes de lois et la jurisprudence allemands respectent en principe le jugement étranger et lui reconnaissent l'autorité de la chose jugée. La jurisprudence française proclame le droit de révision, et ne reconnaît pas aux jugements étrangers l'autorité de la chose jugée.

Il faut cependant avouer que la jurisprudence française a apporté un correctif aux inconvénients que présentent la dénégation de toute force de chose jugée aux jugements étrangers. Car elle admet d'une façon géné-

(1) Cass. civ. 9 févr. 1892, rapp. Sirey, 92.1.201 ; 14 janv. 1901, rapp. *ibid.*, 1901.1.128 ; 9 déc. 1903, rapp. Clunet 1904, p. 391 ; Paris, 13 févr. 1925, rapp. Sirey, 25.2.49 ; Seine, 13 déc. 1926, rapp. Clunet 1927, p. 1035 ; Trib. civ. Marseille 25 nov. 1925, rapp. Clunet 1926, p. 388.

(2) Seine (1^{re} ch.) 3 mars 1927, rapp. Clunet 1927, p. 1040 ; 13 déc. 1926, rapp. Clunet 1927, p. 1035 ; Cass. civ. 14 janv. 1901, rapp. Clunet 1901, p. 149.

rale que les jugements étrangers en matière d'état et de capacité ont en France l'autorité de la chose jugée. Ainsi un divorce prononcé à l'étranger pourra être invoqué pour permettre un second mariage en France. L'officier de l'état civil français se contentera de vérifier, si le jugement étranger prononçant le divorce a été rendu par le juge compétent et suivant les lois du pays où il a été rendu (1). C'est une preuve du besoin où l'on se trouve de ne pas opposer une défiance générale à toute décision étrangère qui n'a pas été révisée par le juge français (2).

Il nous paraît que le système allemand qui est loin d'offrir une parfaite solution du problème, est pourtant préférable au système français. L'idée qui domine le juge français est d'assurer la protection du Français. C'est cet argument qui se trouve dans un arrêt de la Cour de Paris du 22 avril 1864 (3)

« Considérant... qu'un tribunal étranger, tout en ne
« violant pas les principes généraux du droit public ou
« privé, *peut ne pas présenter les garanties exigées par*
« *les intérêts*; qu'il suffit pour en être convaincu, de re-
« marquer que la généralité des termes de l'article 2123
« du Code Napoléon *comprendrait les pays même en*
« *guerre avec la France*; que, d'autre part, des circons-
« tances de diverses natures peuvent rendre difficile la
« défense des Français en pays étranger; que la loi, qui

(1) Cass. 9 mai 1900, rapp. Sirey 1901.1.185 ; Trib. Nice, 15 juin 1910, rapp. Clunet 1911, p. 546.

(2) De Cock, op. cit. p. 456.

(3) Sirey, 65.2.60.

« accorde au Français une série de recours contre la décision des juges de son pays, présenterait une étrange contradiction si elle ne lui avait réservé aucun moyen efficace de revenir contre les décisions du moindre tribunal de la nation la moins civilisée ».

Nous ne croyons pas que la protection des Français soit un obstacle à l'admission du système de la reconnaissance de principe des jugements étrangers, puisque ce système est appliqué en Allemagne. Mais peut-être cela provient-il de ce que le Code allemand est plus jeune. A une époque où il existe une Société des Nations et où les meilleurs cerveaux de la terre s'efforcent de rapprocher les peuples et de supprimer les barrières encore existantes, on devrait montrer plus de libéralité. Les conventions de Genève de 1923 et 1927 relatives aux sentences arbitrales et dont nous parlerons tout à l'heure, sont de bon augure. Si le problème a été résolu dans une certaine mesure pour l'arbitrage privé international, on ne pourra sérieusement objecter qu'il y ait des difficultés insurmontables.

CHAPITRE II

LA QUESTION DE L'EXECUTION DES JUGEMENTS ETRANGERS

SECTION A. — EN ALLEMAGNE

Lorsqu'il s'agit de procéder à des mesures d'exécution ou de coercition en Allemagne, la question se pose de savoir qu'elle procédure il faut suivre, car une décision étrangère n'est exécutoire en Allemagne, que lorsqu'elle a été déclarée exécutoire par un tribunal allemand. L'article 722 du Code de procédure civile allemand dit textuellement : « l'exécution forcée ne peut avoir lieu en vertu d'un jugement rendu par un tribunal étranger qu'autant qu'elle a été déclarée admissible par un jugement d'exequatur ».

Pour obtenir le jugement d'exequatur, il est nécessaire d'introduire une demande en exequatur auprès du tribunal de bailliage (Amtsgericht) ou du tribunal régional (Landgericht) auprès duquel le débiteur a son statut général de juridiction ; à défaut d'un tel tribunal, ce sera le tribunal de bailliage ou le tribunal régional devant lequel la demande peut être introduite contre le débiteur aux

termes de l'article 23 (1). C'est un de ces tribunaux qui est compétent pour statuer sur la demande, c'est-à-dire l'un ou l'autre selon la valeur de l'objet du litige (art. 722). Quand on dit valeur de l'objet du litige, il faut se rendre compte que ce n'est pas la valeur de l'objet de la prétention exprimée dans le jugement qui doit être déclaré exécutoire. C'est plutôt la valeur de la réclamation de l'exequatur (2).

Quand le jugement d'exequatur doit-il être rendu ? C'est l'article 723 alinéa 2 qui répond à la question :

« Le jugement d'exequatur ne pourra être rendu que
« lorsque le jugement du tribunal étranger aura acquis
« l'autorité de la chose jugée d'après la loi en vigueur
« pour ce tribunal ».

Il est donc nécessaire que le jugement du tribunal étranger ait acquis force de chose jugée. Mais il est également exigé que les règles allemandes admettent la reconnaissance du jugement étranger, car, comme nous l'avons exposé plus haut, c'est l'article 328 qui cite les cinq cas dans lesquels un jugement rendu par un tribunal étranger ne saurait être reconnu. Il est donc né-

(1) Article 23 du C. de proc. civ. allem. :

« A l'égard des actions ayant pour fondement une prétention d'ordre pécuniaire contre une personne qui n'a point de domicile dans l'Empire allemand, la compétence appartient au tribunal dans le ressort duquel se trouvent des biens de la personne ou l'objet sur lequel porte l'action. En matière de créances, on considère comme le lieu où se trouvent les biens, celui du domicile du débiteur, et aussi, quand une chose est affectée à la sûreté de la créance, le lieu où cette chose se trouve ».

(2) FÖRSTER-KANN, Code de proc. civ. allem., § 722, note 5 b.

cessaire que ces cas ne jouent pas. C'est pour cette raison que l'article 723 alinéa 2 continue ainsi :

« L'exequatur ne pourra avoir lieu lorsque la reconnaissance du jugement est interdite en vertu de l'article 328 ».

Quant à la légalité de la décision étrangère, celle-ci ne sera pas examinée, comme le dit l'article 723, alinéa 1 :

« Le jugement d'exequatur sera rendu sans examen de la légalité de la décision ».

Le juge examinera d'abord, comme nous l'avons décrit dans le chapitre 1, si aucun des cas de l'article 328 ne met d'obstacle à la reconnaissance du jugement étranger avant d'accorder l'exequatur.

Dans la procédure d'exequatur même, le débiteur ne pourra plus faire valoir des exceptions qui concernent la prétention même, reconnue par le jugement étranger. Car le tribunal allemand n'a pas compétence pour revenir sur la décision étrangère en vue d'examiner sa légalité. Mais il en est autrement lorsque le débiteur fait valoir des exceptions, dont les causes se sont produites après la clôture du dernier débat oral. Ces exceptions doivent être considérées comme recevables. Il peut les faire valoir même après que le jugement d'exequatur a été rendu. C'est la Cour Suprême qui s'est exprimée dans ce sens (1). Cette réglementation est du reste, conforme aux dispositions de l'article 767 du Code de procédure civile (2).

(1) Cour Suprême de Leipzig, vol. 114, p. 171.

(2) Article 767 du Code de procédure civile allemand, alinéas 1 et 2 ;

Le jugement d'exequatur existant en procédure civile allemande, il s'ensuit que le créancier n'est pas autorisé à introduire une nouvelle action en Allemagne, si un Etat étranger a prononcé un jugement au sujet de la même réclamation. Il ne pourra même pas saisir un tribunal allemand de son action, lorsqu'il a introduit une demande analogue à l'étranger. Car par l'introduction de la demande à l'étranger, l'instance est liée. L'adversaire pourrait opposer l'exception de litispendance selon l'article 263 du Code de procédure civile allemand (1). S'il est établi d'avance que la décision à intervenir à l'étranger ne saura jamais être reconnue en Allemagne, parce que les cas de l'article 328 jouent, il est naturel et logique que l'adversaire ne puisse soulever l'exception de litispendance, car en ce cas, la procé-

« Le débiteur devra faire valoir par voie d'action devant le tribunal
« saisi du procès en première instance les exceptions qui concernent
« la prétention même reconnue par le jugement.

« Ces exceptions ne seront recevables que si les causes sur lesquelles elles se fondent ne se sont produites qu'après la clôture
« du débat oral dans lequel au plus tard les exceptions auraient dû
« nécessairement être proposées conformément aux dispositions du
« présent code, et si elles ne peuvent plus être proposées par voie
« d'opposition ».

(1) Article 263 du C. de proc. civ. allem. :

« L'instance est liée par l'introduction de la demande. La litispendance produit les effets suivants :

« 1^o Si, pendant la durée de la litispendance, l'une des parties en
« lie une autre devant un tribunal différent, l'adversaire peut opposer l'exception de litispendance.

« 2^o La compétence du tribunal saisi n'est pas modifiée si les circonstances qui l'ont fondée viennent à changer ».

dure étrangère n'existe pour ainsi dire pas pour la justice allemande (1). La question de savoir si une action tendant à faire constater par le tribunal allemand que le jugement étranger à intervenir à l'étranger doit être reconnu en Allemagne, est recevable, est controversée. La Cour Suprême semble vouloir admettre cette action avec certaines restrictions (2).

SECTION B — LA QUESTION DE L'EXEQUATUR EN FRANCE

Lorsqu'on aborde la matière de l'exécution des jugements étrangers en France, la première question qui se pose est celle de savoir à quelles juridictions il appartient de se prononcer sur les jugements étrangers et de les revêtir de la formule exécutoire.

La jurisprudence — elle est très ancienne et s'est maintenue — désigne les tribunaux civils comme les seules juridictions compétentes pour statuer sur l'exequatur des jugements étrangers. Cette compétence persiste, si le litige relève du droit commercial et si une juridiction commerciale a rendu le jugement à l'étranger. Puisqu'en France les tribunaux de commerce ne connaissent pas de l'exécution de leurs propres jugements, il est tout naturel qu'ils ne puissent non plus connaître de l'exécution des jugements étrangers, d'autant plus qu'il s'agit ici de la souveraineté de l'Etat qui entre en jeu (3).

(1) Cour Suprême de Leipzig, vol. 49, p. 340.

(2) Cour Suprême ; vol. 99, p. 129 ; vol. 109, p. 383.

(3) Trib. civ. Seine (1^{re} ch.) 2 févr. 1926, rapp. Gaz. des Tribunaux, 25 nov. 1926.

Mais quel est, parmi les tribunaux civils français, celui qui a qualité pour statuer ? C'est aux principes généraux sur la compétence à le déterminer. En principe, ce sera celui du domicile ou de la résidence du défendeur (art. 59 § 1 du Code de procédure civile français). A défaut, ce sera celui de la situation des biens sur lesquels doit se porter l'exécution ou si le débiteur n'a en France ni domicile, ni résidence, ni biens, tout tribunal français de première instance pourra être saisi.

En ce qui concerne la condition des parties entre lesquelles s'engage l'instance d'exequatur, il faut retenir qu'il s'agit d'une nouvelle procédure qui est distincte et indépendante du litige dont les juges étrangers ont connu. Mais cela n'empêche que c'est toujours l'ancien litige qui reparait devant les juges français. On a appelé la procédure devant les juges étrangers « l'instance originale » et la nouvelle procédure devant la juridiction française « la reproduction de l'instance originale » (1), ce qui caractérise bien les relations entre les deux procédures. La jurisprudence exige qu'il y ait identité de parties entre ces deux instances (2).

Le demandeur désireux de se prévaloir en France du jugement étranger, soumettra au juge français le jugement étranger sous la forme de la pièce officielle que l'autorité étrangère lui a délivrée (3). Lorsque le défendeur invoque des objections, par exemple que le juge

(1) *Bartin, ibid.* p. 523.

(2) *Le Havre*, 8 janv. 1875, rapp. *Clunet* 1876, 103.

(3) *Cass.*, 30 juillet 1889, rapp. *Clunet* 1889, 797.

étranger a été incompetent, que le jugement est contraire à l'ordre public en France ou enfin que le juge étranger n'a pas appliqué la loi qui aurait dû lui être appliquée aux termes des règles françaises de conflit, c'est à lui qu'incombe le fardeau de la preuve (1). Il va de soi que les jugements d'exequatur sont sujets aux voies de recours ordinaires des jugements (2).

On s'est demandé si les parties ont le pouvoir de limiter le droit d'examen du juge français à qui l'exequatur est demandé. Ce droit découlant de la souveraineté française, il faut conclure qu'aucune convention des parties ne pourrait limiter ce droit d'examen. La jurisprudence s'est prononcée dans le même sens (3).

On s'est demandé également, si un tribunal saisi de la demande d'exequatur peut, lorsqu'il constate qu'elle a été mal rendue, modifier une condamnation, soit pour la diminuer, soit pour lui substituer une condamnation nouvelle. La jurisprudence française, admettant le droit de révision, doit logiquement conduire à l'admission d'une pareille modification (4). Il est vrai que les décisions rendues en cette matière par les tribunaux français

(1) Cass. 15 janv. 1896, rapp. Clunet 1896, 360.

(2) Paris, 28 juin 1898, rapp. Clunet 1898, 912 ; Chambéry, 29 janv. 1873, Sirey 1873-2-266 ; Chambéry, 20 janv. 1877, Sirey, 1879.2.8, voir aussi Niboyet, *ibid.* p. 923.

(3) Toulouse, 29 janv. 1872, Sirey 1873.2.18 ; Bordeaux, 29 juin 1893, rapp. Clunet 1893, 323 ; Seine, 10 mai 1927, rapp. Clunet 1927, 686.

(4) Paris, 19 janv. 1905, rapp. Clunet 1905, p. 362 ; Paris, 20 févr. 1908, rapp. Clunet 1909, p. 1071 ; Marseille, 25 nov. 1925, rapp. Clunet 1926, p. 386.

pourraient tout simplement refuser la reconnaissance et rejeter la demande d'exequatur (1). Mais ils ont usé d'un droit qui leur revenait en conformité de l'application du système de révision.

Lorsque le jugement a obtenu l'exequatur, il est considéré comme exécutoire. Il produit alors en principe les mêmes effets que lui attache sa loi nationale, car, malgré le fait qu'il a été exequaturé, ce jugement ne devient pas pour cela un jugement français, mais reste un jugement étranger devenu exécutoire hors de son territoire national. Cette réflexion nous conduit nécessairement à la conclusion que l'exequatur accordé en France à un jugement étranger ne lui concède pas plus d'effets qu'il n'en aurait dans son propre pays. Ainsi, un jugement étranger n'entraîne pas l'hypothèque judiciaire si dans le pays qui l'a rendu, cette garantie est inconnue. Le demandeur sera traité de la même façon et n'aura pas plus de droit que ceux que lui confère la loi étrangère du pays d'où le jugement émane (2).

Le jugement étranger n'accordant pas au demandeur plus de droit que la loi étrangère, il est naturel qu'il lui confère aussi tous les droits que la loi étrangère est en mesure de donner, sous réserve, bien entendu, de l'ordre public. Il s'ensuit que l'exequatur rétroagit au jour où le jugement a été rendu. Cette question peut devenir très importante, comme on peut le supposer (2).

(1) Niboyet *ibid.* p. 948, 949.

(2) Niboyet, *ibid.*, 950.

CHAPITRE III

L'EFFET DES TRAITES BILATERAUX ET CONVENTIONS INTERNATIONALES RELATIFS AUX JUGEMENTS ETRANGERS

Nous arrivons enfin à nous demander dans quelle mesure les règles que nous avons décrites peuvent être modifiées par les traités diplomatiques conclus entre deux Etats et par les conventions internationales. L'Allemagne et la France ont conclu plusieurs traités et adhéré à des conventions internationales que nous allons examiner.

SECTION A. — LES TRAITÉS BILATÉRAUX CONCLUS PAR L'ALLEMAGNE

1. Le traité du 21 juin 1923 entre l'Allemagne et l'Autriche.
2. Le traité du 22 décembre 1926 entre l'Allemagne et la Bulgarie.
3. Le traité consulaire du 13 mars 1925 entre l'Allemagne et l'Esthonie.
4. Le traité germano-russe du 12 octobre 1925 et l'an-

nexe à l'article 22 du traité consulaire germano-russe de la même date.

5. Le traité du 5 mars 1924 entre l'Allemagne et la Pologne.

6. Le traité du 30 octobre 1928 entre l'Allemagne et la Lithuanie.

7. Quelques traités de moindre importance :

- a) Le traité germano-belge du 23 avril 1920 relatif relatif à la transmission des affaires judiciaires des cercles d'Eupen et de Malmédy.
- b) Le traité entre l'Allemagne et le Danemark du 12 juillet 1921, concernant la transmission des affaires judiciaires dans le Slesvig cédé.
- c) Le traité franco-allemand du 5 mai 1920 relatif aux affaires judiciaires en Alsace-Lorraine.
- d) Le traité germano-polonais du 12 avril 1922 concernant la transmission des affaires judiciaires de la Haute-Silésie.
- e) Le traité germano-tchécoslovaque du 3 février 1921, sur la reconnaissance de jugements, ordonnances et décisions ayant été rendus avant le 4 février 1920 par le tribunal de bailliage de Hultschin.

ad. 1. — L'Allemagne a conclu le 21 juin 1923 un traité avec l'Autriche (1). Ce traité régleme dans ses articles 3 et 4 la question de la *reconnaissance de décisions concernant des condamnations aux frais de justice*

(1) *Journ. Off. du Reich* (Reichsgesetzblatt) 1924, II, p. 55 ; 1925, II, 156.

en s'inspirant de l'article 18 de la Convention de La Haye de 1905. Le jugement d'un des deux pays, pour être reconnu dans l'autre, doit être passé en force de chose jugée. Il suffit de produire un certificat du tribunal, ayant rendu la décision, pour prouver qu'elle a obtenu force de chose jugée. La demande d'exequatur doit être faite directement auprès de l'autorité compétente par la partie intéressée ; la voie diplomatique, prévue dans la Convention de la Haye de 1905, n'est pas admise. La procédure à observer en Allemagne pour obtenir l'exequatur de décisions autrichiennes relatives aux condamnations aux frais de justice, est réglée dans la loi d'exécution du 26 avril 1924 (1). Cette procédure ressemble beaucoup à la loi d'exécution relative à la Convention de La Haye de 1905 et sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure et stipule que la compétence appartient, en Allemagne, au tribunal de bailliage où le débiteur a son statut général de juridiction. A défaut d'un statut général de juridiction, la compétence est au tribunal, dans le ressort duquel se trouvent les biens du débiteur ou encore où l'action en exécution doit avoir lieu.

Mais le traité du 21 juin 1923 n'est pas limité aux accords sur la reconnaissance de décisions par lesquelles une condamnation aux frais et dépens est prononcée. Ce traité contient en outre des accords sur la *reconnaissance de décisions d'autre nature*. Ce sont spécialement les articles 19 à 31, 34, 36, alinéa 2, n° 1, qui entrent en

(1) *Journ. Off. du Reich* (Reichsgesetzblatt) 1924, II, p. 55 ; 1925. II, 156.

jeu. Il faut qu'il s'agisse de décisions de tribunaux civils. Font partie de cette espèce de tribunaux, les tribunaux d'exception et les tribunaux arbitraux, dont la compétence ne dérive pas d'un compromis, mais de la loi. Il n'importe pas que la décision ait été rendue par jugement ou par ordonnance (art. 19). La convention ne concerne pas la contrainte (Arrest), ni les mesures provisoires (einstweilige Verfuegungen) selon les articles 916 ss. du Code de procédure civile allemand (art. 19, alinéa 1). Il en est de même des décisions intervenant dans des affaires matrimoniales et de filiation, dans une procédure relative à la faillite et dans la procédure relative à une déclaration de décès (art. 36, alinéa 2, n° 1). C'est donc le droit interne des Etats contractants qui joue ici. Les décisions, sauf celles que nous venons de mentionner, doivent être reconnues, lorsqu'elles ont acquis *l'autorité de la chose jugée* et s'il n'y a aucun des empêchements de l'art. 25, alinéa 2 (voir les articles 19 et 34).

Selon l'article 25, chaque Etat pourra *refuser la reconnaissance d'une décision* de l'autre si, d'après son droit de procédure, il réclame la *compétence exclusive* pour le litige en question, ou lorsqu'il s'agit de rapports de droit ou de réclamations qu'il juge *contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public* (art. 25, alinéa 2, n° 2). Mais même dans d'autres cas, il pourra en faveur de ses ressortissants, refuser la reconnaissance de décisions émanant de l'autre Etat. Ainsi dans les décisions qui portent préjudice à un ressortissant, parce que le tribunal en jugeant les rapports de droit, s'est écarté du droit du

pays de ce ressortissant. Il s'agit ici de la capacité d'être partie et d'ester en justice, de la représentation légale et des rapports de droit de famille et de succession ainsi que des constatations y ayant trait sur le décès d'une personne (art. 25, alinéa 3, n° 1). La reconnaissance pourra encore être refusée lorsque le ressortissant n'a pas répondu à l'instance au cas où la citation ou décision introductive d'instance n'a pas été signifiée à sa personne (art. 25, alinéa 3, n° 2). Le refus de reconnaissance est enfin admis dans tous les cas où l'unique statut de juridiction dans l'Etat qui a prononcé le jugement contre le ressortissant, est celui où se trouvent des biens appartenant à ce ressortissant même dans le cas où il aurait répondu à l'instance.

Les tribunaux sont absolument indépendants dans leur examen des causes de refus ; ils ne sont pas liés par les constatations de fait des décisions étrangères. Mais leur pouvoir d'examen ne peut être poussé plus loin (art. 25, alinéa 4).

Si aucun de ces empêchements ne s'oppose à la décision passée en force de chose jugée, elle doit être reconnue. La question de savoir si elle exerce un effet pour et contre d'autres personnes, qui n'étaient pas intéressées comme parties, doit être jugée d'après les lois du pays dont le tribunal a rendu la décision (articles 34, 23). La décision exerce immédiatement son plein effet. Mais ces décisions n'auront *force exécutoire*, que lorsqu'elles sont déclarées exécutoires par décision d'un tribunal de l'Etat, dans le territoire duquel l'exécution doit avoir lieu. Sont compétents en Allemagne les tribunaux de

bailliage (Amtsgerichte) et en Autriche les tribunaux de district (Bezirksgerichte). La valeur de l'objet du litige ne joue aucun rôle. La compétence *ratione loci* appartient au tribunal, où le débiteur a son statut général de juridiction. A défaut d'un statut général de juridiction, est compétent le tribunal du district où se trouvent les biens du débiteur ou encore où l'exécution doit avoir lieu (art. 20).

La demande doit être introduite par le créancier dans la forme prescrite (art. 21) auprès de l'autorité compétente. Il faut ajouter à la demande une expédition complète de la décision. Il doit être prouvé par acte authentique qu'elle est passée en force de chose jugée, à moins que cela ne résulte de l'expédition même (art. 22).

Lorsque l'exécution dépend selon le contenu de la décision de l'expiration d'un délai ou d'un autre fait, il sera décidé d'après les lois du pays où le procès a eu lieu, quels faits doivent être prouvés. Il en est de même des cas où l'exécution forcée doit être accordée pour ou contre des tiers qui ne sont pas parties. Les preuves doivent être fournies au moyen d'actes authentiques ou d'actes constatés authentiquement, à moins que les faits ne soient connus du tribunal (art. 23). Lorsque le créancier ne peut fournir les preuves exigées, le tribunal fixera un jour pour le débat oral (art. 23, 24 alinéa 2). Si au cours du débat oral il résulte que les faits ne sont pas contestés, une preuve ne sera plus nécessaire. Du reste, tout moyen de preuve est admis.

C'est le cas unique où le débat oral est prescrit. Pour le reste, le tribunal est libre. Il pourra ordonner un dé-

bat oral, mais il pourra également autoriser le débiteur à répondre par écrit et il pourra même renoncer à entendre le débiteur (art. 24, alinéa 2).

Le tribunal rendra sa décision sur la demande d'exequatur en tous les cas par *ordonnance* (art. 24, alinéa 1); il pourra demander des éclaircissements au tribunal de l'instance (art. 24, alinéa 1).

L'ordonnance prise à la suite d'un débat oral doit être prononcée publiquement en Allemagne selon l'article 329 du Code de procédure civile et en Autriche selon l'art. 64 du règlement d'exécution, mais il y a cette restriction que l'ordonnance par laquelle l'exécution a été accordée n'est pas signifiée d'office au débiteur, mais qu'il appartient au créancier de procéder à la signification (art. 29).

Les voies de recours sont admises. Ce sont en Allemagne le pourvoi immédiat (sofortige Beschwerde) et en Autriche le recours (Rekurs), (art. 26, alinéa 1). Mais le débiteur pourra également attaquer l'ordonnance en formant opposition (Widerspruch). Si le débiteur veut invoquer que la citation ou la décision introductive d'instance n'a pas été signifiée à sa personne (art. 25, alinéa 3) ou s'il veut attaquer l'ordonnance, parce que le statut de juridiction était celui où se trouvaient des biens lui appartenant, il faut qu'il forme opposition dans les deux semaines de la signification de l'ordonnance (art. 26, alinéa 2).

Le débiteur pourra également par les mêmes voies de recours faire valoir des exceptions qui concernent la prétention même ou l'admissibilité de la formule

d'exequatur. Mais de pareilles exceptions peuvent également être invoquées en Allemagne dans la procédure prévue par les articles 767, 768, et 732 du Code de procédure civile, comme il a été démontré plus haut (voir l'introduction). En Autriche il existe la même procédure dans les articles 35 et 36 du règlement d'exécution.

S'il est formé opposition, le tribunal pourra ordonner sur demande ou d'office que l'exécution forcée soit provisoirement suspendue à charge de caution ou sans caution, ou qu'elle ne soit continuée que moyennant caution. La décision sera rendue après débat oral par jugement.

En tant que l'exécution forcée ne se fait pas d'office (seulement en Autriche), mais à la diligence du créancier, elle aura lieu en vertu d'une expédition exécutoire de l'ordonnance. Elle ne pourra commencer, qu'après que l'ordonnance accordant l'exécution aura été signifiée à l'adversaire ou si elle lui est signifiée en même temps (art. 30).

La procédure d'exécution est celle du droit interne de l'Etat dans le territoire duquel l'exécution a lieu. Le droit de tiers de former opposition contre l'exécution forcée est aussi jugé d'après le droit interne. Lorsque le droit interne dispose que le tribunal de première instance où le procès a eu lieu est compétent, c'est le tribunal ayant accordé l'exécution forcée qui le remplace (art. 31).

ad 2) — Le traité du 22 décembre 1926 entre l'Allemagne et la Bulgarie s'applique comme la convention

de la Haye de 1905 (voir infra) aux condamnations aux frais et dépens du procès contre un demandeur ou intervenant dispensé de la caution *judicatum solvi* ou d'un versement. Ce traité concorde dans ses traits essentiels avec les dispositions contenues dans la convention de la Haye. Elle prévoit également la voie diplomatique pour la demande d'exequatur. La partie intéressée peut faire sa demande d'exequatur directement à l'autorité compétente (voir articles 2 et 3). La procédure allemande est réglée dans la loi d'exécution du 6 août 1927 (1). Elle ressemble beaucoup à la loi d'exécution relative à la convention de la Haye que nous traiterons plus tard. Le tribunal de bailliage auprès duquel le débiteur a son statut général de juridiction est compétent. A défaut d'un statut général de juridiction, la compétence appartient au tribunal, dans le ressort duquel se trouvent des biens du débiteur ou où l'action en exécution doit avoir lieu.

ad 3) — Le traité consulaire germano-esthonien du 13 mars 1925 (2) règle dans son article XVIII, § 15 la question de la reconnaissance de certains jugements ou leur exécution. Il s'agit ici de décisions relatives au droit de succession ou intervenues dans des procès concernant un legs ou la réserve (*Pflichtteilsanspruch*, art. 2303 ss. du Code civil allemand). Ce traité dispose que pour ces actions autant qu'il s'agit de biens meubles de la succession ont compétence exclusive les tribunaux

(1) *Journ. Off. du Reich* (*Reichsgesetzblatt*) 1927, I, p. 416.

(2) *Journ. Off. du Reich* (*Reichsgesetzblatt*) 1926, II, p. 327.

de celui des deux Etats auquel appartenait le de cujus en dernier lieu. Les décisions rendues dans un tel procès doivent être reconnues dans l'autre Etat contractant. Les articles 328 et 723 du Code de procédure civile allemand ne jouent donc pas ici entièrement. Mais l'article 722 est entièrement d'application, parce que le traité ne réglemente point la question de l'exécution. C'est donc la demande en exequatur selon l'article 722 qui doit être introduite dans ce cas. (Nous renvoyons à ce que nous avons exposé à ce sujet au chapitre II, section A). Et l'exécution a lieu seulement lorsqu'un jugement est intervenu.

Outre ce traité consulaire, il existe encore un traité de commerce et de navigation germano-esthonien du 7 décembre 1928 (1). D'après ce traité les règles de la convention de la Haye du 17 juillet 1905 relative à la procédure civile sont d'application correspondante, lorsqu'il s'agit de condamnations aux frais et dépens d'un procès, prononcées dans un des Etats contractants contre un demandeur ou intervenant dispensé de la caution ou d'un versement (article 3, alinéa 2 du traité).

ad 4) — Le traité de *commerce* germano-russe du 12 octobre 1925 et l'annexe à l'article 22 du traité consulaire germano-russe de la même date réglementent les décisions relatives aux frais et dépens d'un procès en déclarant applicables les dispositions correspondantes de la convention de la Haye du 17 juillet 1905. Mais la demande d'exequatur ne peut être faite que par voie di-

(1) *Journ. Off. du Reich* (Reichsgesetzblatt) 1929, II, p. 509.

plomatique. Une entente pour permettre que la demande d'exequatur soit aussi faite directement par la partie intéressée, comme l'article 18, alinéa 3 de la convention de la Haye l'a prévu, n'a donc pas été réalisée. (voir les articles 13 et 14 du traité de commerce germano-russe).

En ce qui concerne le traité *consulaire* germano-russe, c'est l'article 16, alinéas 1 et 2 qui nous intéressent. Il s'agit ici de la reconnaissance de certaines décisions. Nous renvoyons à ce sujet à ce qui a été dit sous 3 pour l'Allemagne et l'Esthonie. L'article mentionné du traité germano-russe et l'article XVIII § 15 du traité germano-esthonien sont identiques. La reconnaissance réciproque est donc garantie. Pour ce qui est de l'exécution, l'article 722 du Code de procédure civile allemand doit être appliqué ici. L'exécution d'un jugement aura lieu seulement lorsqu'un jugement d'exequatur sera intervenu.

ad 5) — Le traité du 5 mars 1924 entre l'Allemagne et la Pologne (1) ne s'occupe que des condamnations aux frais et dépens. C'est en somme l'application de l'article 18 de la convention de la Haye de 1905, sauf que la demande d'exequatur ne peut être faite directement par la partie intéressée.

ad 6) — Le traité du 30 octobre 1928 entre l'Allemagne et la Lithuanie ressemble fort au traité germano-polonais (2). En ce qui concerne son contenu en tant

(1) *Journ. Off. du Reich* (Reichsgesetzblatt) 1925, II, p. 139.

(2) *Journ. Off. du Reich* (Reichsgesetzblatt) 1929, II, p. 225.

qu'il nous intéresse, nous renvoyons à ce que nous avons dit sous 5.

ad 7) — Il existe encore quelques conventions moins importantes que nous mentionnons ici pour être complet :

Ce sont :

a) le traité germano-belge du 23 avril 1920 et la loi du 21 février 1921 (1) relative à la transmission des affaires judiciaires des cercles d'Eupen et de Malmédy. L'article 3 de ce traité dispose que les titres pouvant servir de base à une exécution en matière contentieuse ou gracieuse qui ont été établis en Allemagne ou dans les territoires cédés, antérieurement à la mise en vigueur du traité de Versailles, seront traités de la même manière en Allemagne et dans les territoires cédés, comme titres exécutoires. Il en est de même des décisions qui ont été rendues avant la mise en vigueur du Traité de Versailles, par des tribunaux du Reich allemand ou des territoires cédés et qui, à défaut d'exercer un recours ou par suite du retrait du recours, ont acquis ou acquerront force de chose jugée après l'entrée en vigueur du Traité de Versailles.

b) le traité du 12 juillet 1921 entre l'Allemagne et le Danemark concernant la transmission des affaires judiciaires dans le Slesvig cédé et la loi du 9 janvier 1922 (2). Ce traité établit la reconnaissance de décisions

(1) *Journ. Off. du Reich* (Reichsgesetzblatt) 1921, p. 197.

(2) *Journ. Off. du Reich* (Reichsgesetzblatt) 1922, I. p. 45.

ayant été rendues dans les territoires cédés avant et après la cession.

c) le traité franco-allemand du 5 mai 1920 et la loi du 22 novembre 1920 (1), relatifs aux affaires judiciaires en Alsace-Lorraine. Ce traité règle entre autres la compétence des juridictions françaises et allemandes dans certains cas. Il est stipulé à l'article 1^{er} de ce traité que le renvoi d'une affaire à la juridiction compétente sera sans influence sur les effets produits par l'introduction du procès (*Rechtshaengigkeit*). Cela signifie en quelque sorte une reconnaissance d'une partie de la procédure. Il n'est pas fait mention dans ce traité de la reconnaissance de jugements ni de leur exécution.

d) le traité du 12 avril 1922 entre l'Allemagne et la Pologne (2), règle la transmission des affaires judiciaires de la Haute Silésie. L'article 17 de ce traité dispose que des jugements intervenus dans une affaire avant ou après la mise en vigueur de ce traité tombant sous l'application des articles 1, ou 6 du traité et acquérant l'autorité de la chose jugée après cette date, sont reconnus en Allemagne et en Pologne comme ayant force de chose jugée et sont exécutés comme des jugements nationaux, sans qu'il soit besoin d'appliquer les dispositions spéciales sur les jugements étrangers, à moins qu'ils n'aient été rendus par un tribunal dans le ressort duquel se trouve des biens de personne actionnée (art. 23 du Code de procédure civile allemand). La formule exécutoire est déli-

(1) *Journ. Off. du Reich* (*Reichsgesetzblatt*) 1920, p. 1995.

(2) *Journ. Off. du Reich* (*Reichsgesetzblatt*) 1922, II, p. 550.

vrée par le greffier du tribunal qui conserve l'original du jugement.

e) Le traité germano-tchécoslovaque du 3 février 1921 (1), porte dans son article 1^{er} sous les paragraphes 10 et 11 sur la reconnaissance de « jugements, ordonnances et décisions, qui avant le 4 février 1920, ont été rendus par le tribunal de bailliage de Hultschin, par un autre tribunal du ressort du tribunal régional de Ratibor ou par un tribunal supérieur et qui ont acquis l'autorité de la chose jugée avant cette date ». Ils sont considérés dans les deux Etats comme ayant acquis l'autorité de la chose jugée et sont exécutoires dans les deux pays, sans qu'il soit besoin d'un jugement d'exequatur.

SECTION B. — LES TRAITÉS BILATÉRAUX CONCLUS PAR LA FRANCE

La France est liée envers quelques Etats. Ce sont l'Italie (2), la Suisse et la Belgique. Avant la guerre, il existait un traité de 1846 avec l'ancien Grand Duché de Bade, étendu à l'Alsace-Lorraine par une convention additionnelle du 12 décembre 1871. Mais ce traité n'offre plus d'intérêt aujourd'hui, étant devenu caduc par suite du Traité de Versailles. Le but de ces traités est évidemment d'assurer conventionnellement un certain régime d'exécution sur le territoire des Etats contractants. Ce n'est

(1) *Journ. Off. du Reich* (Reichsgesetzblatt) 1921, p. 723.

(2) Voir Bernard, *Les Conventions intern. relatives à la compétence judiciaire et à l'exécution des jugements*, rapp. *Journ. de droit international* 1913, p. 385.

pas précisément un régime de faveur, mais ces traités ont l'avantage de délimiter le pouvoir de contrôle du juge dans les pays respectifs, lorsqu'on lui soumet un jugement émanant d'une juridiction autre que celle de sa nation.

1. Traité franco-sarde du 24 mars 1760 (art. 22) qui a été étendu à toute l'Italie par une déclaration du 1^{er} septembre 1860. Ce traité déclare que la force exécutoire doit être attribuée sans révision par les cours d'appel de chacun des États contractants, aux décisions qui leur seront transmises par lettres rogatoires émanant d'une cour d'un autre Etat contractant. L'examen de la Cour appelée à statuer sur l'exequatur, ne pourra porter que sur trois points :

a) si le tribunal étranger était compétent pour le rendre, aux termes des lois du pays où il siège ;

b) si le défendeur a été régulièrement cité et s'il a comparu ou du moins si son défaut a été régulièrement constaté ;

c) si l'ordre public est respecté par le jugement étranger.

2. Le traité franco-suisse du 15 juin 1869 (art. 15 à 19) (1), déclare que les jugements suisses ne peuvent être déclarés exécutoires par les tribunaux français que si, d'après les règles établies par la législation fédérale, ils sont :

(1) Voir Plateau, De l'interprétation jurisprudentielle des dispositions de la Convention franco-suisse du 15 janv. 1869.

a) définitifs ;

b) revêtus en Suisse de l'autorité de la chose jugée.

L'exequatur est délivré par le tribunal de première instance où l'exécution doit avoir lieu. Le tribunal français se contentera de rechercher :

1° si la juridiction suisse était compétente;

2° si le défendeur a été régulièrement cité et légalement représenté ou défaillant;

3° si le jugement est conforme à l'ordre public international.

3. Le traité franco-belge du 8 juillet 1899 (art. 11 à 14) (1) stipule que les jugements rendus en matière civile et commerciale par une Cour des deux Etats contractants seront considérés comme ayant l'autorité de la chose jugée si :

1° la juridiction était compétente;

2° ils sont passés en force de chose jugée selon la loi du pays où ils ont été rendus;

3° ils ne sont pas contraires à l'ordre public international;

4° les parties ont été légalement citées, représentées ou déclarées défaillantes.

Il appartient au tribunal civil où l'exécution doit avoir lieu de délivrer l'exequatur.

(1) Voir C. de Paepe. De l'autorité et de l'exécution des jugements, sentences arbitrales et des actes judiciaires suivant la convention franco-belge du 8 juillet 1899, rapp. journ. du droit internat. 1906, p. 318.

SECTION C. — LES CONVENTIONS INTERNATIONALES
SONT LES SUIVANTES :

1. La convention de la Haye du 17 juillet 1905 relative à la procédure civile.
2. La convention de la Haye du 12 juin 1902 pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps.
3. Le traité de Versailles.
4. La convention internationale du 23 octobre 1924 concernant le transport des marchandises par chemin de fer.
5. L'acte de navigation de l'Elbe du 22 février 1929.
6. L'acte de navigation du Rhin du 17 octobre 1868.
7. Le projet de la cinquième conférence de la Haye de droit international privé sur la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires, 1925.

ad 1) La convention de la Haye du 17 juillet 1905 relative à la procédure civile concerne des *décisions prononçant une condamnation aux frais et dépens d'un procès* dans un des Etats contractants contre un demandeur ou intervenant dispensés de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit de l'article 17, alinéas 1 et 2 de cette convention, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée (article 18 de la convention). La même règle s'applique aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement, que le débiteur doit rembourser à l'Etat où l'action a été intentée ou au défendeur (art. 18, alinéa 2),

Les Etats contractants sont convenus de faire rendre gratuitement *exécutoires* ces condamnations par l'autorité compétente de leur pays respectif (art. 18, alinéa 1). Ces décisions relatives aux frais et dépens seront déclarées exécutoires conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie. Cette déclaration sera faite sans entendre les parties, mais sauf recours ultérieur de la partie condamnée. Il appartient à l'autorité compétente de l'Etat, qui est appelée à statuer sur la demande d'exequatur, d'examiner si l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité. Cet examen doit se faire d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée. Elle doit également *examiner*, si d'après la même loi, la *décision est passée en force de chose jugée*. Pour satisfaire à ces deux conditions il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant constatant que la décision est passée en force de chose jugée. La compétence de cette autorité doit être certifiée par le plus haut fonctionnaire préposé à l'administration de la justice dans l'Etat requérant. Cette déclaration et ce certificat doivent être rédigés ou traduits conformément à la règle suivante. Il faut que la traduction soit faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés ou dans la langue de l'autorité requise, ou bien la déclaration et le certificat doivent être accompagnés d'une traduction faite dans une de ces langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

L'autorité compétente, dont il était question, doit encore examiner si le dispositif de la décision est rédigé ou traduit conformément à la règle indiquée ci-dessus (article 19 de la convention). C'est tout ce que l'autorité compétente a le droit d'examiner. Elle n'aura par exemple pas qualité pour examiner si l'Etat où l'action a été intentée observe la convention ou assure la réciprocité. Cette question ne peut intéresser l'autorité compétente, parce qu'aucune clause de réciprocité n'a été insérée dans la convention.

La demande d'exequatur doit être faite par voie diplomatique, à moins que deux Etats contractants ne se soient entendus pour permettre que cette demande soit aussi faite directement par la partie intéressée. De telles conventions spéciales existent comme nous l'avons vu entre l'Allemagne d'une part et l'Autriche et la Pologne d'autre part.

Nous avons dit plus haut que les déclarations d'exequatur seraient faites conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie. Cela signifie pour l'Allemagne que les tribunaux de bailliage (*Amtsgerichte*) sont compétents. La décision est rendue par ordonnance. Est compétent *ratione loci* le tribunal de bailliage où le débiteur a son statut général de juridiction. Et à défaut d'un statut général de juridiction la compétence appartient au tribunal dans le ressort duquel se trouvent des biens du débiteur (art. 23 Code de procédure civile allemand et article 5 de la loi d'exécution de la convention de la Haye). A défaut même de ce statut de juridiction, le débiteur est censé domicilié

dans la capitale de l'Etat dont il fait partie; si la capitale est divisée en plusieurs circonscriptions judiciaires, l'Administration de la Justice de l'Etat particulier détermine, par voie de règlement général, quelle circonscription doit constituer le domicile. Lorsqu'un Allemand n'appartient à aucun Etat confédéré, il est censé avoir son domicile à Berlin. La ville de Berlin ayant été divisée en plusieurs circonscriptions judiciaires, le Chancelier a déterminé, par voie de règlement général, que le tribunal de bailliage de Berlin-Mitte constitue le domicile (art. 15 du Code de procédure civile et art. 5 de la loi d'exécution mentionnée plus haut) (1). Lorsque la demande a été faite par voie diplomatique, il appartient au tribunal de bailliage de délivrer une expédition de son ordonnance et de la transmettre à l'administration de la justice du pays. Si le tribunal donne suite à la demande, il faut qu'il munisse l'ordonnance d'une clause exécutoire (art. 6 de la loi d'exécution précitée). Il appartiendra alors au créancier, de procéder à la signification et à l'exécution de l'ordonnance. La procédure d'exécution est la procédure allemande. Selon l'article 798 du Code de procédure civile allemand et l'art. 8 de la loi d'exécution précitée, l'exécution forcée pratiquée en vertu d'une pareille ordonnance ne pourra commencer qu'autant que le titre de créance aura été signifié au débiteur au moins sept jours à l'avance. L'ordonnance du tribunal accordant l'exequatur pourra être attaquée par le débiteur par la voie du pourvoi

(1) *Journal Off. du Reich* 1926 (Reichsgesetzblatt) I, p. 479.

immédiat (sofortige Beschwerde) selon les articles 567 ss. du Code de procédure civile allemand et l'article 7 de la loi d'exécution précitée. Si l'exequatur est refusé, le procureur de la République allemande pourra attaquer la décision par la voie du pourvoi simple (einfache Beschwerde). Il appartiendra alors au tribunal régional (Landgericht) de statuer à nouveau.

ad 2) Une deuxième convention est la convention de la Haye du 12 juin 1902 pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps. Actuellement les Etats contractants liés par la convention sont les suivants : Allemagne, Danzig, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays Bas, Pologne, Suède. Cette convention ne s'applique qu'aux demandes en divorce ou en séparation de corps formées dans l'un des Etats contractants, si l'un des plaideurs au moins est ressortissant d'un de ces Etats (art. 9 de la convention). Elle ne s'applique qu'aux territoires européens des Etats contractants (art. 10). Le divorce et la séparation de corps, prononcés par un tribunal compétent aux termes de l'article 5 de cette convention, doivent être reconnus partout, sous la condition que les clauses de cette convention aient été observées et que, dans le cas où la décision aurait été rendue par défaut, le défendeur ait été cité conformément aux dispositions spéciales exigées par sa loi nationale pour la reconnaissance des jugements étrangers. En cas de jugement par défaut contre un Allemand, c'est l'article 328 n° 2 qui joue (voir chapitre I, section A, n° 2).

Si le divorce et la séparation de corps sont prononcés par une juridiction administrative, ils seront reconnus également partout, si la loi de chacun des époux reconnaît ce divorce et cette séparation (art. 7 de la convention).

ad 3) Le Traité de Versailles dispose dans son article 302, que les jugements rendus par les tribunaux d'une puissance alliée ou associée, dans le cas où ces tribunaux sont compétents d'après le Traité de Versailles, seront considérés en Allemagne comme ayant l'autorité de la chose jugée et y seront exécutés sans qu'il soit besoin d'exequatur. Il s'ensuit que les articles 328, 722 et 723 du Code de procédure civile allemand, dont il était question plus haut (chapitre I et II) ne sont pas d'application ici. Le juge allemand n'a donc aucun droit d'examen.

Il n'y a que deux cas où ces tribunaux sont compétents d'après le Traité de Versailles (1). Ce sont les articles 300 b et 304 b, alinéa 2 du Traité de Versailles qui en disposent. L'article 300 b dit :

« Dans le cas où, en raison du non-accomplissement
« d'un acte ou d'une formalité pendant la guerre, des
« mesures d'exécution ont été prises sur le territoire
« allemand portant préjudice à un ressortissant des puis-
« sances alliées ou associées, la réclamation formulée
« par le ressortissant d'une puissance alliée ou associée
« sera portée devant le tribunal arbitral mixte prévu
« par la Section VI, à moins que l'affaire ne soit de la

(1) Voir Isay, les droits et intérêts privés dans le Traité de Versailles, troisième édit. § 258.

« compétence d'un Tribunal d'une puissance alliée ou
« associée ».

Et l'article 304 b, alinéa 2 :

« En outre, tous les différends, quels qu'ils soient,
« relatifs aux contrats conclus, avant la mise en vigueur
• « du présent Traité, entre les ressortissants des Puis-
« sances alliées, seront réglées par le Tribunal arbitral
« mixte, à l'exception toutefois des différends qui, par
« application des lois des Puissances alliées, associées
« ou neutres, sont de la compétence des tribunaux
« nationaux de ces dernières puissances. Dans ce cas,
« ces différends seront réglés par ces tribunaux natio-
« naux à l'exclusion du Tribunal arbitral mixte. Le res-
« sortissant intéressé d'une Puissance alliée ou associée
« pourra toutefois porter l'affaire devant le Tribunal
« arbitral mixte à moins que sa loi nationale ne s'y
« oppose ».

L'exécution forcée aura lieu en vertu du jugement muni de la formule exécutoire. Le jugement doit être traduit en allemand et certifié conforme. Il doit contenir les motifs du jugement (1). L'expédition du jugement sera revêtue de la formule exécutoire par le greffier du tribunal régional 1 de Berlin (Landgericht 1) par ordre du président (2).

Comme il ressort déjà des deux articles du Traité de Versailles cités plus haut, ce traité a institué les tribu-

(1) *Journal Off. du Reich (Reichsgesetzblatt)*, 1926, 1, p. 479.

(2) *Ibid.*

naux arbitraux mixtes. Quant à leur compétence, nous renvoyons au texte de la loi, notamment aux articles 304 ss. Ces tribunaux ne sont pas des tribunaux étrangers, mais des tribunaux d'exception internationaux. Les sentences émanant d'eux, sont *équivalentes*, en Allemagne aussi bien que dans les pays des puissances alliées et associées, *aux décisions nationales*. Ils n'ont point besoin d'être déclarés exécutoires par une décision spéciale nationale. D'après l'article 304 g du Traité de Versailles, les parties contractantes ont convenu de considérer les décisions du Tribunal arbitral mixte comme définitives et de les rendre obligatoires pour leurs ressortissants. En ce qui concerne l'exécution forcée en Allemagne, elle a lieu en vertu d'une traduction certifiée conforme du jugement ou de son dispositif (voir art. 4 de la loi du 10 août 1920) (1). L'agent du gouvernement allemand est compétent pour certifier conforme l'expédition du jugement. La formule exécutoire est délivrée par le greffier du tribunal régional 1 de Berlin (Landgericht 1). Non seulement le créancier, mais aussi l'agent du gouvernement allemand peuvent procéder à l'exécution forcée.

ad 4) La convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924 (2) et la convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par che-

(1) *Journ. Off. du Reich*, 1920 (Reichsgesetzblatt), p. 1569 et 1924, II, p. 35.

(2) *Journ. Off. du Reich*, 1925 (Reichsgesetzblatt), II, p. 183.

mins de fer de la même date (1) ont été conclues entre l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, la Ville libre de Dantzig, l'Espagne, l'Esthonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, la Lithuanie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates, et Slovènes, la Suède, la Suisse et la Tchéco-Slovaquie.

Ce sont les articles 50 à 55 des deux conventions qui nous intéressent ici. Ces six articles sont identiques dans les deux conventions. L'article 50 traite de la procédure de recours, l'art. 51 de la compétence pour les recours, l'art. 52 des conventions particulières au sujet des recours, l'art. 53 de l'application du droit national, l'art. 54 des règles générales de procédure, l'art. 55 de l'exécution des jugements.

Le chemin de fer qui a payé une indemnité pour perte totale ou partielle ou pour avarie ou pour retard en vertu des dispositions de ces deux conventions, a le droit d'exercer un recours contre les chemins de fer qui ont concouru au transport (articles 48 et 49). Le chemin de fer contre lequel est exercé un de ces recours n'est jamais recevable à contester le bien fondé du paiement effectué par l'administration exerçant le recours *lorsque l'indemnité a été fixée par l'autorité de justice*, après que l'assignation lui avait été dûment signifiée et qu'il avait été mis à même d'intervenir dans le procès (art. 50). *Le juge du domicile* du chemin de fer con-

(1) *Journ. Off. du Reich* (Reichsgesetzblatt) 1925, II, p. 483.

tre lequel le recours s'exerce est *exclusivement compétent* pour toutes les actions en recours (art. 52).

A défaut de stipulations contraires, les dispositions des lois et règlements nationaux relatifs au transport dans chaque Etat sont applicables (art. 53). La procédure à suivre est celle du juge compétent (art. 54).

Lorsque les jugements prononcés contradictoirement ou par défaut par le juge compétent en vertu des dispositions des deux conventions sont *devenues exécutoires* d'après les lois applicables par ce juge, ils *deviennent exécutoires dans chacun des autres Etats contractants aussitôt après accomplissement des formalités prescrites dans cet Etat*. Une *révision du fond* de l'affaire *n'est pas admise*. Cette disposition *ne s'applique pas* aux jugements qui ne sont exécutoires que *provisoirement* (art. 55), non plus aux condamnations en dommages-intérêts qui seraient prononcées en sus de dépens, contre un demandeur à raison du rejet de sa demande. Les dispositions de l'article 55 *signifient pour l'Allemagne que le créancier doit introduire une demande en exequatur*, puisque l'article 55 dispose que les jugements en question deviennent seulement exécutoires dans chacun des autres Etats contractants qu'après *accomplissement des formalités prescrites dans cet Etat*.

ad 5) L'acte de navigation de l'Elbe du 22 février 1929 (1) et la convention additionnelle à l'acte de navigation de l'Elbe du 27 janvier 1923 (2) et l'article 340

(1) *Journ. Off. du Reich* (Reichsgesetzblatt 1923, II, p. 183.

(2) *Journ. Off. du Reich*, (Reichsgesetzblatt) 1923, II, p. 485.

du Traité de Versailles concernant les dispositions spéciales à l'Elbe, à l'Oder et au Niemen, doivent nous intéresser également. L'article 340 du Traité de Versailles avait disposé que l'Elbe devait être placée sous l'Administration d'une commission internationale comprenant des représentants de différents Etats, notamment des Etats allemands riverains du fleuve et de l'Etat tchécoslovaque, mais aussi un représentant de la France, de l'Italie, de la Belgique et de la Grande Bretagne. En vue de déterminer d'un commun accord, conformément aux stipulations du Traité de Versailles du 28 juin 1919, les règles concernant la navigation sur le réseau international de l'Elbe, les États intéressés ont arrêté un accord intitulé : Acte de navigation de l'Elbe et une convention additionnelle à cet acte. Les articles 44 à 47 de cet acte prévoient des tribunaux appelés à juger les contraventions aux prescriptions des règlements de police de la navigation, ainsi que les autres affaires intéressant la navigation. L'appel des jugements rendus par les dits tribunaux pourra être porté devant la Commission statuant au contentieux. La Commission prononce sur les appels portés devant elle sur le vu des pièces du dossier. Les jugements sont rendus en français et dans la langue du jugement de première instance (art. 8 et 10 de la convention additionnelle). *Ces jugements sont reconnus en Allemagne.* L'article 12 de la convention additionnelle dispose que ces jugements sont exécutoires sur le territoire de chacun des Etats contractants. Mais la signification et l'exécution s'effectuent, dans chaque pays, suivant les formes pres-

crites par la législation nationale pour la signification et pour l'exécution des jugements qui ne sont pas rendus par les tribunaux nationaux. Cela signifie pour l'Allemagne l'application des articles 722 et 723 du Code de procédure civile allemand dont il a été question plus haut (chapitre I et II). *L'exequatur est donc nécessaire.* Il est naturel que l'article 328 du Code de procédure civile allemand ne peut pas jouer (voir chapitre I) qui énumère les cas où les jugements rendus par un tribunal étranger ne sauraient être reconnus. Comme nous l'avons vu, l'article 12 de la convention additionnelle dispose *expressis verbis* que les jugements émanant de la Commission sont exécutoires sur le territoire de chacun des Etats contractants. Cet article 12 ne permet donc pas l'application de l'article 328 du Code de procédure civile allemand.

ad 6) L'acte de navigation du Rhin du 17 octobre 1868 (Convention de Manheim) continue à régler la navigation du Rhin (1). C'est l'article 354 du Traité de Versailles qui en dispose ainsi. Les décisions des tribunaux de navigation du Rhin et de la Commission centrale de Strasbourg sont *reconnues en Allemagne*. Elles se distinguent des décisions rendues par la Commission de l'Elbe, dont il était question sous 5 ; elles sont *exécutoires sans qu'il soit besoin d'un jugement d'exequatur*. Il suffit que ces décisions soient revêtues de la formule exécutoire qui est délivrée par le tribunal régional supérieur de Cologne (Oberlandesgericht).

(1) *Journal Officiel de Prusse* (Preuss. Gesetzsammlung) 1869, p. 798.

ad 7) Les grandes difficultés qui surgissent lorsqu'il s'agit de la reconnaissance et de l'exécution de décisions judiciaires étrangères a amené la cinquième conférence de la Haye de droit international (1925) (1) à créer un projet d'une convention sur cette matière. Ce projet est des plus intéressant.

Il est stipulé que *l'autorité des décisions judiciaires* rendues en matière civile ou en matière commerciale dans l'un des Etats contractants *doit être reconnue* dans l'autre Etat si elles réunissent certaines conditions :

Il faut :

1° que, pour le litige en question, les règles de compétence judiciaire internationale, admises par le droit de l'Etat dans lequel la décision est invoquée, n'excluent pas la juridiction de l'autre Etat ;

2° que la reconnaissance de la décision ne soit pas contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public de l'Etat où la décision est invoquée ;

3° que d'après la loi de l'Etat où la décision a été rendue, elle soit passée en force de chose jugée ;

4° qu'en cas de jugement par défaut, la partie ait été déclarée défaillante conformément à la loi du pays où le jugement a été rendu et aux dispositions des traités en vigueur entre les Etats contractants.

L'examen à faire par les autorités de l'Etat où la décision est invoquée, se borne aux conditions énumérées ci-dessus. Ces autorités doivent examiner d'office, si ces conditions sont remplies.

(1) Actes de la 5^e session de la Haye, 1926, 180.

Quant à l'*exécution*, les conditions suivantes sont requises, indiquées par l'article 2 :

Les décisions judiciaires rendues dans un des Etats contractants ne peuvent être mises à exécution dans l'autre Etat qu'après y avoir été déclarées exécutoires. L'exequatur est accordé, si la décision est exécutoire dans l'Etat où elle a été rendue et si elle remplit les conditions de l'article premier.

L'article 3 stipule ce que la partie, qui invoque la décision ou qui demande l'exequatur, doit produire.

L'article 4, alinéa 1, a été supprimé lors de la 6^e Conférence de la Haye (1928) en raison du protocole de Genève de 1927. (L'alinéa 2 n'intéresse pas à cet endroit).

L'article 5 déclare enfin que les dispositions de cette convention s'appliquent, quelle que soit la nationalité des parties.

Comme il a été dit plus haut, il ne s'agit ici que d'un projet d'une convention. Si ce projet se réalisait, le problème de la reconnaissance et de l'exécution des décisions étrangères serait résolu d'une façon efficace et l'unification si ardemment désirée par le commerce international aurait atteint son but. N'oublions pas de noter que la France et la Belgique appliquent déjà depuis longtemps entre elles les dispositions essentielles de ce projet. En effet, la Convention franco-belge du 8 juillet 1899 sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements (1) (2) contient dans ses articles 11 et 15 la plus grande

(1) Voir C. de Paepe, *op. cit.*, p. 18.

partie des dispositions du projet mentionné ci-dessus. Il nous semble même que les auteurs du projet se sont inspirés de cette convention, puisqu'en partie les deux textes concordent littéralement. Nous renvoyons au texte de ces deux articles de la convention de 1899 (2).

(1) Clunet 1900, 899.

DEUXIÈME PARTIE

La sentence arbitrale étrangère

La procédure arbitrale est une procédure privée relative à des litiges qui relèvent en réalité de la compétence des juridictions ordinaires, mais que la convention des parties (compromis) soumet à l'appréciation d'un ou de plusieurs arbitres choisis par elles. La compétence des arbitres dérivant donc selon la conception allemande, du compromis et non d'une attribution de juridiction faite par l'Etat, la sentence arbitrale n'est pas une émanation de la puissance souveraine de l'Etat, (quoique respectée comme un acte de la puissance publique, comme nous le verrons plus tard) mais de la volonté des parties.

Le Code de procédure civile allemand réglemente la procédure arbitrale en Allemagne dans ses articles 1025 à 1048 : il contient donc presque autant d'articles sur l'arbitrage que le Code de procédure civile français. Les deux procédures d'arbitrage se ressemblent sur bien des points. Mais la procédure allemande sur l'arbitrage ne connaît pas d'article équivalent à l'article 1006 du Code de procédure civile français, qui dispose que le compromis

désignera les objets en litige et les noms des arbitres à peine de nullité ; lorsqu'il s'agit seulement d'un compromis sur des contestations futures, l'article 1026 du C. de pr. civ. allemand stipule que ce compromis n'aura d'effet juridique que s'il concerne un rapport de droit déterminé et les contestations qui en découlent. Le Code français prévoit l'appel et le recours en cassation (art. 1023 ss.), le Code allemand pas ; mais le Code allemand prévoit une action en nullité (*Aufhebungsklage*, art. 1041) le Code français n'en connaît pas. Ce sont à notre avis les caractéristiques les plus frappantes, qui marquent une différence entre les deux réglementations concernant l'arbitrage arbitral.

En droit allemand, la sentence arbitrale produit entre les parties les effets d'un jugement judiciaire passé en force de chose jugée. C'est l'article 1040 du Code allemand qui le dit en termes exprès. Le texte correspondant français ne le dit pas, mais l'opinion générale reconnaît également aux sentences arbitrales françaises l'autorité de la chose jugée. Les deux codes exigent une ordonnance d'exequatur pour des sentences émanées de leurs pays respectifs (art. 1042 du C. allemand et art. 1020 du Code français). En ce qui concerne donc l'autorité de la chose jugée et la question de l'exequatur, il n'existe point de différence entre les deux conceptions.

L'importance de l'arbitrage devient de plus en plus grande. Le développement de l'économie mondiale a provoqué une très grande extension de l'arbitrage dans presque tous les pays, au point qu'en ce qui concerne l'Allemagne, on parle déjà d'une hypertrophie de l'idée

d'arbitrage (1). Le grand développement de la juridiction arbitrale, et le fait que le monde économique se voit contraint de recourir à l'arbitrage et d'écarter de plus en plus le monopole d'Etat de la protection des droits privés, ne parlent pas en faveur de la justice d'Etat, ni du pays où ces manifestations se produisent. Mais le développement suit une marche ascendante dans la plupart des pays, en sorte qu'à raison de l'interpénétration économique internationale, les sentences arbitrales nationales ne sont pas les seules importantes dans un pays, mais les sentences arbitrales *étrangères*, elles aussi, acquièrent une importance de plus en plus grande.

(1) Foerster-Kann, Code de procédure civile, 1926, page 985.

CHAPITRE PREMIER

QUE FAUT-IL ENTENDRE PAR SENTENCE ARBITRALE ETRANGERE ?

Section A. — LA CONCEPTION ALLEMANDE

La question de savoir ce qu'il faut entendre par *sentence arbitrale étrangère*, n'est pas simple à résoudre. Le Code de procédure civile allemand ne l'a pas réglée en termes exprès. Les dispositions relatives à l'admissibilité et à la forme des compromis, à la nomination des arbitres, à la procédure et à l'action en nullité (*Aufhebungs-klage*) ne concernent que les juridictions arbitrales *allemandes*.

Etant donné la diversité des rapports qu'une sentence arbitrale peut avoir avec un pays déterminé, la question de savoir quel droit (droit national ou droit étranger) la régit, présente de grandes difficultés. Ces rapports peuvent être de différents ordres. Le lieu de la conclusion du contrat, la nationalité des parties ou des arbitres ou le domicile des parties peuvent indiquer tel ou tel Etat.

L'on ne peut écarter le problème en se contentant de dire que cela dépendra du point de savoir si un tribunal

national ou étranger aurait eu à connaître du litige, s'il n'y avait pas eu de compromis ; que si un tribunal national seul avait été compétent, ou un tribunal national et un tribunal étranger conjointement, la sentence arbitrale est une sentence nationale ; qu'on ne peut parler de sentence arbitrale étrangère que lorsque les tribunaux étrangers auraient été seuls compétents (1). Cette opinion apparaît comme purement arbitraire ; d'autres éléments ont beaucoup plus d'importance. Il ne faut pas partir du compromis, qui n'entre en ligne de compte que comme condition de la sentence, il faut tout d'abord distinguer entre les juridictions arbitrales *institutionnelles et occasionnelles*.

N° 1) Les sentences des juridictions arbitrales *institutionnelles ou permanentes* sont soumises au droit du pays auquel appartient l'institution. Celui qui se soumet à un tribunal arbitral institutionnel, se soumet également au droit du pays auquel appartient l'institution. Les sentences d'une juridiction arbitrale institutionnelle française sont des sentences arbitrales françaises (p. e. celles de l'Union Lyonnaise des Marchands de Soie), les sentences d'un tribunal arbitral institutionnel de Francfort ou de Berlin sont des sentences allemandes. Elles constituent un acte de l'institution en question de ce pays, et c'est le droit de ce pays qui doit leur être appliqué (2). Il est indifférent que la sentence soit ensuite déposée au greffe

(1) Foerster-Kann, *ibid.* page 993.

(2) Nussbaum, *Internationales Jahrbuch*. tome 1^{er}, 1926, p. 22.

d'un tribunal allemand (1) ; il est également indifférent de savoir suivant quel droit le tribunal arbitral a statué effectivement. Il n'y a que l'institution qui compte pour déterminer la « nationalité » de la sentence. La décision de la Cour Suprême (Reichsgericht) rapportée vol. 116 p. 193 (2) n'est pas contraire à cette interprétation comme d'aucuns (3) ont pensé, puisque cette décision fait tout d'abord entrer en ligne de compte l'institution étrangère, et n'indique que subsidiairement parmi d'autres éléments à l'appui de la thèse, qu'il s'agit d'une sentence étrangère, le fait que l'on a appliqué le droit étranger au fond de l'affaire.

N°2) La question n'est pas aussi simple lorsqu'il s'agit de juridictions arbitrales *occasionnelles*. Fréquemment, les parties arrêtent dans le compromis quel doit être le droit applicable à la procédure et à la sentence. Il est hors de doute qu'elles aient le droit de procéder de la sorte. Il est dès lors indifférent de savoir dans quel pays le tribunal siège, quels sont la nationalité ou le domicile

(1) Stein-Jonas, Code de procédure civile allemand, 1929, § 1025, note I² et § 1042, note IX¹ ; voir aussi revue hebdomadaire juridique (Jur. Wochenschrift) 1927, page 1928.

(2) Cour Suprême de Leipzig, vol. 116, p. 193 et ss. notamment page 194 : «... il s'agit ici d'une sentence arbitrale *étrangère*, car « les parties se sont soumises à un tribunal arbitral étranger... et « se sont servies d'une institution *étrangère*, savoir du tribunal arbitral de la bourse des marchandises de Strasbourg, qui a appliqué... « une procédure étrangère... et appliqué aussi pour la décision de « d'affaire même, un droit étranger... ».

(3) Voir Nussbaum, *ibid.*, tome II. p. 305.

des parties. L'admissibilité et l'effet de la sentence doivent être appréciés uniquement d'après le droit auquel les parties se sont soumises (1).

Mais si la convention ne prévoit pas en termes exprès quel sera le droit applicable à la procédure et à la sentence, cette lacune doit être comblée par l'interprétation de la volonté des parties. Il faut tenir compte pour ce faire de tous les éléments susceptibles de faire découvrir cette volonté, comme par exemple, le lieu de la session, le domicile des parties et des arbitres, etc. ; notamment l'endroit où la sentence a été rendue, permettra de tirer des conclusions relatives au droit qui régit la procédure et la sentence (2). Il peut fort bien arriver que la même sentence soit appréciée différemment quant à son caractère de sentence nationale ou étrangère, par les différents tribunaux, notamment suivant qu'il s'agira de tribunaux allemands ou étrangers. Il est évident que les tribunaux allemands ne sont pas liés par la décision d'un tribunal étranger soumettant une sentence arbitrale déterminée à un droit déterminé.

La Convention de Genève pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères du 24 septembre 1923 (nous

(1) Nussbaum, *ibid*, tome II, p. 306 ; nous avons trouvé un arrêt français qui ne partage pas cet avis pour la France. La Cour d'Appel de Rennes dans sa décision du 26 juillet, rapp. Journ. du droit intern. 1927, p. 659, déclare : «... et les intéressés n'ayant aucun choix à « exercer entre la juridiction française seule compétente et la juridic-
« tion anglaise, dont la compétence ne résulterait que de circons-
« tances fictives...».

(2) Cour Suprême de Leipzig, vol. 30 p. 368.

la traiterons plus tard) ne dit rien de la « nationalité » des sentences arbitrales ; chacun des Etats contractants est donc libre de décider suivant quel droit il appréciera la validité et les effets de la sentence arbitrale (1).

Les difficultés peuvent donc être très graves quand il s'agit de sentences de tribunaux arbitraux d'occasion ; mais le plus souvent, dans les relations commerciales internationales, les parties se soumettent à une juridiction arbitrale institutionnelle, de sorte que ces difficultés ne se présentent pas trop fréquemment dans la pratique. D'ailleurs les parties peuvent résoudre facilement par une convention postérieure les difficultés qui surgissent relativement au droit qu'il échet d'appliquer, à moins qu'un droit déterminé ne soit plus favorable à l'une des parties qu'un autre droit.

N° 3) Quelques Unions de commerçants et d'industriels ont créé leur propre règlement d'arbitrage. Le plus récent et le plus important est celui de la Chambre de Commerce internationale, dont le siège principal est à Paris. Cette Chambre de Commerce internationale acquiert une importance grandissante pour la solution de litiges commerciaux à caractère *international*, par voie de conciliation et d'arbitrage. Cette Chambre est une émanation des milieux économiques de tous les grands pays. Elle a créé sur les transactions et les juridictions arbitrales un

(1) Rapport de la Commission d'experts dans les Publications de la Société des Nations. Questions économiques et financières 1927. H. 65 ; voir aussi *Journal Officiel* du Reich (Reichsgesetzblatt), 1925, II, 47.

règlement qui permet aux négociants de résoudre leurs conflits sans passer par les tribunaux d'Etat. C'est surtout la *procédure arbitrale* de la Chambre de Commerce internationale qui nous intéresse, puisqu'elle touche aux problèmes esquissés ici (1). Elle possède un comité international qui porte le nom de « Cour d'Arbitrage ». Son organisme d'exécution est un comité exécutif, qui se compose de personnalités notoires appartenant aux milieux économiques des différents pays. Cette Cour d'Arbitrage ne statue pas elle-même : le comité exécutif désigne pour chaque litige l'arbitre ou les arbitres. Si un seul arbitre est nommé, on le choisit dans un pays auquel n'appartient aucune des parties en cause. Dans des cas particulièrement délicats, on peut désigner trois arbitres : chacune des parties peut en nommer un, et le comité exécutif désigne le tiers arbitre neutre. Les parties désignent l'endroit où le tribunal devra siéger, ou encore le comité exécutif désigne cet endroit en tenant compte des nécessités de l'exécution éventuelle. Les parties litigantes signent alors un compromis déterminant la mission et les pouvoirs du tribunal arbitral.

Il résulte de ce qui précède que la « Cour d'Arbitrage » ne peut être considérée comme le tribunal arbitral proprement dit, puisqu'elle ne statue pas elle-même, comme un tribunal arbitral doit le faire, mais que son comité exécutif désigne simplement l'arbitre, ou, avec la col-

(1) Règlement de Conciliation et d'Arbitrage de la Chambre de Commerce internationale, Paris : on trouvera le texte dans le *Clunet* 1923, p. 189.

laboration des parties, les arbitres composant le tribunal.

La question se pose ensuite de savoir s'il s'agit ici d'une juridiction arbitrale *occasionnelle* ou *institutionnelle*. La *Cour d'Arbitrage* est sans aucun doute une institution permanente, mais comme nous l'avons vu, ce n'est pas elle qui est le tribunal arbitral. Celui-ci est créé chaque fois pour les besoins de la cause, et doit par conséquent être considéré comme une juridiction arbitrale *occasionnelle*. Il est exact que ses pouvoirs dérivent d'une institution permanente : la *Cour d'Arbitrage*. Cette dernière, à son tour, puise ses pouvoirs dans la volonté des parties, qui, en insérant une clause compromissaire dans leurs conventions, se sont mises d'accord avec elle, mais l'on ne peut, à notre avis, induire de ce que la *Cour d'Arbitrage* est une institution permanente, que les tribunaux arbitraux qu'elle constitue ont ce même caractère. Ce serait différent, si ces tribunaux siégeaient toujours au même endroit et appliquaient le même droit. Mais ceci n'est pas le cas. Au contraire, l'endroit est déterminé chaque fois, on peut se mettre d'accord sur le droit à appliquer (droit d'un pays déterminé ou « équité »), et enfin les arbitres varient suivant la nationalité des parties en litige. L'on ne se trompera donc pas en qualifiant des tribunaux aussi instables de tribunaux arbitraux occasionnels.

Si ces tribunaux sont des tribunaux arbitraux occasionnels, il résulte de ce caractère, après ce qui a été dit des tribunaux arbitraux occasionnels en général, que la « nationalité » de la sentence sera à déterminer dans chaque cas d'espèce. Il faudra faire entrer en ligne de

compte toutes les remarques qui ont été faites à propos des tribunaux arbitraux occasionnels.

Ces explications n'ont un intérêt théorique qu'aussi longtemps que les sentences arbitrales sont exécutées volontairement sans l'intervention des tribunaux ordinaires, en sorte que l'exécution forcée n'est pas nécessaire. Suivant les comptes rendus de la Chambre de Commerce internationale, ceci aurait en général été le cas jusqu'à présent, à raison des sanctions morales qui atteindraient la partie récalcitrante. Mais lorsqu'une partie ne cède qu'à la contrainte, les questions étudiées plus haut peuvent acquérir une importance énorme.

Section B. — LA CONCEPTION FRANÇAISE

Le Code de procédure civile français dans ses articles 1003 à l'article 1028, ainsi que le Code de procédure civile allemand, prévoit, comme nous l'avons déjà indiqué, l'arbitrage. Nous avons donné en haut la définition de la notion de la sentence arbitrale correspondant à la conception allemande. Celle des juristes français est la même ou revient au même. On l'a définie en France comme une décision contentieuse intervenant en dehors de l'autorité judiciaire (1). Quoiqu'elle soit rendue sans l'intervention de l'autorité judiciaire, elle est tout de même considérée comme une décision proprement dite, mais qui est obtenue, selon M. Bartin (2) « en consé-

(1) Bartin, *Principes de Droit International privé*, 1930, tome 1^{er}, p. 600.

(2) Bartin, *ibid.*, p. 602.

quence d'une saisine privée qui a son origine dans une convention ».

Lorsque nous voulons savoir ce que les juristes français entendent par sentence arbitrale *étrangère*, il faut distinguer deux doctrines : la doctrine classique et la doctrine moderne.

La doctrine classique ne faisait pas, sauf exception, de distinction entre la sentence arbitrale française et la sentence arbitrale étrangère. Elle connaissait des jugements étrangers, mais pas de sentences arbitrales étrangères. On estimait que les règles françaises étaient faîtes pour toutes les sentences arbitrales sans distinction. On disait même qu'il n'y aurait pas plus de sentences arbitrales étrangères qu'il n'y a de vente étrangère, ou de louage ou de mandat étranger (1).

Cette conception provenait de ce que la sentence arbitrale était considérée comme l'expression de la volonté des parties et pas comme l'œuvre d'une souveraineté étrangère. Mais on prévoyait des cas où la sentence arbitrale apparaissait comme l'émanation d'une souveraineté étrangère. Dans ces cas, on l'assimilait à un jugement étranger et y attachait toutes les conséquences qu'un jugement étranger comporte. C'était l'hypothèse de l'arbitrage forcé, l'hypothèse où les arbitres ont procédé en vertu d'une délégation émanée d'un tribunal étranger, l'hypothèse enfin où la sentence a été frappée d'appel à l'étranger. Dans ces cas, estimait-on,

(1) Aubry et Rau, Cours de Droit civil français § 769 *ter*.

on se trouvait en présence d'un jugement étranger, qui n'était plus l'œuvre de la volonté des parties (1).

La doctrine moderne a fait un pas en avant. Elle est d'avis, qu'en dehors des hypothèses sus-mentionnées, une distinction doit être faite entre la sentence arbitrale française et la sentence arbitrale étrangère. Mais que faut-il entendre alors par sentence arbitrale étrangère ? Nous avons vu à quelles difficultés se heurtaient les juristes allemands en voulant la définir. Faute de texte de loi, la même difficulté existe pour les juristes français.

L'on a dit que l'extranéité d'une sentence arbitrale ne pourrait résulter ni de l'extranéité des parties, ni de l'extranéité des arbitres (2), qu'il fallait s'adresser à d'autres éléments d'extranéité pour distinguer la sentence arbitrale étrangère de la sentence arbitrale française, savoir : la sentence arbitrale rendue à l'étranger et la procédure qui la précède également réalisée à l'étranger.

Mais ces deux éléments sont-ils exigés cumulativement ou l'un d'eux serait-il suffisant pour pouvoir dire que la sentence arbitrale est une sentence étrangère ? La question est controversée et la jurisprudence n'est point unanime (2).

Mais le cas se présente très fréquemment que le compromis se fasse dans un Etat tandis que la procédure et la sentence arbitrale se déroulent dans des Etats différents.

(1) *Bartin, ibid.* p. 604.

(2) *Bartin, ibid.* p. 606.

(3) Req. 8 déc. 1914, *Clunet* 1916, 1219 ; Seine, 16 nov. 1922, *Clunet* 1923, 78 ; Paris, 3 janv. 1923, *Clunet* 1924, 423 ; Marseille, 18 mars 1927, *Clunet* 1928, 437.

Quelle serait alors la nationalité de la sentence arbitrale ? M. Martin est d'avis qu'il faut se placer sur un autre terrain et se demander à quelle loi le juge français devrait s'adresser pour examiner la régularité des opérations des arbitres. Et ce serait naturellement la loi de l'Etat sur le territoire duquel les arbitres ont procédé. Il en conclut que la sentence arbitrale rendue à l'étranger serait une sentence arbitrale étrangère. La question de savoir, sous l'empire de quelle loi le compromis a été passé, n'aurait rien à voir avec celle de la « nationalité » de la décision rendue, puisque cette loi n'est pas nécessairement celle du lieu où la sentence arbitrale est rendue. M. Brachet partage son avis lorsqu'il dit que « le terme sentence arbitrale étrangère désigne une sentence rendue sous l'empire d'un droit étranger » (1), et aussi M. Pillet, dans son *Traité pratique de droit international privé*, déclarant que les sentences arbitrales étrangères sont celles, qui « ont été rendues à l'étranger, après des débats poursuivis en territoire étranger et sous l'autorité des lois étrangères. » (2).

Cette argumentation ne nous paraît pas résoudre la question de la « nationalité » d'une sentence arbitrale. Il est vrai, qu'il y a une présomption très forte, pour qu'une sentence arbitrale rendue à l'étranger soit une sentence arbitrale étrangère, mais comme nous l'avons exposé dans notre description des thèses allemandes, il y a beaucoup d'autres éléments qui peuvent intervenir et

(1) Brachet, *op. cit.*, p. 12 et 15.

(2) Pillet, *Traité pratique de droit internat. privé*, tome II, p. 513.

militer en faveur d'une autre solution. Supposons simplement qu'il y ait un différend entre un commerçant français et un commerçant allemand, qu'ils aient recours à un tribunal arbitral qui siège à Berlin, que les arbitres soient un Français, un Allemand et un Suisse et qu'ils appliquent le droit français. La sentence est rendue à Berlin, mais pourquoi ne serait-elle pas une sentence arbitrale française ?

M. Bartin admet que la validité du compromis dépend de la loi du lieu où il est intervenu, mais, dit-il, « sans que cette loi puisse jamais contribuer à rattacher la sentence arbitrale à l'Etat où le compromis est intervenu ».

Nous pensons qu'il est nécessaire de faire intervenir tous les éléments que l'on puisse réunir pour examiner alors dans chaque cas, quelle est la « nationalité » de la sentence arbitrale. Mais il nous paraît très risqué de donner une solution générale et de dire que tout dépend uniquement du pays où la sentence arbitrale a été rendue.

CHAPITRE II

LA RECONNAISSANCE DES SENTENCES ARBITRALES ETRANGERES

Section A. — LA RECONNAISSANCE EN DROIT ALLEMAND

Après la question de savoir ce qu'il faut entendre par sentence arbitrale étrangère, se pose naturellement la question générale de validité ou de la *reconnaissance* en Allemagne des sentences arbitrales étrangères.

Les conditions que doit remplir une sentence arbitrale étrangère pour pouvoir être reconnue, ne sont pas déterminées *expressis verbis* par le Code de procédure civile allemand. A défaut de texte positif, examinons d'abord quand elle ne peut pas être reconnue.

La Cour Suprême (1) a expliqué que l'examen de sentences arbitrales étrangères par le juge allemand se

(1) Cour Suprême de Leipzig, vol. 116, page 194 : «... Le tribunal allemand ne peut avoir autorité d'annuler une sentence arbitrale « étrangère, comme il ne peut pas non plus annuler un jugement « étranger... » voir également Wieruszowski dans Nussbaum, *Internationales Jahrbuch*, tome II, 1928, p. 305, qui se rallie à l'opinion émise par la Cour Suprême.

limite à la faculté de les reconnaître ou non. Le juge allemand n'a pas plus le droit d'annuler une sentence arbitrale étrangère qu'il ne peut annuler un jugement étranger. Ceci résulte des limites de la compétence des tribunaux nationaux vis-à-vis de l'étranger lorsqu'il s'agit d'actes judiciaires constitutifs ; la sentence ne peut être annulée que par le juge étranger compétent. Il n'y a qu'un moyen d'empêcher la mise en vigueur d'une décision étrangère à l'intérieur du Reich, c'est le refus de reconnaître cette décision étrangère. Ce qui était vrai des décisions en général, serait vrai également des sentences arbitrales, car elles jouissent également dans les autres États de la même protection que les décisions des tribunaux d'Etat.

L'action en nullité (Aufhebungsklage) (1) d'une sen-

(1) Le Code allemand, à l'encontre du Code français (art. 1023 C. de pr. civ. fr.) n'admet pas les voies de recours contre les sentences arbitrales ; mais il permet, dans certains cas, d'agir contre elles par l'action en nullité (Aufhebungsklage). C'est l'article 1041 du C. de pr. civ. allem. qui s'exprime ainsi :

« La mise à néant (annulation) de la sentence arbitrale peut être demandée :

« 1° Lorsque la procédure arbitrale n'était pas admissible dans l'espèce ;

« 2° Lorsque la sentence arbitrale condamne une partie à accomplir un fait illicite .

« 3° Lorsque la partie n'était pas légalement représentée dans la procédure, à moins qu'elle n'ait expressément ou tacitement approuvé la conduite de l'instance ;

4° Lorsque le droit qu'avait la partie d'être entendue dans la procédure n'a pas été sauvegardé ;

« 5° Lorsque la sentence arbitrale n'est pas motivée, etc. etc. »

tence arbitrale étrangère n'est donc pas recevable. Même une action en nullité dont les effets se limiteraient à l'intérieur du pays, devrait être déclarée non recevable pour les motifs indiqués plus haut (1).

L'action en nullité n'étant pas admise, en faut-il conclure que toute sentence arbitrale étrangère doit être reconnue par le juge allemand ?

D'aucun soutiennent (19) qu'il faut refuser de reconnaître les sentences arbitrales étrangères dans les cas prévus par l'article 1041 du Code de procédure, c'est-à-dire dans les cas où la nullité d'une sentence arbitrale nationale pourrait être demandée. Cette opinion se fonde sur ce que la combinaison de l'ancien article 1042, alinéa 2 (3) du Code de procédure civile avec l'article 1041 du même code aurait entraîné la règle également applicable aux sentences arbitrales étrangères, que la reconnaissance devait être refusée dans les cas prévus à l'article 1041, et que la loi de 1924 modifiant l'article 1042 (4) n'aurait rien voulu changer à cette situation ;

(1) *Revue hebdomadaire juridique* (Jurist. Wochenschr.) 1927, p. 1299 ; la même revue 1927, p. 1375, note au n° 27 ; voir aussi James Goldschmidt, droit de proc. civ. dans *Enzyklopädie der Rechts- und Staatswissenschaft*, 1929, p. 200.

(2) Stein-Jonas. *ibid.*, p. 1153.

(3) L'ancien article 1042, alinéa 2 disposait :

« Le jugement d'exécution ne peut être rendu s'il existe une cause, en vertu de laquelle la mise à néant de la sentence arbitrale peut être requise ».

(4) L'ancien article 1042 avait exigé un *jugement* d'exécution pour l'admissibilité de l'exécution forcée ; le nouvel article 1042 remplace le *jugement* d'exécution par une *ordonnance* d'exécution

qu'il serait exact que la réglementation actuelle n'atteint pas les sentences arbitrales étrangères, puisque l'action en nullité (*Aufhebungsklage*) de ces sentences ne peut être admise, mais que cette lacune devait être comblée *en refusant de reconnaître* les sentences arbitrales même étrangères se trouvant dans les conditions prévues à l'article 1041 ; qu'enfin il en résulterait pour l'action en exécution (*Erfuellungsklage*) que l'exception de chose jugée basée sur la sentence arbitrale étrangère doit être écartée, quand les conditions de l'article 1041 sont remplies.

A notre avis, il faut se rallier à cette opinion, car elle apparaît comme logique et convaincante. L'on allègue, à l'encontre de cette opinion (1) quelle serait incompatible avec la décision de la Cour Suprême rapportée vol. 116, p. 76. Ceci ne peut être admis. L'action en nullité seule est expressément exclue, parce que le tribunal national n'a pas le pouvoir d'annuler une décision étrangère. Mais un Etat doit avoir la possibilité de *refuser* de reconnaître une décision rendue dans un autre Etat (2). La phrase exprimée ailleurs par la Cour Suprême (3) et suivant laquelle le seul droit qu'il faille considérer en principe pour l'annulation d'une sentence arbitrale étrangère est celui de l'Etat, sur le territoire duquel elle a été rendue, n'est pas en contradiction avec cette opi-

sans toutefois expressément répéter l'ancien aliéna 2 de l'ancien article 1042.

(1) Nussbaum, Jahrbuch II, p. 303.

(2) Cour Suprême de Leipzig, vol. 116, 195.

(3) *Ibid.*

nion, comme d'aucuns pensent (4). Il ne s'agit pas ici, en effet, de l'annulation d'une sentence arbitrale étrangère, mais du refus de la reconnaître, que chaque Etat peut réglementer d'après ses principes juridiques. Il faut donc s'en tenir à ce que la reconnaissance de la sentence arbitrale étrangère doit être refusée, lorsqu'on se trouve dans l'un des cas prévus par l'article 1041 du Code de procédure civile, et il résulte de cette constatation que l'exception de chose jugée basée sur une sentence arbitrale étrangère, s'il existe un de ces cas, est inopérante.

Nous concluons donc : la sentence arbitrale étrangère doit être reconnue par le juge allemand, lorsqu'aucun des cas de l'article 1041 du Code de procédure civile allemand ne se présente. Dans les cas où la nullité d'une sentence arbitrale allemande pourrait être demandée pour une des raisons énumérées dans l'article 1041, la reconnaissance d'une sentence arbitrale étrangère reste exclue.

Pour ce qui est de la question de savoir, quel droit doit être appliqué dans les différents cas de l'article 1041, on peut avoir des opinions différentes. L'article 1041 du Code de procédure civile allemand indique comme première condition « que la procédure arbitrale n'était pas admissible dans l'espèce ». Après ce qui a été dit plus haut, il n'est pas nécessaire d'expliquer pourquoi cette question devra être examinée d'après le droit étranger en question ; la procédure dont il faut tenir compte sera évidemment la procédure étrangère. Mais « lorsque la

(1) Nussbaum, Jahrbuch, II. p. 303.

sentence arbitrale condamne une partie à accomplir un fait illicite » (article 1042, n° 2) c'est au droit allemand qu'il faut recourir pour savoir s'il y a fait illicite, car il est évident que si le juge allemand est obligé de faire dépendre sa décision (s'il doit reconnaître ou non une sentence arbitrale étrangère) de l'existence d'un fait illicite, il doit consulter les lois de son propre pays. En ce qui concerne le n° 3 de l'article 1041, (lorsque la partie n'était pas légalement représentée dans la procédure à l'étranger), d'aucuns veulent exiger également ici l'application du droit allemand (1). Nous sommes d'accord, si la partie est allemande, car ici la question de protection des intérêts d'un sujet national se pose et tous les Etats mettent toujours ces idées de protection en avant. Mais si la partie n'est pas allemande, il n'y a pas de raison d'appliquer dans ce cas le droit allemand. Il en est de même pour le n° 4 (la partie n'a pas été entendue dans la procédure). Pour le n° 5 (la sentence arbitrale n'a pas été motivée) la question de savoir quel droit doit être appliqué ne se pose pas.

Section B. — LA RECONNAISSANCE EN FRANCE

En ce qui concerne la France, elle n'a pas, pendant longtemps, admis la clause compromissoire dans les rapports privés ou internationaux. L'article 1006 stipule en effet, que « le compromis désignera les objets en litige

(1) *Revue hebdomadaire de jurisprudence*. (Jur. Woch.) 1927, p. 1300; Nussbaum, *Jahrbuch*, I, p. 25 ss. n° 15.

et les noms des arbitres, à peine de nullité ». Seulement la loi du 31 décembre 1925, relative à la clause compromissoire en matière commerciale, qui est venue modifier l'article 631 du Code de commerce, admet maintenant, lorsqu'il s'agit d'une matière commerciale, que « les parties peuvent, au moment où elles contractent, convenir de soumettre à des arbitres les contestations énumérées dans l'article 631 du Code de Commerce, lorsqu'elles viendront à se produire ». Cette règle ne concerne que les matières commerciales, mais il faut la considérer cependant comme un sensible progrès. Son application dans les rapports internationaux est assurée (1). On peut donc conclure que la question de la validité de la clause compromissoire en matière commerciale ne se pose plus, même dans les rapports de droit international.

A notre avis, aucun tribunal français ne pourrait même se soustraire à l'avenir à la reconnaissance de la clause compromissoire en matière commerciale dans les rapports internationaux. Il existe (nous le montrerons plus tard au chapitre 4), la convention de Genève du 24 septembre 1923 relative aux clauses d'arbitrage, que la France a ratifiée, et dans laquelle chacun des Etats contractants s'est obligé de « reconnaître la validité entre parties soumises respectivement à la juridiction d'Etats contractants différents, du compromis ainsi que de la clause compromissoire par laquelle les parties à un contrat s'obligent en matière commerciale ou en toute autre

(1) Voir André Prudhomme, De la clause compromissoire dans Nussbaum, Jahrbuch I, p. 72; et le même auteur dans Nussbaum, Jahrbuch II, p. 322.

matière susceptible d'être réglée par voie d'arbitrage par compromis, à soumettre en tout ou en partie les différends qui peuvent surgir du dit contrat, à un arbitrage, même si le dit arbitrage doit avoir lieu dans un pays autre que celui à la juridiction duquel est soumise chacune des parties au contrat ». La France a fait une réserve et a restreint l'engagement visé ci-dessus aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national. Mais cette convention lie donc la France sous la réserve faite, et les tribunaux français ne pourront passer outre. La question de la reconnaissance des sentences arbitrales étrangères de nature commerciale est par conséquent résolue par voie de législation. Aucune controverse là-dessus n'est plus possible. Il s'agit donc d'un fait acquis et pas seulement, comme M. André Prudhomme le pense (1) d'une opinion générale. Nous ne trouvons aucune remarque à ce sujet chez les auteurs que nous avons pu consulter. M. Bartin dans la nouvelle édition de 1930 de son ouvrage « Principes de droit international privé » n'en prend aucune note dans son § 217 ss. où il traite de la sentence arbitrale étrangère. Les conclusions que l'on peut tirer de la convention de Genève de 1923 et que nous en avons tirées nous paraissent pourtant être de la plus grande importance. Il s'ensuit aussi que l'existence de la sentence arbitrale étrangère ne pourra plus être niée par la doctrine et la jurisprudence. Quant à leur exécution, c'est une nouvelle question, car par l'article 3 de la convention, tout Etat contractant, s'est engagé seulement à assurer l'exécution des sentences

(1) Voir André Prudhomme, *ibid.*

arbitrales rendues sur son territoire. Mais ici c'est la convention de Genève de 1927 qui intervient (voir chapitre 4 d).

Mais lorsqu'il s'agit d'une matière civile, l'article 1006 du Code de procédure civile français est net. La jurisprudence française n'a pourtant pu se soustraire à la tendance qu'ont montré les législations étrangères, d'admettre la validité d'une pareille clause en matière civile et elle a dû l'admettre aussi pour les sentences arbitrales étrangères. Il y a une série de décisions qui se sont prononcées dans ce sens, parmi lesquelles nous relevons surtout un arrêt du Tribunal civil de la Seine du 2 février 1926 (26). Cette décision reconnaît la validité d'un compromis danois et déclare :

« Attendu que les nullités édictées par l'article 1006 du
« Code de procéd. civ. ne sont pas d'ordre public, qu'elles
« les peuvent être couvertes par les parties et, par suite,
« ne doivent pas être étendues aux compromis passés à
« l'étranger entre Français et, à plus forte raison, entre
« Français et étrangers ;

« Attendu que la clause *compromissoire* reconnue
« valable en Danemark, est donc licite et doit produire
« effet suivant la volonté des parties contractantes ;

« Attendu que la sentence arbitrale étrangère n'étant
« pas, à la différence du jugement étranger, un acte de
« la puissance publique étrangère, mais étant rendue en
« vertu d'une convention d'arbitrage purement volontaire,
« ne peut même pas être soumise à révision par le

« *juge français* ; que, toutefois, n'ayant pas été rendue
« sous l'empire et avec les garanties de la loi française,
« l'exécution ne peut en être ordonnée en France qu'à
« la double condition que cette sentence ait été rendue
« *régulièrement* et qu'elle ne contienne *rien de contraire*
« *à l'ordre public en France* ».

« Par ces motifs.....

..... déclare exécutoire en France.....»

La conclusion très importante qui se dégage donc de ce jugement est celle, que, malgré l'article 1006 C. proc. civ. fr., une sentence arbitrale étrangère en matière civile doit être reconnue en France, lorsque les parties se sont soumises volontairement à une législation étrangère, reconnaissant la validité du compromis. Une révision, au fond, n'est donc pas admise (1). C'est, du reste, la conséquence logique et naturelle du caractère contractuel reconnu à la sentence arbitrale par la jurisprudence.

Il est intéressant de constater à cette occasion que la conception française diffère de la conception allemande, lorsqu'il s'agit comme ici de la reconnaissance de sentences arbitrales étrangères. Nous avons démontré plus haut, que la Cour Suprême de Leipzig avait appuyé son opinion que le juge allemand n'avait aucun droit d'annuler une

(1) Des jugements n'admettant pas la révision au fond : Cour de Douai, 27 mai 1912, rapp. Lapradelle, 1912, p. 717 ; Trib. Marseille, 31 oct. 1912, rapp. Clunet 1913, p. 880 ; Trib. Civ. Seine, 10 févr. 1922, rapp. Clunet 1922, p. 150 ; Trib. civ. Seine, 16 nov. 1922, rapp. Clunet 1923, p. 78 ; Paris, 3 janvier 1923, rapp. Clunet 1924, p. 423.

sentence arbitrale étrangère, en donnant comme raison, qu'il ne pouvait non plus annuler un jugement étranger, ceci constituant un acte *de la puissance publique étrangère*, et ce qui était vrai des décisions en général, serait vrai également des sentences arbitrales, celles-ci jouissant de la même protection que des décisions des tribunaux d'Etat. La Cour Suprême de Leipzig assimile donc les sentences arbitrales aux jugements émanant des tribunaux d'Etat, lorsqu'il s'agit de leur reconnaissance, et l'art. 1040 du C. de proc. civ. allem., a même fixé, que « la sentence arbitrale produit entre les parties, les effets d'un jugement judiciaire ». Les attendus français dans le jugement précité s'expriment justement en sens contraire en disant que la sentence arbitrale étrangère *n'est pas, à la différence du jugement étranger, un acte de la puissance publique étrangère*, ils font plutôt application du principe d'autonomie de la volonté. On voit bien la différence. Mais nous avons vu plus haut que la doctrine française connaît aussi des hypothèses où la sentence arbitrale apparaît comme l'émanation d'une souveraineté étrangère. Ce sont pourtant des exceptions, mais ce n'est pas la règle générale (1). Il faut cependant retenir que l'effet, c'est-à-dire la reconnaissance des sentences arbitrales étrangères, même en matières civiles, est le même en droit allemand et français.

Dans le même sens se prononce un jugement de la Cour d'Appel d'Alger, du 17 mars 1926 (2).

(1) *Bartin, ibid.*, p. 604.

(2) *Clunet*, 1928, p. 157. dans le même sens; Cour d'Appel de

« attendu qu'il est loisible à un Français... contractant
« avec un Anglais, de convenir que les difficultés pou-
« vant surgir entre eux seront réglés suivant un mode
« d'arbitrage, autorisé par la loi anglaise et que, si les
« décisions de cet arbitrage ne sont pas contraires à
« l'ordre public en France, la *décision arbitrale lie le*
« *justiciable français au même titre que si elle avait été*
« *rendue conformément à la loi française ;*

« attendu, en effet, que la nullité de la clause com-
« promissoire par laquelle les parties se sont engagées à
« soumettre à un arbitrage toutes les difficultés relatives
« à un contrat déterminé, *sans tenir compte des disposi-*
« *tions de l'article 1006, n'est pas d'ordre public ;*

« attendu, en effet, que la *sentence arbitrale n'est*
« *point un jugement, une décision de justice, mais une*
« *convention passée par mandataire, les arbitres établis-*
« *sant, au nom des parties, une convention au sujet des*
« *difficultés sur lesquelles elles n'ont pu elle-mêmes,*
« *conclure un accord. »*

Nous retrouvons ici sur ce jugement très intéressant, les mêmes principes que nous avons indiqués plus haut, à la différence de la conception allemande. Il est de plus, à remarquer ici (cela ressort de la dernière phrase citée), que le tribunal d'Alger considère la sentence arbitrale comme une convention passée par mandataires, les arbi-

Rennes, décision du 26 juillet 1926, Clunet, 1927, p. 659 ; Tribunal de Commerce de Nantes, décision du 6 novembre 1926, Dalloz. *Recueil hebdomadaire*, 1926, p. 576 ;

Opinion dissidente ; Trib. de commerce du Havre, 12 juin 1925, Clunet, 1926, p. 348.

tres établissant, au nom des parties, une convention au sujet des difficultés sur lesquelles elles n'ont pu elles-mêmes conclure un accord, tandis que la conception allemande dit plutôt que *la base de la sentence* est bien une convention des parties (compromis), mais pas que la sentence elle-même était une convention entre les parties passée par madataire. Dans leur nature juridique, les sentences arbitrales sont assimilées, selon la conception allemande, aux jugements d'Etat, et parce qu'ils leur sont assimilés, on en conclut qu'il faut les respecter comme un jugement d'Etat, c'est-à-dire que le juge national ne peut les annuler et doit en principe les reconnaître. La jurisprudence française reconnaît, elle aussi, comme nous l'avons démontré, les sentences arbitrales étrangères en matière commerciale et en matière civile, nonobstant l'article 1006 de son Code de procédure civile, mais pour une autre raison, savoir : le caractère contractuel de la sentence arbitrale. Les quelques arrêts, qui ont adopté un autre point de vue, en déclarant que les sentences arbitrales sont de véritables jugements, peuvent être négligés ici (1). La doctrine est divisée (2).

(1) Tunis, 30 janv. 1924, Clunet 1925, p. 760.

(2) Pour la nature contractuelle : Weiss. De l'exécution des sentences arbitrales en France, Revue Lapradelle 1906, p. 47.

Auteurs reconnaissant à la sentence arbitrale le caractère d'un véritable jugement :

Lainé, De l'exécution en France des sentences arbitrales étrangères, Clunet 1899, p. 641 ; Pillet, Traité pratique de droit intern. pr., p. 536 ; Glasson et Tissier, Traité théorique et pratique de la procédure civ. et com. 3^e éd, 1921, t. II, p. 932.

CHAPITRE III

LA QUESTION DE L'EXEQUATUR

Section A. — EN ALLEMAGNE.

Examinons maintenant la question d'exequatur.

Les sentences arbitrales étrangères ne sont pas, par elles-mêmes, *exécutoires* en Allemagne. Il faut qu'elles soient revêtues d'un titre exécutoire national. L'article 1042 du Code de procédure civile allemand dispose qu'on ne pourra poursuivre l'exécution forcée d'une sentence arbitrale, que lorsqu'elle aura été déclarée exécutoire par ordonnance (Beschluss). L'on conteste que cette disposition soit applicable aux sentences arbitrales étrangères. MM. Nussbaum et Wieruszowski résolvent la question par l'affirmative (1), et ne voient pas la raison pour laquelle les sentences étrangères seraient traitées autrement que les sentences nationales, puisque, en principe les conventions étrangères sont mises sur le même pied que les conventions nationales. Ils disent qu'il ne peut exister de « privilège » en faveur de sentences nationales.

(1) Nussbaum I, p. 29 ; II, p. 307 ; Hellwig, *Système de la proc. civ. allem.* 1919.

Foerster-Kann veulent également admettre la procédure d'exequatur par ordonnance (1).

M. Jonas (2), est d'avis que la procédure d'exequatur organisée par l'article 1042 (3), ne peut s'appliquer aux sentences arbitrales étrangères, parce que l'action en nullité prévue par l'article 1041 (*Aufhebungsklage*) ne peut être conçue contre une sentence étrangère. Il estime que, la procédure d'exequatur supposant par son organisation même que la procédure en nullité puisse être intentée et puisse aboutir, et ceci n'étant pas le cas lorsqu'il s'agit de sentences étrangères, parce que la suppression d'une sentence étrangère par un acte du pouvoir judiciaire national est exclue, l'on ne peut non plus admettre ici la procédure d'exequatur par *ordonnance*. L'on atteindrait ainsi, dit-il, le résultat que l'une des parties puisse faire valoir ses droits qui résultent pour elle de la sentence étrangère au moyen d'une simple procédure d'exequatur, et que l'autre partie soit dans l'incapacité de se défendre par une action en nullité (*Aufhebungsklage*). Ce raisonnement nous paraît con-

(1) Foerster-Kann, *ibid.*, p. 1046.

(2) Stein-Jonas, *ibid.*, p. 1153. voir aussi Rosenbeg, Manuel de droit de procédure, p. 524.

(3) L'ancien article 1042, alinéa 2 disposait :

« Le jugement d'exécution ne peut être rendu s'il existe une cause en vertu de laquelle la mise à néant de la sentence arbitrale « peut être requise ». — L'ancien article 1042 avait exigé un *jugement* d'exécution pour l'admissibilité de l'exécution forcée; le nouvel article 1042 remplace le *jugement d'exécution* par une *ordonnance* d'exécution, sans toutefois expressément répéter l'ancien alinéa 2 de l'ancien article 1042.

vaincant. Qu'on ne nous oppose pas que le juge examinera toujours si l'un des cas prévus à l'article 1041 joue, et qu'il refusera dans de pareils cas la reconnaissance de la sentence arbitrale étrangère et par conséquent aussi l'exequatur. Cela n'équivaut point à une procédure normale, résultant d'une action en nullité, où le débiteur-défendeur pourra user de tous ses droits de défense. La Cour Suprême, elle aussi reconnaît (1) que l'impossibilité d'intenter l'action en nullité d'une sentence arbitrale étrangère peut aggraver lourdement la situation du débiteur et c'est pourquoi elle soulève, sans toutefois la résoudre, la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de réduire le nombre des cas où les déclarations, qui rendent exécutoires les sentences arbitrales étrangères, sont admises.

Il faut conclure de ce qui précède que la procédure d'exequatur par ordonnance, telle qu'elle est organisée par l'article 1042, n'est pas d'application, lorsqu'il s'agit d'une sentence arbitrale étrangère.

Il reste de cette manière l'action tendant à l'exécution de la sentence (Erfuellungsklage). La Cour Suprême (2) déclare que cette action peut être intentée. M. Jonas l'admet lui aussi (3).

(1) Cour Suprême, vol. 116, p. 195 ss.; Opinion contraire Sydow-Busch-Kranz, Code de pr. civ. 18^e édit., § 1042, note 1.

(2) Cour Suprême, vol. 116, p. 77; dans le même sens Foerster-Kann, *ibid.*, p. 1046.

(3) *Revue hebdomadaire de jurisprudence* (Jur. Woch.) 1927, p. 1300 et Stein-Jonas, *ibid.*, p. 1154.

Pour que l'action en exécution (Erfuellungsklage) puisse aboutir, il faut tout d'abord que l'on se trouve en présence d'une sentence arbitrale, dont le droit étranger reconnaisse les effets (1) et, pour autant que ceci dépende de l'admissibilité de la procédure arbitrale, d'une procédure que le droit étranger considère comme permise et effective. Si la sentence a été annulée par une procédure étrangère, elle n'existe plus et l'action en exécution (Erfuellungsklage) n'est plus possible. Si, au contraire on estime se trouver en présence d'une sentence arbitrale étrangère valable, et si l'on ne se trouve dans aucun des cas prévus par l'article 1041, la sentence étrangère a l'autorité de la chose jugée. Le juge national est donc lié par la décision que cette sentence contient, dans la même mesure où le juge étranger est lié par elle.

Les objections à la matérialité de la réclamation, qui auraient pu être formulées au cours de la procédure devant les arbitres, ne peuvent plus être admises dans la suite, à raison de l'autorité de la chose jugée qui s'attache à la sentence étrangère. Si les raisons de ces objections ne sont apparues qu'après l'époque où on eût pu les faire valoir au cours de la procédure arbitrale, elles peuvent être présentées au cours de la procédure en exécution (Erfuellungsklage) devant le tribunal national ; éventuellement, cette situation pourra donner ouverture à l'action en opposition à l'exécution (Vollstreckungsgegenklage) suivant l'article 767 du Code de procédure civile

(1) Cour suprême, vol. 116, p. 77 ; dans le même sens, *toerster-Kann*, *ibid.*, p. 1046.

(Partie 1^{re}, chapitre II). Cette action pourra également être intentée quand une sentence arbitrale étrangère est annulée après coup à l'étranger, ce fait constituant une objection aux prétentions constatées par la sentence (1).

Section B. — LA QUESTION DE L'EXEQUATUR EN FRANCE

Examinons maintenant quelle règle sera applicable pour rendre exécutoire en France une sentence arbitrale étrangère.

En droit interne français, les sentences arbitrales ne possèdent aucune force exécutoire par elles-mêmes. Elles doivent être rendues exécutoires par une ordonnance du *président* du tribunal civil. C'est l'article 1020 du Code de procédure civile français qui le prescrit. Quant aux sentences arbitrales *étrangères*, on donne compétence au tribunal civil, même si la sentence est d'ordre commercial (2). Pour l'Allemagne, cette distinction entre affaires civiles et commerciales ne présente pas à ce sujet le même intérêt, parce que toutes les deux relèvent des tribunaux civils, les chambres pour affaires commerciales (*Kammern fuer Handelssachen*) faisant partie du tribunal civil. L'opinion courante en France est celle qu'il appartient au tribunal civil d'accorder l'exequatur aux sentences arbitrales étrangères, après avoir examiné

(1) Opinion contraire Stein-Jonas, *ibid.*, p. 1155.

(2) Tribunal civil de la Seine, 2 février 1926, rapp. Clunet 1926, p. 436; tribunal commerce de Nantes, 5 août 1926, rapp. Clunet, 1927, p. 442.

d'une part si la sentence a été régulièrement rendue, et d'autre part, si elle ne contient rien de contraire à l'ordre public français. Dans ce sens se sont prononcés le tribunal civil de la Seine, jugement du 2 février 1926 (1) et la Cour d'Appel de Rennes dans son jugement du 26 juillet 1926 (2).

Les deux décisions rapportées donnent compétence au tribunal tout entier parce que ce sont des questions très délicates que celles d'examiner, si l'exequatur doit être donné à un jugement étranger. Dans ce sens se sont également exprimés le tribunal civil de Marseille dans son jugement du 31 octobre 1912 (3), p. 880, et le tribunal de première instance de Tunis dans son jugement du 20 janvier 1924 (4).

D'autres estiment que la règle de l'article 1020, prévoyant la compétence du *président* du tribunal civil pour accorder l'exequatur à une sentence arbitrale française, doit s'étendre par voie d'analogie aux sentences arbitrales étrangères. Ainsi le tribunal civil de Lyon dans ses jugements des 30 juillet 1913 et 25 novembre 1913 (5), mais cette solution qui était logique dans la doctrine ancienne, lorsqu'on ne faisait point de distinction entre la sentence arbitrale française et la sentence arbitrale étrangère, ne se comprend plus aujourd'hui, puisqu'on reconnaît, comme nous l'avons démontré plus haut, une

(1) Rapp. Clunet 1927, p. 436.

(2) Rapp. *ibid.*, 1927, p. 659.

(3) Rapp. *ibid.*, 1913, p. 880.

(4) Rapp. *ibid.*, 1924, 760.

(5) Rapp. Clunet 1914. 901, *ibid.*, 1230.

distinction de principe entre les deux sentences. Les décisions rapportées ci-dessus et qui se prononcent en faveur de l'application analogue de l'art. 1020 se comprennent, selon M. Bartin « comme le dernier et inutile écho de la doctrine ancienne⁽¹⁾ ». Mais avec la conception moderne, il faut exiger l'intervention du tribunal civil et appliquer l'exequatur des articles 2123 du Code civil français et 546 du Code de procédure civile français (2).

On subordonne également l'exequatur au caractère exécutoire de la sentence arbitrale dans son pays d'origine. M. Bartin est d'avis qu'il faut exiger pour l'exequatur en France la condition préalable de la possibilité d'exécution à l'étranger (3). Mais la jurisprudence est contradictoire (4). Nous sommes partisan de la thèse de l'indépendance de l'exécution en France de l'exécution à l'étranger, parce que nous ne voyons pas la nécessité de créer des obstacles. Lorsque la sentence étrangère a été régulièrement rendue et ne contient rien de contraire à l'ordre public français, le juge français, à notre avis, doit accorder l'exequatur.

(1) Bartin, *ibid.*, page 615.

(2) Bartin, *ibid.*, p. 614.

(3) Bartin, *ibid.*, p. 619.

(4) Paris, 7 janv. 1833, Sirey 1833. 2, 145; Douai, 30 mai 1902, Clunet 1902 1023.

CHAPITRE IV

TRAITES BILATERAUX ET CONVENTIONS INTERNATIONALES RELATIFS A LA PROCEDURE DEVANT LES ARBITRES ET AUX SENTENCES ARBITRALES

Il existe une série de traités, passés entre deux Etats différents et des conventions, conclues entre plusieurs Etats, qui sont de la plus grande importance pour la reconnaissance et exécution réciproques des sentences arbitrales. Nous allons les examiner et voir quelles dérogations ils apportent à la règle générale développée ci-dessus.

Section A. — LES TRAITÉS BILATÉRAUX CONCLUS PAR L'ALLEMAGNE

1) Il y a un traité du 21 juin 1923 entre l'*Allemagne* et l'*Autriche* et des arrêtés d'exécution du 26 avril 1924 (1). Nous avons traité de cette convention dans notre 1^{re} Partie, chapitre III. Il y a été expliqué qu'il fallait qu'il

(1) *Journal off. du Reich* (Reichsgesetzblatt) 1924, II, p. 55, 91, 156.

s'agisse de décisions de tribunaux civils pour obtenir l'exequatur et que font partie de cette espèce de tribunaux, les tribunaux d'exception et les tribunaux arbitraux dont la compétence ne *dérive pas d'un compromis, mais de la loi*. Cette convention ne permet donc pas de déclarer exécutoires les sentences des juridictions arbitrales autrichiennes de nature privée. Les sentences arbitrales de cette nature, c'est-à-dire, dérivant d'un compromis, ne sont pas citées spécialement ; les sentences arbitrales autrichiennes doivent donc être traitées comme toutes les autres sentences arbitrales étrangères en général. L'article 1042 du Code de procédure civile allemand dans sa rédaction actuelle conduit forcément à cette conclusion ; une modification par voie législative serait indiquée ici (1). Quant aux juridictions arbitrales boursières autrichiennes, elles sont suivant la conception allemande, des juridictions d'exception ; ceci ne change pas par le fait que les parties se seraient mises d'accord entre elles sur la compétence de ces juridictions arbitrales boursières, comme elles peuvent se mettre d'accord sur la compétence d'une autre juridiction d'Etat, sans attenter par là à la nature de la décision émanant de cette juridiction. Les sentences de ces juridictions arbitrales boursières faisant donc partie des tribunaux civils tombent par conséquent sous l'application de la convention précitée avec l'Autriche (2), c'est-à-dire qu'elles obtiennent l'exequa-

(1) *Revue hebdomadaire de jurisprudence* (Jur. Woch.) 1928, p. 1223, n° 21.

Stein-Jonas, § 423, p. 483.

(2) Stein-Jonas, *ibid.*, § 423, p. 483.

tur par ordonnance comme tous les jugements des tribunaux d'Etat. Mais sauf cette exception, qui ne forme qu'une exception fictive en raison du nom (juridictions *arbitrales* boursières = Börsenschiedsgerichte), les sentences arbitrales autrichiennes sont traitées sur le même pied que les sentences arbitrales étrangères en général.

2) Il existe d'autre part un traité *germano-russe* du 4 décembre 1925 relatif aux juridictions arbitrales, ratifié le 11 février 1926 (1). L'article premier de ce traité détermine les compromis soumis au traité; l'article 2 réglemente le contenu obligatoire de ces compromis (indication d'un rapport juridique déterminé, la manière dont le tribunal est constitué, l'endroit où il siège); l'article 3 détermine la manière dont le tribunal arbitral sera composé à défaut de convention sur ce point; les articles 4 et 5 traitent du cas où l'un des arbitres ne pourraient siéger; l'article 6 du cas où il serait récusé; l'article 7 de la forme de la sentence; l'article 8 lui confère l'autorité de la chose jugée; les articles 9 et 10 indiquent quand l'exécution est admise et quand elle ne peut être poursuivie.

Pour les raisons indiquées plus haut, l'action en nullité ne peut être reçue contre une sentence russe; le juge national ne peut en aucun cas avoir le pouvoir d'annuler juridiquement une sentence étrangère. L'exécution d'une sentence arbitrale russe doit être conduite comme celle de toute sentence arbitrale étrangère, sui-

(1) *Journ. Off. du Reich*, (Reichsgesetzblatt), 1926, II, 41, 158.

vant les principes du droit allemand, c'est-à-dire qu'il y aura lieu à l'action en exécution (Erfuellungsklage) (1).

Section B. — LES TRAITÉS BILATÉRAUX CONCLUS
PAR LA FRANCE

La France a conclu en 1760 le traité franco-sarde. Ce traité ne mentionne pas expressément les sentences arbitrales, mais l'opinion courante applique les mêmes règles qui ont été créées par ce traité pour les jugements, aux sentences arbitrales.

Il existe également un traité franco-suisse du 15 juin 1869. La question de l'assimilation des sentences arbitrales aux jugements dans ce traité est résolue de la même façon que dans le traité franco-sarde de 1760.

Ce n'est que le traité franco-belge du 8 juillet 1899 qui s'occupe spécialement des sentences arbitrales. Son article 15 leur confère l'autorité de la chose jugée; le président leur accorde par voie d'ordonnance l'exequatur (2).

Pour ces trois traités, nous renvoyons à leur texte et à ce que nous avons dit sous la rubrique des jugements étrangers (partie première, chapitre III, section B.).

Section C. — LES TRAITÉS BILATÉRAUX CONCLUS
PAR D'AUTRES ÉTATS ET AYANT TRAIT
AUX SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES

Nous mentionnons ces traités, quoique n'ayant pas directement trait ni à l'Allemagne, ni à la France, parce

(1) Document du Reichstag, n° 1551 de 1924/25, p. 54 ss.

(2) Voir C. de Paepe, *op. cit.*, Clunet 1906, p. 318.

qu'ils démontrent l'évolution moderne dans les relations internationales de la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères.

Le projet d'une convention sur la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires de la conférence de la Haye de 1925 dans son article 4 avait étendu la reconnaissance et l'exécution aux sentences arbitrales rendues dans l'un des Etats contractants (1). Vu le deuxième Protocole de Genève de 1927, cette partie de l'article 4 a été rayée, mais elle a servi de modèle aux traités diplomatiques entre la Suisse et l'Autriche (1927) et la Suisse et la Tchécoslovaquie (1926).

Il existe comme traités conclus entre autres Etats :

1. Le traité du 28 mars 1925 entre la Belgique et les Pays Bas (voir art. 15 sur les sentences arbitrales).

2. Le traité du 15 mars 1927 entre la Suisse et l'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution de décisions étrangères (voir l'article 5 sur les sentences arbitrales).

3. Le traité du 19 novembre 1869 entre la Suisse et l'Espagne sur la reconnaissance de jugements et décisions en matière civile et commerciale (article 1er).

4. Le traité du 21 décembre 1926 entre la Suisse et la Tchécoslovaquie sur la reconnaissance et l'exécution de décisions étrangères (voir article 5).

5. Le traité du 21 mars 1867 entre le canton d'Aargau et le gouvernement de Bade concernant l'exécution de jugements et les commissions rogatoires (voir article 1er alinéa 2).

(1) Cf. Partie première, chapitre III, Section C, n° 7.

6. Le traité du 6 avril 1926 entre la Tchécoslovaquie et l'Italie sur l'exécution de jugements en matière civile et commerciale (voir article 5 b).

7. Le traité du 7 mai 1925 entre la Tchécoslovaquie et la Roumanie sur la protection réciproque en matière civile, commerciale et extralittigieuse (voir article 44 c).

8. Le traité du 15 mai 1926 entre la Tchécoslovaquie et la Bulgarie (voir article 22 c).

9. Le traité du 11 mars 1927 en l'Union des Soviets et la Turquie (voir article 7).

10. Le traité de commerce italo-russe du 7 février 1924.

11. Le traité de commerce russo-norvégien du 15 décembre 1925.

12. Le traité italo-autrichien du 6 avril 1922.

Les traités entre la Suisse et l'Autriche et la Suisse et la Tchécoslovaquie n'ont pas encore été ratifiés (1).

Section D. — LES CONVENTIONS INTERNATIONALES

Etant donné l'importance grandissante que la juridiction arbitrale acquiert dans le commerce international, il est naturel que l'on tende à régler internationalement cette question. La convention de Genève de la Société des Nations du 24 septembre 1923 (2) sur les clauses d'arbitrages et la convention de Genève du 26

(1) Pour le texte de ces traités nous renvoyons à Nussbaum, *Jahrbuch* II, 1928, p. 254 ss.

(2) *Journal Officiel* du Reich (RGB) 1925, II, p. 47 et document A 73. 1922, appendice 2, *Journal Officiel* français 1922, p. 1410 ss.; Voir ChUNET 1925, p. 249. *infra* 215; voir aussi *Journ. off. fr.* 1922,

septembre 1927 (1) sur l'exécution des sentences arbitrales étrangères représentent à cet égard un progrès dont il faut se réjouir (2). La convention de Genève de 1923 a été ratifiée jusqu'à présent par les Etats suivants : Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Esthonie, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, et Irlande du Nord, Italie, Japon, Monaco, Nouvelle Zélande, Norvège, Pays-Bas, Roumanie, Suède, Suisse. Une série d'autres Etats l'ont simplement signée jusqu'à présent (3).

Suivant l'article 1 de cette convention les Etats contractants reconnaissent la validité des clauses compromissoires entre leurs ressortissants, alors même que la procédure arbitrale devait être poursuivie dans un pays à la juridiction duquel aucune des parties n'est soumise.

La législation du pays sur le territoire duquel la procédure est poursuivie et la volonté des parties déterminent la réglementation de la procédure devant les arbitres, y compris la constitution du tribunal (article 2).

Chacun des Etats contractants s'engage à ce que l'exécution des sentences arbitrales *rendues sur son territoire* conformément aux articles précédents soit assurée par


pp. 620, 992, 1394; 1923, pp. 269, 637, 835, 857, 952; 1924 p. 235.

(1) Publications de la Société des Nations II. Questions économiques et financières 1927, II, 65.

(2) *Revue hebdomadaire de droit* (Jur. Woch.), 1925, p. 1202; *ibid.*, p. 1195.

(3) Stein-Jonas, *ibid.*, p. 1079, et *Journal Off. du Reich* (Reichsgesetzblatt), 1930, II, p. 17.

le pouvoir compétent et d'après les dispositions de sa législation nationale (art.3).

Lorsque les tribunaux de l'un des Etats contractants sont saisis d'un litige, et que la convention contient une clause compromissoire, les parties, à la requête de l'une d'elles, doivent être renvoyées à se pourvoir devant les arbitres; mais si pour une raison quelconque, le compromis, la clause compromissoire ou l'arbitrage sont devenus caducs ou inopérants, ce renvoi ne préjudicie pas à la compétence des tribunaux (art. 4).

Cette convention n'assure l'exécution des sentences arbitrales que pour la nation contractante, *sur le territoire de laquelle elles ont été rendues*, car suivant l'article 3 les Etats contractants se sont uniquement engagés à garantir l'exécution des sentences arbitrales *rendues* sur leur territoire. La question de l'exécution des *autres* sentences, de celles qui ont été *rendues dans un pays autre* que celui qui doit les exécuter, n'a pas été résolue par la convention de 1923.

C'est ici qu'intervient la Convention de Genève du 26 septembre 1927 sur *l'exécution des sentences arbitrales étrangères* (1). Jusqu'à présent, cette convention n'a encore été ratifiée nulle part, mais elle a été signée par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la France, la Grande Bretagne, l'Irlande, l'Italie et la Suisse.

Cette convention comprend suivant son article premier les sentences rendues à la suite d'un compromis

(1) Voir aussi le rapport du Comité d'experts juristes et texte de son projet. Documents de la Société des Nations, C. 234, 1927, II.

ou d'une clause compromissoire visés au Protocole de 1923. Il s'ensuit que le compromis doit avoir été fait entre des parties soumises à la juridiction de *différents* Etats contractants (art. 1 du Protocole de 1923). Les parties ressortissant d'un *même* Etat contractant ne peuvent obtenir cette exécution en se fondant sur la convention de 1927.

L'article 1^{er} de cette convention du 26 septembre 1927 énumère les conditions qui sont en outre nécessaires pour que l'exécution de la sentence soit accordée ;

a) Il faut que la sentence ait été rendue à la suite d'un compromis ou d'une clause compromissoire valables d'après la législation qui leur est applicable ;

b) que, d'après la loi du pays où elle est invoquée, l'objet de la sentence soit susceptible d'être réglée par voie d'arbitrage ;

c) que la sentence ait été prononcée par le tribunal arbitral prévu par le compromis ou la clause compromissoire, ou constitué conformément à l'accord des parties et aux règles de droit applicables à la procédure d'arbitrage ;

d) que la sentence soit devenue définitive dans le pays où elle a été rendue, en ce sens qu'elle ne sera pas considérée comme telle, si elle est susceptible d'opposition, d'appel ou de pourvoi en Cassation (dans les pays où ces procédures existent), ou s'il est prouvé qu'une procédure tendant à contester la validité de la sentence est en cours ;

e) que la reconnaissance ou l'exécution de la sentence

ne soit pas contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où elle est invoquée.

L'article 2 traite des cas où la reconnaissance et l'exécution de la sentence doivent être refusées, même si les conditions prévues à l'article premier sont remplies. La reconnaissance et l'exécution seront refusées si le juge constate :

a) que la sentence a été annulée dans le pays où elle a été rendue ;

b) que la partie contre laquelle la sentence est invoquée n'a pas eu, en temps utile, connaissance de la procédure arbitrale, de manière à pouvoir faire valoir ses moyens ou, qu'étant incapable, elle n'y a pas été régulièrement représentée ;

c) que la sentence ne porte pas sur le différend visé dans le compromis ou rentrant dans les prévisions de la clause compromissoire, ou qu'elle contient des décisions qui dépassent les termes du compromis ou de la clause compromissoire.

Si la sentence n'a pas tranché toutes les questions soumises au tribunal arbitral, l'autorité compétente du pays où est demandée la reconnaissance ou l'exécution de cette sentence pourra, si elle le juge à propos, ajourner cette reconnaissance ou cette exécution ou la subordonner à une garantie que cette autorité déterminera.

L'article 3 prévoit des cas spéciaux dans lesquels le juge peut également refuser la reconnaissance ou l'exécution, ou les suspendre en donnant à la partie, contre laquelle la sentence a été rendue et qui a établi qu'il

existe une cause autre que celles visées à l'article premier, lit. *a* et *c*, et à l'article 2 lit *b* et *c*, qui lui permette de contester en justice la validité de la sentence.

L'article 4 énumère les pièces que la partie qui invoque la sentence ou qui en demande l'exécution, doit fournir notamment. Ce sont :

1° l'original de la sentence ou une copie réunissant, d'après la législation du pays où elle a été rendue, les conditions requises pour son authenticité ;

2° les pièces et renseignements de nature à établir que la sentence est devenue définitive, dans le sens déterminé à l'article premier, lit. *d* dans le pays où elle a été rendue ;

3° les cas échéants, les pièces et renseignements de nature à établir que les conditions prévues à l'article premier, alinéa 1 et alinéa 2, lit. *a* et *c* sont remplies.

L'article 5 stipule que les dispositions précédentes ne doivent priver aucune partie intéressée du droit de se prévaloir d'une sentence arbitrale, de la manière et dans la mesure admise par la législation ou les traités du pays où cette sentence est invoquée. Il s'ensuit que pour les cas où le droit interne d'un des différents Etats prévoit des conditions moins rigoureuses pour l'exécution, que ces conditions resteront maintenues. Si, par contre, le droit interne d'un des pays contractants rend l'exécution plus difficile, les dispositions de ce pays ne seront pas applicables, puisque la convention pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères du 26 septembre 1927, fixe le maximum des aggravations, auxquelles l'exécu-

tion des sentences est soumise dans les rapports internationaux (1).

L'article 6 dispose que la convention de 1927 *ne s'applique qu'aux sentences arbitrales rendues après la mise en vigueur du Protocole de Genève de 1923*.

C'est ainsi que le but d'assurer l'effet *international* d'une sentence arbitrale est poursuivi. On s'est demandé cependant, si le cadre ne devait pas être élargi ici. Au lieu de se borner à assurer l'effet international des sentences arbitrales rendues sur la base du Protocole de 1923, il conviendrait, a-t-on dit, d'envisager cet effet pour toutes sentences arbitrales d'ordre privé, qu'elles rentrent ou non dans le cadre du Protocole de 1923.

Le Comité d'expert juristes du Comité économique de la Société des Nations auquel appartenait pour la France M. Basdevant, professeur à la Faculté de droit de Paris et du côté allemand M. Volkmar, conseiller ministériel au ministère de la Justice du Reich (2) n'a pas cru qu'il fût *opportum* d'entrer dans cette voie. Le comité a songé que l'établissement d'un accord collectif sur l'effet international des sentences arbitrales serait une tâche difficile. Pour que cet accord présente une réelle utilité, il a fallu y introduire certaines précisions. Celles-ci deviennent de plus en plus malaisées à mesure que s'élargit le cercle des Etats auxquels cet accord est susceptible de s'appliquer; il faut tenir compte des divergences existant entre les diverses légis-

(1) Volkmar dans le *Jahrbuch* de Nussbaum, tome II. 1928, p. 142,

(2) Documents de la Société des Nations, C. 234, 1927, II,

lations. En entrant dans cette voie, a pensé le comité, on aurait risqué d'aboutir à un accord qui consacrerait un recul par rapport à nombre de législations et de jurisprudences nationales; au lieu de faciliter l'exécution des sentences arbitrales étrangères, on l'aurait entravée dans une large mesure.

Nous ne pouvons nous rallier à l'opinion émise par le comité de juristes. Les difficultés qui se présentent ne doivent pas être une entrave pour un règlement vraiment international. Mais nous reconnaissons volontiers que la nouvelle convention de 1927 marque un grand pas en avant. Espérons que les mécanismes législatifs des différents Etats ne tarderont pas trop à donner à cette convention la ratification nécessaire, car le recours à l'arbitrage pour régler les différends nés de l'application des contrats conclus entre parties de nationalités différentes devient de plus en plus fréquent; et on sait, en effet, et le Comité d'experts l'a signalé dans son rapport (1) que le Protocole de 1923, faute de pouvoir à l'exécution à l'étranger, des sentences arbitrales, conduit parfois au déni de justice. Cette lacune doit être comblée le plus vite possible.

(1) Document (Soc. des Nat.) A. II. 1927, II.

TROISIÈME PARTIE

L'acte passé à l'étranger

CHAPITRE PREMIER

LA CONCEPTION ALLEMANDE

§ 1. — DISTINCTION ENTRE L'ACTE AUTHENTIQUE ET L'ACTE SOUS PRIVÉ

Le droit allemand distingue, comme presque toutes les nations civilisées, entre l'acte *authentique* et l'acte *sous seing privé* (1).

On entend en droit allemand par acte authentique un acte reçu dans la forme régulière par une autorité publique dans les limites de sa compétence, ou par une personne (officier public) dont les actes font foi publiquement (article 415 du Code de procédure civile allemand). Les actes qui, d'après leur forme et leur contenu, apparaissent comme émanés d'une autorité publique ou d'une personne dont les actes font foi publiquement, sont présumés authentiques (sincères, en allemand : *echt*) (437 du C. de proc. civ. allemand).

(1) Oberneck-Sternberg, *Légalisation, effet international des titres exécutoires, notariat consulaire*, 1927, p. 2.

Les actes sous seing privé sont tous ceux que l'article 415 ne range pas parmi les actes authentiques (1). Il faut y comprendre également les actes dressés comme actes authentiques, mais qui n'ont pu devenir des actes authentiques, parce que l'une des conditions essentielles n'étaient pas remplie.

Il faut distinguer en droit allemand des actes authentiques les actes certifiés authentiques par un officier public ou une autorité publique, c'est-à-dire les actes sous seing privé dont les signatures sont certifiées authentiques (sincères, en allemand : echt) par un officier public ou une autorité.

Les actes authentiques et les actes sous seing privé ont en Allemagne la force probante, mais le Code allemand établit une distinction entre les deux, relativement à cette force probante (2).

Les actes authentiques, lorsqu'ils relatent une déclaration émise devant l'autorité ou la personne qualifiée pour instrumenter, font preuve complète de ce qui a été constaté par cette autorité ou par cette personne (article 415 du C. de proc. civ.) (3).

Les actes authentiques émanant d'une autorité publique et contenant un ordre, une ordonnance ou toute autre décision officielle font preuve complète de leur contenu (art. 417 C. de proc. civ.).

Les actes authentiques dont le contenu est autre,

(1) Stein-Jonas, Code de procédure civile allemand, 14^e édit., § 416, note 1.

(2) Voir les articles 417 et 418 du Code de procédure civile.

(3) Stein-Jonas, *ibid.*, remarque III, 3 avant le § 415.

c'est-à-dire qui ne confirment pas les déclarations d'un tiers et contiennent non des déclarations faites par une autorité, mais des témoignages relatifs à d'autres faits ou aux agissements de l'administration elle-même (par exemple des procès-verbaux de descente des juges sur les lieux, ou des procès-verbaux d'huissier relatifs à une mesure d'exécution), font preuve complète des faits qui y sont attestés (art. 418 C. de proc. civ.).

En ce qui concerne les actes sous seing privé, quand ils sont signés par leurs auteurs ou portent en guise de signature des marques manuscrites certifiées sous la forme judiciaire ou notariée, fournissent la preuve complète que les déclarations contenues dans les dits actes émanant de leurs auteurs (art. 416 C. de proc. civ.).

§ 2. — LA FORCE PROBANTE DE L'ACTE ÉTRANGER

Les actes authentiques étrangers sont, d'après l'article 438 du C. de proc. civ. allemand, ceux qui émanent d'une autorité étrangère ou d'une personne de l'étranger dont les actes font foi publiquement. Il n'existe pas en leur faveur de présomption d'authenticité (sincérité, en allemand : Echtheit). Le juge apprécie librement la question de savoir si l'acte peut être considéré comme authentique (sincère, echt). Mais la légalisation d'un tel acte par un consul ou un agent diplomatique du Reich suffit pour en établir l'authenticité (sincérité, art. 438 C. de proc. civ.) (1).

(1) Cf. art. 2 de la loi d'Empire du 17 mai 1898 sur les matières de la juridiction gracieuse, de plus art. 14 de la loi sur l'organisation des consulats fédéraux du 8 novembre 1867.

En ce qui concerne les actes sous seing privé passés à l'étranger, il n'existe aucune différence entre ces actes et ceux passés à l'intérieur du pays. Le Code ne fait aucune distinction. Et c'est bien logique, puisque aucune autorité étrangère n'intervient dans un acte pareil, sauf en cas de légalisation d'une signature. Mais cette légalisation atteste seulement l'authenticité de la signature apposée sur l'acte. Un acte sous seing privé étranger produit par conséquent le même effet qu'un acte passé à l'intérieur du Reich.

L'acte étranger (authentique ou sous seing privé) peut être rédigé dans n'importe quelle langue; sa reconnaissance en Allemagne n'est soumise à cet égard à aucune condition spéciale. Si le tribunal ne connaît pas la langue étrangère, il réclamera une traduction certifiée conforme ou se la procurera lui-même.

Si l'acte étranger (authentique ou sous seing privé) est reconnu sincère, il a en Allemagne la même force probante qu'un acte dressé à l'intérieur du pays.

Il peut arriver que le droit étranger n'exige pas un acte authentique dans tous les cas où cette condition est requise par le droit allemand. Si donc la loi allemande prescrit une forme déterminée pour un acte juridique, on peut se demander si cette réglementation doit être observée, lorsqu'il s'agit d'un acte juridique qui a lieu à l'étranger. Il faut résoudre cette question négativement, car l'article II de la loi d'introduction au Code civil allemand dispose qu'il suffit d'observer les lois du lieu où l'acte est passé avec cette exception toutefois, que cette disposition ne s'applique pas aux

actes juridiques « par lesquels on établit un droit sur une chose ou on dispose d'un pareil droit ». En principe : c'est donc la vieille règle « *locus regit actum* » qui joue (1) au sujet de la forme de l'acte.

§ 3. — LÉGALISATION DES ACTES ÉTRANGERS. SON EFFET

D'après l'article 14 de la loi sur l'organisation des consulats fédéraux du 8 novembre 1867, les consuls allemands ont le droit de légaliser les actes dressés ou certifiés conformes dans leur ressort. De plus, ainsi qu'il a déjà été dit plus haut, les agents diplomatiques du Reich sont compétents pour la légalisation. Les agents diplomatiques des pays allemands n'ont pas cette compétence.

La légalisation opérée par les agents consulaires et diplomatiques du Reich est une légalisation au sens étroit, c'est-à-dire que la mention de la légalisation confirme simplement l'authenticité (sincérité, *Echtheit*) de l'acte; elle n'a trait ni à la compétence de l'officier public instrumentant, ni à la régularité de l'acte quant à la forme (2). En même temps que la sincérité (*Echtheit*) de l'acte, la légalisation confirme la qualité d'officier public de celui qui l'a dressé et le fait qu'il l'a dressé dans l'exercice de ses fonctions. La léga-

(1) Décision de la Cour Suprême de Leipzig, matières civiles, tome 63, p. 20; tome 79, p. 78; Recueil des décisions des tribunaux régionaux supérieurs (*Oberlandesgerichte*) tome 44, p. 152.

(2) Oberneck-Sternberg, *ibid.*, p. 30-33. Pour ne pas prêter à confusion, nous traduisons ici le mot allemand « *Echtheit* » par « sincérité » et le mot « *echt* » par « sincère ».

lisation ne prouve pas que l'ensemble de ces circonstances ait permis la création d'un acte public (acte authentique) (1). Le juge allemand doit examiner le point de savoir s'il en est ainsi, c'est-à-dire s'il s'agit d'un acte public (acte authentique). En général, il pourra le déduire de la qualité d'officier public de celui qui a dressé l'acte, ou du caractère public de l'administration dont il émane, et il n'exigera une preuve spéciale que dans les cas douteux (2). Quant au point de savoir si une légalisation par l'administration étrangère doit précéder la légalisation par les agents diplomatiques ou consulaires du Reich, ceci est sans influence sur la validité de cette dernière (3).

De la législation d'un acte public (acte authentique) il faut distinguer celle d'un acte sous seing privé. La légalisation d'un acte sous seing privé prouve simplement que la signature émane d'une personne déterminée, et rien de plus.

§ 4. — LES TRAITÉS DIPLOMATIQUES CONCLUS
PAR LE REICH AVEC D'AUTRES ETATS
CONCERNANT LA QUESTION DE LA LÉGALISATION

Le Reich a conclu avec divers Etats une série de traités bilatéraux réglant la question de la légalisation. Ce sont les suivants :

(1) Oberneck-Sternberg, *ibid.*, p. 36.

(2) *Recueil des décisions de la Cour d'appel de Berlin* (Kammergericht) en matière de juridiction gracieuse, tome 17, p. 116.

(3) Stein-Jonas, *ibid.* § 438, II.

avec l'Autriche :

1) Traité entre le Reich allemand et la république autrichienne sur la protection judiciaire (Rechtsschutz) et les commissions rogatoires en matière fiscale du 23 mai 1922 (1).

2) Traité de légalisation entre le Reich allemand et la République autrichienne du 21 juin 1923 (2). Ce traité place les actes publics (actes authentiques) des deux pays exactement sur le même rang.

avec la Tchécoslovaquie :

3) Traité entre le Reich allemand et la monarchie austro-hongroise sur la légalisation d'actes dressés ou légalisés par des fonctionnaires ou des administrations publiques du 25 février 1880 (3), remise en vigueur le 8 juillet 1920 par une communication du gouvernement tchécoslovaque faite en vertu de l'article 289 du Traité de Versailles et publiée le 5 mai 1921 (4).

4) Traité avec la Tchécoslovaquie du 31 décembre 1921 sur la légalisation en matière fiscale (5):

avec la Hongrie :

5) Traité entre le Reich allemand et la Hongrie sur la protection judiciaire (Rechtsschutz) et les commis-

(1) *Journal Officiel du Reich* (RGB), 1923, II, p. 94 (cf. art. XVII et XVIII).

(2) *Journal Officiel du Reich* (RGB), 1924, II, pages 55, 91, art. 1 à 5.

(3) *Journal Officiel du Reich* (RGB), 1881, page 4.

(4) *Journal Officiel du Reich* (RGB), 1921, page 504.

(5) *Journal Officiel du Reich* (RGB), 1923, II, p. 77, art. XVII et XVIII se confondant avec les articles XVII et XVIII dans la note 1.

sions rogatoires en matière fiscale du 6 novembre 1923 (1).

avec la *Pologne* :

6) Traité germano-polonais du 5 mars 1924 (2).

avec la *Suisse* :

7) Traité entre le Reich allemand et la Suisse sur la légalisation d'actes publics (actes authentiques) du 14 février 1907 (3).

avec la *Bulgarie* :

8) Traité germano-bulgare du 22 décembre 1926 (3).

avec la *Lithuanie* :

9) Un traité est projeté. L'article 19 du traité germano-lithuanien du 30 octobre 1928 dit que les deux Etats contractants s'engagent à conclure un traité sur la légalisation dès que ceci sera possible.

Par ces traités les actes étrangers auxquels ils se réfèrent sont placés sur le même rang que les actes nationaux. Nous renvoyons aux textes des traités. L'article 438 du C. de proc. allemand (voir *supra*) ne s'applique donc pas à ces actes. La question de savoir si l'acte doit être considéré comme sincère (authentique, echt)

(1) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1925, II, page 652, art. XVII, XVIII.

(2) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1925, II, page 139, art. 18 et 19.

(3) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1907, page 411, art. 1, 2.

(4) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1927, II, p. 416, art. 17; comp. également la publication de la ratification et l'explication du traité germano-bulgare du 16 août 1927 (*Journ. Off.*, 1927. p. 154).

n'est donc plus laissée à la libre appréciation du juge (1).

Il existe de plus certains traités consulaires qui confèrent à certains documents *dressés par les consuls étrangers et relatifs à des actes juridiques exécutés par leurs ressortissants*, la même valeur qu'à des actes dressés par un notaire allemand ou émanant d'un tribunal allemand; il faut ranger parmi ces actes les traductions et légalisations d'actes de leurs pays. Des traités de ce genre ont été conclus avec *l'Esthonie* (traité du 13 mars 1925 art. XVI) (2); avec *l'Italie* (traité des 21 décembre 1868 et 7 février 1872, publication du 15 août 1920 (3); avec *l'Espagne* (traité du 22 février 1870, 12 janvier 1872 (4); avec la *Lithuanie* (traité du 30 octobre 1928, art. 17 (5); avec *l'URSS* (traité consulaire du 12 octobre 1925 (6); et les *Etats-Unis d'Amérique* (traité du 8 décembre 1923, art. XXII (7). Les Etats dont les consuls ont les droits de la nation la plus favorisée et qui se rangent par conséquent parmi les Etats énumérés ci-dessus, sont les suivants :

1) *Argentine* (traité du 19 septembre 1857, article 11) (8).

(1) *Revue hebdomadaire de droit* (Jurist. Wochenschrift), 1927, page 1097.

(2) *Journal Officiel du Reich* (RGB), 1927, II, 327, 426.

(3) *Journal Officiel du Reich* (RGB), 1872, page 134, 1920, p. 1577.

(4) *Journal Officiel du Reich* (RGB), 1870, p. 99, 1872, page 211.

(5) *Journal Officiel du Reich* (RGB), 1929, partie II, p. 245.

(6) *Journal Officiel du Reich* (RGB), 1926, II, page 60.

(7) *Journal Officiel du Reich* (RGB), 1925, II, pages 795, 767.

(8) *Recueil des lois de Prusse* (Preuss. Gesetzessammlung), 1859, page 405.

2) *Autriche* (traité du 1er septembre 1920, article 25) (1).

3) *Belgique* (traité de commerce du 4 avril 1925, article 14 (2).

4) *Bolivie* (traité du 22 juillet 1908, art. 5 et déclaration du 12 mars 1924) (3).

5) *Chili* (traité du 1er février 1862, art. 13) (4).

6) *Colombie* (traité du 23 juillet 1892, art. 21) (5).

7) *Espagne* (traité du 12 janvier 1872) (6).

8) *Esthonie* (traité du 13 mars 1925, art. 14, 26) (7).

9) *Finlande* (traité du 21 avril 1922, § 15) (8).

10) *France* (traité du 17 août 1927, art. 46) (9).

11) *Grande Bretagne et Irlande* (traité du 2 décembre 1924, art. 27) (10).

12) *Grèce* (traité du 24 mars 1928, art. 26) (11).

13) *Guatemala* (traité du 4 octobre 1924, art. 1) (12).

14) *Honduras* (traité du 4 mars 1926) (13).

(1) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1920, p. 2295 et 1921, p. 194.

(2) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1925, II, p. 883, 947.

(3) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1910, p. 507 et 1927, p. 455, 881.

(4) *Recueil des lois de Prusse* (Preuss. Gesetzessammlung) 1863, page 761.

(5) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1894, p. 471.

(6) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1872, p. 211.

(7) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1926, II, p. 327, 426.

(8) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1923, II, p. 45.

(9) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1927, II, p. 524, 1105.

(10) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1925, II, p. 777, 947.

(11) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1928, II, p. 239.

(12) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1925, II, p. 155 et 1926, II, p. 352.

(13) *Journal Officiel* du Reich (RGB), 1926, II, p. 325, 550.

- 15) *Hongrie* (traité du 1^{er} juin 1920) (1).
- 16) *Union Sudafricaine* (traité du 1^{er} septembre 1928, art. 21) (2).
- 17) *Italie* (traité du 7 février 1872, 21 décembre 1868 et 31 décembre 1925) (3).
- 18) *Japon* (traité du 20 juillet 1927, art. 3) (4).
- 19) *Lithuanie* (traité du 30 oct. 1928, art. 15, 26) (5).
- 20) *Luxembourg* (cf. Belgique) (6).
- 21) *Mexique* (traité du 5 décembre 1882, art. 19) (7).
- 22) *Nicaragua* (traité du 4 février 1896, art. 22, déclaration du 12 septembre 1924) (8).
- 23) *Paraguay* (traité du 21 juillet 1887) (9).
- 24) *Salvador* (traité du 14 avril 1908) (10).
- 25) *Siam* (traité du 28 février 1924) (11).
- 26) *Suède* (traité du 14 mai 1926, art. 22) (12).

(1) *Journal Officiel* du Reich (Reichsgesetzblatt) 1920. p. 2228.

(2) *Journal Officiel* du Reich, 1929, II, p. 15.

(3) *Journal Officiel* du Reich 1872, p. 134 et 1869, p. 113 et 1925, II, 1021, 1158.

(4) *Journal Officiel* du Reich, 1927, II, p. 1087 et 1928, II, p. 238.

(5) *Journal Officiel* du Reich, 1929, II, p. 205, 631, 379.

(6) *Journal Officiel* du Reich, 1925, II, p. 883, 947.

(7) *Journal Officiel* du Reich, 1883, p. 247.

(8) *Journal Officiel* du Reich, 1897, p. 171.

(9) *Journal Officiel* du Reich, 1888, p. 178.

(10) *Journal Officiel* du Reich, 1909, p. 405.

(11) *Journal Officiel* du Reich, 1925, II, p. 67.

(12) *Journal Officiel* du Reich, 1926, II, p. 424, 438.

§ 5. — LA VALIDITÉ DES ACTES PASSÉS DANS LES TERRITOIRES
CÉDÉS PAR L'ALLEMAGNE CONFORMÉMENT
AU TRAITÉ DE VERSAILLES

Pour les actes dressés dans des territoires que le Reich a cédés à d'autres Etats en exécution du traité de Versailles, il faut se demander si on les considérera en Allemagne comme des actes allemands ou comme des actes étrangers. Ceux de ces actes datant d'avant la cession ont été dressés par des administrations allemandes ou des officiers publics allemands (1), il faut donc continuer à les considérer en Allemagne comme des actes allemands. Quant aux actes dressés après la cession, ce sont évidemment des actes étrangers.

Pour l'Etat libre de Dantzig et le territoire de Memel, qui sont des Etats étrangers, il faudrait admettre que du côté allemand, l'on n'exige pas la légalisation. Il convient, en effet, de faciliter le plus possible les rapports juridiques entre la population de Dantzig, de Memel et le Reich (2).

Quant au territoire de la Sarre, il fait selon la conception allemande, partie du Reich (3). Il ne peut donc être question ici de légalisation. L'article 438 du C. de proc. civile allemand est applicable aux actes étrangers

(1) Cf. Oberneck-Sternberg, ouvrage cité plus haut, page 71.

(2) Cf. *Revue hebdomadaire de droit* (Jur. Wochenschrift), 1926, page 626.

(3) *Recueil des décisions de la Cour suprême de Leipzig* (matières civiles), tome 103, page 293, *Revue hebdomadaire de droit* (J. W.) 1922, page 810, 1926, page 304.

devant servir dans le territoire de la Sarre tout comme à ceux devant servir dans les autres parties du Reich. La « Commission de gouvernement du territoire de la Sarre » a modifié l'article 438 du C. de proc. c. allemand par son arrêté du 2 août 1921 (1) en ce sens qu'elle a remplacé le mot « étranger » par les mots « non sarrois ». La validité de cette modification est contestée (2). Même si sa validité était reconnue, les tribunaux du territoire de la Sarre pourraient encore apprécier librement la question de savoir s'il y a lieu de considérer comme sincères, (authentiques, echt) sans autre preuve, les actes publics allemands. Nous croyons savoir que jusqu'à présent on n'a pas encore exigé la légalisation d'un acte allemand (3).

Les traités diplomatiques conclus par le Reich après la guerre ne s'appliquent évidemment pas au territoire de de la Sarre. La Commission de la Sarre aurait dû les introduire sous forme de lois, ce qui n'a pas été fait.

§ 6. — DE L'EXÉCUTION DES ACTES AUTHENTIQUES ÉTRANGERS

Nous avons démontré que le droit allemand fait une distinction entre l'acte authentique et l'acte sous seing privé, et que le Code de procédure civile allemand règle en terme exprès la *force probante* des deux catégories

(1) *Feuille Officielle de la Commission du gouvernement du territoire de la Sarre*, 2^e année, p. 125.

(2) *Revue hebdomadaire de droit* (J. W.), 1922, 810.

(3) *Oberneck-Sternberg*, *ibid.*, page 74.

d'actes. Nous avons vu également que le même Code mentionne dans son article 438 les actes authentiques *étrangers* et règle leur force probante.

Mais ces actes sont-ils susceptibles d'obtenir l'exequatur ? C'est cette question que nous nous proposons d'examiner maintenant.

a) L'article 794 du Code de procédure civile allemand dispose en son n° 5 :

« L'exécution forcée peut.... avoir lieu :

.....

« 5° : en vertu d'actes reçus par un tribunal *allemand*
« ou par un notaire *allemand* dans la limite de ses attributions et dans la forme prescrite, lorsque ces actes
« sont dressés au sujet d'une prétention ayant pour objet
« le paiement d'une somme d'argent déterminée ou la
« prestation d'une quantité déterminée d'autres choses
« fongibles ou de valeurs, et que le débiteur consent
« dans l'acte à l'exécution forcée immédiate. On doit
« assimiler à une prétention ayant pour objet une somme d'argent la prétention en vertu d'une hypothèque,
« d'une dette foncière ou d'une rente foncière ».

L'on ne peut procéder à l'exécution forcée en vertu d'un acte exécutoire allemand qu'après qu'une expédition exécutoire de l'acte a été délivrée. Suivant l'article 797 du Code de procédure civile allemand, l'expédition exécutoire d'actes judiciaires est délivrée par le greffier du tribunal qui conserve ces actes. Par contre, l'expédition exécutoire d'actes notariés est délivrée par le notaire qui les conserve. Enfin, lorsqu'un acte est conservé par

une administration, c'est cette dernière qui en délivre l'expédition.

Il résulte donc de cet article que, pour être exécutoire, il faut que l'acte soit reçu par un *tribunal allemand* ou par un *notaire allemand* dans la limite de leurs attributions respectives et dans la forme prescrite et que le débiteur consente à *l'exécution forcée immédiate*.

Le Code allemand ayant expressément déterminé les conditions requises pour qu'un acte soit exécutoire, il s'ensuit que, lorsque ces conditions ne sont pas remplies, Il ne peut être question d'exécution. La conséquence essentielle qui se dégage également et qui nous intéresse le plus est celle qu'*aucun acte authentique étranger n'est exécutoire en Allemagne*, sauf les dérogations à ce principe intervenues par suite de traités diplomatiques. Il ne peut être question d'appliquer ici l'article 328 et l'art. 722 du Code de procédure civile allemand (voir première partie) parce qu'il s'agit ici, comme nous l'avons vu (*ibid.*) de *jugements étrangers*. Ceci et le fait que l'article 794 limite strictement les hypothèses dans lesquelles un acte est exécutoire, exclut donc la possibilité d'appliquer l'article 328 par analogie aux actes étrangers.

b) Certains traités pourtant ont changé la situation concernant l'exécution d'actes publics étrangers, lorsque dans un acte pareil une personne consent à l'exécution forcée immédiate. Il est indispensable, même en cas de traités bilatéraux, que cette condition soit remplie. Sans cela aucune exécution n'est possible.

Le traité du 21 juin 1923 entre l'Allemagne et l'Autri-

che (1) a établi une certaine liberté au sujet des actes authentiques des deux pays. Cette question est traitée par les articles 19 à 33.

Suivant ces dispositions les règles sur l'exécution des décisions judiciaires des Etats contractants reçoivent application correspondante aux actes judiciaires et notariés, par lesquels une personne consent à l'exécution forcée immédiate. L'exécution d'un acte exécutoire émanant de l'un des Etats contractants est ainsi rendue possible sur le territoire de l'autre Etat contractant. Cela ne signifie pas évidemment que l'exécution de ces actes puisse être admise sans formalité aucune. Suivant l'article 24 du traité précité le tribunal compétent doit statuer par voie d'ordonnance sur la requête tendant à obtenir l'exécution forcée. Pour le surplus nous renvoyons à la première partie, chapitre III où les dispositions contenues en ces articles et qui se réfèrent également aux jugements ont été exposées.

Il existe entre *l'Allemagne et la Tchécoslovaquie* (2) un traité du 20 janvier 1922 relatif aux commissions rogatoires, mais on n'y trouve aucune disposition relative aux actes exécutoires dans le sens de l'art. 794, n° 5 du Code de procédure civile allemand. Toutefois, la publication n° 131 du ministère de justice tchécoslovaque du 25 juin 1924 détermine dans quelle mesure on peut considérer la réciprocité comme acquise, lorsqu'il s'agit de

(1) *Journal Officiel du Reich* (Reichsgesetzblatt) 1924, partie II, p. 55, 91.

(2) *Journal Officiel du Reich* (Reichsgesetzblatt) 1923, partie II, p. 57.

l'exécution forcée d'actes dressés sur le territoire du Reich allemand (voir règlement d'exécution du 17 mai 1896 en vigueur en Tchécoslovaquie, art. 79). Le ministère des Affaires étrangères allemand a fait paraître cette publication dans son arrêté du 25 juin (1924 (1)). La réciprocité relative à l'exécution des *jugements* doit donc être considérée comme garantie, et rien n'empêche que les *jugements* rendus dans l'un des deux Etats puissent être exécutés dans l'autre Etat. L'exécution en Allemagne se fera d'après les principes exposés plus haut (première partie). Malgré la publication n° 131 qui considère que la réciprocité est également garantie, lorsqu'il s'agit « de l'exécution forcée en vertu de... *actes*, qui ont été dressés sur le territoire du Reich », les actes exécutoires tchécoslovaques autres que des *jugements* ne peuvent être exécutés en Allemagne, car le Code de procédure civile allemand dispose dans son article 72 (voir première partie, chapitre II) que l'exécution forcée ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un *jugement* et non d'un autre acte. Toutefois, la question de savoir si des actes exécutoires tchécoslovaques dans le sens de l'art. 794, n° 5 du Code de procédure civile allemand sont exécutoires en Allemagne, est très controversée (2).

En ce qui concerne les titres exécutoires (dans le sens de l'article 794, n° 5 du Code de procédure civile allemand, bien entendu) dressés dans les *territoires ancien-*

(1) *Journal Officiel* du Reich (Reichsgesetzblatt) 1924, partie II, p. 133.

(2) Voir Volkmar dans la *Revue hebdomadaire juridique* (Jur. Woch.) 1925, p. 1189 ; Oberneck-Sternberg, *ibid*, p. 88.

nement allemands cédés en vertu du Traité de Versailles, les principes sont les mêmes que ceux exposés plus haut. Avant la séparation, ces territoires étaient allemands, après la séparation, ils doivent être considérés comme faisant partie d'un pays étranger. Par conséquent, tous les actes dressés avant la séparation par un tribunal ou un notaire allemand sont exécutoires en Allemagne, s'ils ont été dressés conformément à l'article 794, n° 5 du Code de procédure civile allemande (1).

Pour l'*Alsace et la Lorraine* une loi spéciale du 1^{er} avril 1922 (2) sur les affaires judiciaires a reconnu expressément que les actes exécutoires dressés avant le 30 novembre 1918 sont exécutoires en Allemagne.

L'ordonnance du 22 août 1922 (3) applique ces mêmes dispositions aux actes exécutoires dressés dans les autres territoires cédés avant la transmission du pouvoir judiciaire aux Etats auxquels ils sont attachés. La date de cette transmission est déterminée de façon précise pour les divers territoires cédés.

Pour les actes dressés en *Haute Silésie polonaise*, avant le transfert de ce territoire à la Pologne, leur exécution est assurée tant en Allemagne qu'en Haute Silésie par le traité germano-polonais du 15 mai 1922 (4).

L'accord du 23 avril 1920 (5) sur le transfert du pou-

(1) Stein-Jonas, *ibid.*, § 794, note 82.

(2) *Journal Officiel* du Reich, (Reichsgesetzblatt), 1922, I, p. 327.

(3) *Journal Officiel* du Reich (Reichsgesetzblatt) 1922, I, p. 719.

(4) *Journal Officiel* du Reich (Reichsgesetzblatt) 1922, II, p. 237, 585.

(5) *Journal Officiel* du Reich (Reichsgesetzblatt), 1921, I, p. 197.

voir judiciaire dans les cercles d'*Eupen et de Malmédy* garantit l'exécution des actes exécutoires dressés à Eupen Malmédy avant la séparation et à la fois en Allemagne et à Eupen Malmédy.

Entre l'*Etat libre de Dantzig* et le territoire de la *Méme*l d'une part, et le Reich d'autre part, la situation est la suivante :

Des deux côtés l'article 722 du Code de procédure civile allemand est en vigueur. Cet article ne permet d'accorder un jugement d'exequatur que lorsqu'il s'agit de l'exécution d'un *jugement étranger* (voir première partie, chapitre III). Un acte authentique (Urkunde) exécutoire dressé à Dantzig ou dans le territoire de la Mémel ne peut être rendu exécutoire en Allemagne. Quant aux actes authentiques exécutoires dressés à Dantzig ou dans le territoire de la Mémel *avant* la séparation, il résulte de ce qui a été dit plus haut, qu'il faut les considérer comme des actes authentiques allemands (1).

Le territoire de la *Sarre* fait partie de l'Allemagne d'après la conception allemande (voir *supra*). Par conséquent les actes authentiques dressés dans ce territoire sont considérés comme des actes authentiques allemands et exécutoires en Allemagne. D'après la jurisprudence constante de la Cour Suprême de Sarrelouis les actes authentiques exécutoires allemands peuvent être exécutés dans le territoire de la *Sarre*. L'exequatur est accordée par ordonnance. La requête doit être signée par un avocat près la Cour Suprême de Sarrelouis. Les

(1) Oberneck-Sternberg, *ibid.*, p. 100.

actes publics exécutoires qui ont été dressés dans le territoire de la Sarre avant la mise en vigueur du Traité de Versailles, sont simplement exécutoires sans ordonnance préalable (1).

c) L'article 794 du Code de procédure civile allemand dont il était question sous a), déclare dans son n° 1 que l'exécution forcée peut encore avoir lieu en vertu de *transactions*. En effet, les transactions conclues entre des parties pour mettre fin à un procès ou pour éviter un procès sont très fréquentes. Lorsque de pareilles transactions sont rédigées devant le tribunal après l'introduction d'une action, donc dans un acte authentique, la question se pose de savoir s'il n'existe pas de règles spéciales pour ces transactions.

Nous allons nous occuper ici des *transactions* conclues devant un tribunal. Celles qui ont été fixées dans un autre acte authentique privé suivent les règles que nous avons tracées pour les actes publics ou privés en général. Mais il en est autrement lorsque la transaction est conclue au cours d'un procès devant le juge. Le législateur allemand l'a voulu ainsi et il a eu raison, car une transaction conclue au cours d'un procès met fin à ce procès comme un jugement le fait. Il a donc été nécessaire d'édicter des règles spéciales pour l'exécution d'une transaction conclue dans les circonstances indiquées.

On entend en droit allemand par transaction un contrat par lequel un « litige ou l'incertitude des parties

(1) Oberneck-Sternberg, *ibid.*, p. 102, 103.

concernant un rapport de droit est tranché au moyen de concessions réciproques. A l'incertitude concernant un rapport de droit, il faut assimiler le cas où la réalisation d'une prétention paraît peu assurée » (art. 779 Code civil allemand).

Suivant l'article 794 n° 1 du Code de procédure civile allemand, les transactions passées devant un tribunal au sujet d'un procès pendant, sont seules exécutoires en Allemagne. Il faut de plus qu'elles aient été conclues devant un tribunal *allemand*. Il s'ensuit que les transactions qui ont été conclues devant un tribunal *étranger* ne sont pas exécutoires en Allemagne. On les reconnaît évidemment comme on reconnaît tout contrat de nature privée (1) mais on ne leur accorde pas le caractère de transactions judiciaires (2).

Il y a pourtant exception à la règle en ce qui concerne l'*Allemagne et l'Autriche* (3). Nous avons déjà mentionné dans notre première partie le traité du 21 juin 1923 entre l'Allemagne et l'Autriche qui, dans ses articles 19 à 23 règle l'exécution réciproque de titres en général. Sont admises à l'exécution, des *décisions* passées en force de chose jugée des tribunaux civils de l'un des deux Etats. Il faut assimiler aux décisions passées en force de chose jugée les *transactions* conclues au cours d'un litige devant un tribunal civil (art. 32 de ce traité). On entend par tribunaux civils les juri-

(1) Stein-Jonas. *ibid.*, § 723, note 21.

(2) Stein-Jonas, *ibid.*, § 794, et note 40.

(3) *Journal Officiel du Reich* (Reichsgesetzblatt 1924, II, p. 55, 91 et 1925, II, p. 156.

dictions de droit commun et les juridictions d'exception.

Les tribunaux de bailliage (Amtsgerichte) sont compétents en Allemagne pour accorder l'exequatur quel que soit le montant du litige. Quant à la compétence *ratione loci* elle appartient au tribunal de bailliage dans le ressort duquel le débiteur a son statut général de juridiction. En ce qui concerne les transactions conclues devant des juridictions *arbitrales privées*, l'article 1044 du Code de procédure civile allemand contient des dispositions détaillées. Il dispose ainsi : « Lorsque
« le débiteur consent dans une transaction conclue
« devant un tribunal arbitral à l'exécution forcée immé-
« diate, l'exécution forcée a lieu en vertu de la transac-
« tion, lorsque celle-ci a été déclarée exécutoire par
« ordonnance. Cette ordonnance ne peut être rendue,
« que si la transaction a été datée et signée par les arbi-
« tres et les parties et déposée au greffe du tribunal
« compétent ».

Les transactions *étrangères* conclues au cours d'une procédure arbitrale *étrangère* sont absolument équivalentes aux transactions allemandes mentionnées ci-dessus. Leur cas est tout différent de celui des *sentences arbitrales étrangères*. Nous avons démontré dans la deuxième partie que la procédure instituée par l'art. 1042 du Code de procédure civile allemand ne peut être appliquée aux sentences arbitrales étrangères, parce qu'elle suppose la possibilité de faire droit à une action éventuelle en nullité et qu'il est impossible à un tribunal allemand d'annuler une sentence arbitrale étran-

gère (1). Par contre, les *transactions* ne pouvant être l'objet d'une action en nullité (2), la procédure des articles 1042 et 1044 a du Code de procédure civile allemand peut être appliquée aux transactions conclues au cours des procédures arbitrales étrangères. Ceci revient à dire que l'exécution forcée de semblables transactions pourra être poursuivie, après qu'une *ordonnance* l'aura déclarée admissible. Il est évident que les autres conditions prévues par l'art. 1044 a du Code de procédure civile allemand doivent également être remplies pour que l'exécution puisse être prononcée par ordonnance. Il faut donc qu'il se trouve dans l'acte de transaction la signature des arbitres et des parties, la date, et il est nécessaire de déposer cet acte de transaction au greffe du tribunal compétent. De plus, il faut qu'il soit valable. Cette validité doit être appréciée, d'après le droit étranger applicable.

L'exequatur est accordée à la requête de l'une des parties. Avant de rendre son ordonnance, le tribunal doit examiner si les conditions de l'art. 1044 a sont remplies (3). L'ordonnance ainsi rendue est susceptible de « pourvoi immédiat » (*sofortige Beschwerde*).

Lorsque les parties annulent la transaction, il faut également annuler l'ordonnance qui l'a rendue exécutoire (voir les articles 1044 a et 1044 alinéa 3). Si c'est un tribunal étranger qui a prononcé la nullité d'une transaction, il y a lieu de se demander s'il faut égale-

(1) Cour Suprême de Leipzig, matières civiles vol. 116, p. 123.

(2) Stein-Jonas, *ibid.*, § 1044 a) IV.

(3) Stein-Jonas, *ibid.*, § 1044 a), II, 3.

ment annuler l'ordonnance d'exequatur. A notre avis cette question doit être résolue par la négative (1). Le juge allemand doit examiner la validité de la transaction d'après le droit étranger applicable en l'espèce et ne sera pas tenu de s'incliner devant l'interprétation d'un tribunal étranger. Si l'examen du juge allemand donne un résultat incompatible avec le jugement étranger invalidant la transaction, on ne pourra pas dire qu'il annule un acte de la puissance souveraine de l'étranger, mais simplement qu'il a interprété certains faits et certains principes juridiques autrement que le juge étranger.

Nous concluons donc qu'en Allemagne une transaction *judiciaire* étrangère ne peut être rendue exécutoire, parce que l'art. 794 du Code de procédure civile allemand exige qu'elles aient été conclues devant un tribunal *allemand*. Mais l'exécution forcée de transactions *conclues au cours de procédures arbitrales étrangères* peut être poursuivie après qu'une ordonnance d'un tribunal allemand l'aura déclarée admissible. Contentons-nous de constater les faits sans les critiquer. Il est intéressant de renvoyer ici au projet de la 5^e conférence de la Haye de droit international privé relatif à une convention sur la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires (2). L'article 4, al. 2 de ce projet s'occupe de transactions judiciaires et dispose que les transactions judiciaires rendues dans l'un

Stein-Jonas, *obid.*, § 1044 a), IV.

(2) Actes de 5^e session. La Haye, 1926. 186.

des Etats contractants et y ayant la même autorité que des décisions judiciaires, seront reconnues et déclarées exécutoires dans l'autre Etat, si elles satisfont aux prescriptions édictées dans le projet. La réalisation et l'application de ce projet constituerait certainement un énorme progrès.

§ 7. — LE TÉMOIGNAGE RECUEILLI A L'ÉTRANGER

Outre les transactions passées devant un tribunal étranger, et fixées dans un acte authentique étranger, il peut encore se présenter le cas qu'un témoignage est recueilli dans un pays étranger devant une juridiction étrangère. Tous les Etats civilisés se prêtent réciproquement aide et assistance par voie de commission rogatoire pour des raisons de courtoisie internationale, s'ils n'y sont pas obligés par des traités.

Dans la procédure allemande la preuve est généralement administrée devant le tribunal saisi de l'affaire (art. 355). Mais le tribunal saisi du procès peut commettre un autre tribunal à l'effet de recevoir la preuve testimoniale, lorsque le témoin demeure à une grande distance du siège de ce tribunal (art. 375), par exemple à l'étranger. Ces prescriptions sur la preuve testimoniale sont applicables par analogie à la preuve par experts (art. 402) ou lorsqu'il s'agit de la production d'un acte qui ne peut avoir lieu au cours du débat oral par suite d'un obstacle sérieux (art. 434), ou enfin lorsqu'il s'agit de la prestation d'un serment et que celui qui est tenu de la prêter réside à une grande distance

du lieu où siège le tribunal (art. 479). Dans tous les cas le juge étranger dressera des actes, qui seront évidemment au regard du droit allemand des actes authentiques étrangers. Il convient donc d'examiner, s'il existe des règles spéciales pour de pareils actes.

Les enquêtes tenues à l'étranger doivent se faire conformément à la loi étrangère pour être considérées comme régulières. Il en est ainsi, même quand cette loi ne correspond pas aux dispositions du droit allemand. Il faut, en effet, appliquer le principe reconnu par l'article 14 de la Convention de la Haye de 1905 sur la procédure civile (1), suivant lequel la forme des actes judiciaires est régie par la loi du lieu de leur exécution. Toutefois le Code de procédure civile allemand dispose en son article 369 que, lorsque une preuve administrée par un pouvoir étranger, correspond aux dispositions légales dont doit s'inspirer le tribunal saisi du litige, l'on ne peut tirer argument du fait, que l'administration de cette preuve ne serait pas conforme aux lois étrangères.

Si la preuve n'a été administrée ni suivant le droit allemand ni suivant le droit étranger, on peut éventuellement couvrir cette violation d'une prescription relative à la forme de l'acte en appliquant l'article 295 du Code de procédure civile allemand, car celui-ci dispose que « la violation d'une prescription relative à la procédure, et en particulier à la forme d'un acte de procédure, ne

(1) *Journal Officiel du Reich* (Reichsgesetzblatt) 1909, p. 409, et Stein-Jonas *ibid.*, § 369, I, et les notes.

peut plus être invoquée, lorsque la partie a renoncé à l'observation de cette prescription, ou que, lors du premier débat oral qui a lieu sur cette procédure ou dans lequel on s'y réfère, elle n'a pas relevé le vice, bien qu'elle ait comparu et qu'elle ait connu ou dû nécessairement connaître ce vice ». Au besoin, le tribunal peut encore s'appuyer sur l'article 286 du Code de procédure civile allemand qui l'autorise à décider » d'après l'ensemble des débats et le résultat de l'administration de la preuve et selon sa libre conviction, si tel fait allégué doit être considéré ou non comme exact » (1). La force probante des dépositions des témoins devant un juge étranger est donc très étendue dans les hypothèses mentionnées ci-dessus.

(1) Stein-Jonas, *ibid.*, § 286 III, 3.

CHAPITRE II

LA CONCEPTION FRANÇAISE

§ I. — L'ACTE AUTHENTIQUE ET L'ACTE SOUS SEING PRIVÉ ÉTRANGER

Le droit français distingue également l'acte authentique et l'acte sous seing privé.

Les actes passés à l'étranger sont valables en la forme, lorsqu'on a observé pour leur rédaction les formes prescrites par la loi du pays où ils ont été passés. Il n'y a pas à distinguer, à cet égard, entre les actes authentiques et les actes sous seing privé (1). Mais les actes reçus par les agents diplomatiques ou consulaires français en pays étrangers doivent être considérés comme s'ils avaient été faits en France.

Tout acte passé régulièrement à l'étranger et émanant d'autorités étrangères a de plein droit la *force probante*. Il fait preuve en France des conventions ou des faits qu'il est destiné à constater. La doctrine et la juris-

(1) *Répertoire de droit international* de Lapradelle et Niboyet, Recueil Sirey 1929, tome 1^{er}, p. 124.

Voir aussi : Niboyet, *Manuel* 1928, p. 663 et la note 2,

prudence sont unanimes à ce sujet (1). S'il est écrit en langue étrangère, il doit pour faire foi devant la juridiction française, être traduit en français par un traducteur assermenté, éventuellement par un consul français dans les pays avec lesquels des conventions consulaires ont été conclues et qui reconnaissent à ces consuls le pouvoir de traduire les documents émanant du pays qu'ils représentent (2). Il en est de même pour les consuls étrangers qui bénéficient de la clause de la nation la plus favorisée (3).

En nous occupant de l'effet des actes étrangers en Allemagne, nous avons pu constater que le degré de la force probante diffère lorsqu'il s'agit ou d'actes authentiques ou d'actes sous seing privé. Il en est de même en France.

La doctrine et la jurisprudence en France sont unanimes à reconnaître que le degré de la force probante, lorsqu'il s'agit d'un *acte authentique*, est déterminé par la loi du pays où l'acte authentique a été fait (4). Un acte pareil fera donc preuve en France, jusqu'à inscription de faux. D'aucuns ont pensé que l'acte authentique étranger aurait en France la même force probante qu'un acte français (5). Mais cette opinion semble aller un

(1) Aubry et Rau, op. cit. tome 1^{er}, p. 170 ; Lapradelle-Niboyet, Répertoire t. I, page 214 et les arrêts cités.

(2) Paris, 6 décembre 1889. Clunet 1890, p. 113. Conventions entre la France et l'Espagne du 7 janvier 1862 ; avec l'Italie du 26 juillet 1862 ; avec le Portugal du 11 juillet 1866.

(3) Lapradelle-Niboyet, Répertoire, t. 1^{er}, p. 216.

(4) Chambéry, 18 déc. 1901, Clunet 1902, p. 790.

(5) Voir Lapradelle-Niboyet, p. 216-217.

peu trop loin, car l'effet que cet acte peut produire ne pourra en principe être plus grand que celui qu'il produit dans le pays où il a été fait. Si par exemple, comme c'est le cas en Allemagne, la loi étrangère admet la preuve contraire aux énonciations de l'acte, cette preuve sera également admise en France, sans que l'intéressé ait besoin d'avoir au préalable recours à l'inscription de faux (1).

En ce qui concerne l'*acte sous seing privé* français ou étranger, celui-ci ne fait foi que si l'écriture en est reconnue par l'auteur ou si elle est vérifiée par le tribunal. L'acte sous seing privé, lorsqu'il est reconnu ou vérifié, fera preuve en France dans la mesure que la loi du pays de sa rédaction lui attribue. Il en sera encore ainsi, lorsque la loi étrangère lui reconnaît une plus grande autorité que la loi française (2). En ce qui concerne la question de la date certaine à l'égard des tiers, le Code civil français dispose dans son article 1328 que les actes sous seing privé ne font preuve de leur date contre les tiers que du jour où ils ont été enregistrés etc. etc. Il y avait controverse sur le point de savoir si les actes sous seing privé passés à l'étranger devraient satisfaire à ces conditions pour avoir date certaine en France, mais la jurisprudence a décidé que la preuve qui résulte d'un pareil acte, est régie par la loi du pays où il a été créé, même lorsque l'acte est opposé au tiers. La date de l'acte pourra donc être établie conformément aux

(1) Voir Lapradelle-Niboyet, *ibid.*, p. 216-217.

(2) Voir Lapradelle-Niboyet, *ibid.*, p. 218.

lois locales. Et si ces lois, comme par exemple la loi allemande admettent la preuve par témoins aussi pour la date, celle-ci doit être admise également (1).

§ 2. — LA LÉGALISATION DES ACTES ÉTRANGERS

Pour que l'acte authentique étranger puisse avoir force probante en France, il faut qu'il soit légalisé par l'autorité compétente (2). Mais ce n'est pas la légalisation qui crée l'authenticité : elle n'en est que la preuve.

En ce qui concerne les actes sous seing privé, les signatures apposées à cet acte peuvent également être légalisées, mais cette formalité n'est pas exigée (3). La légalisation fournit ici la même preuve qu'en droit allemand; elle prouve simplement que la signature émane d'une personne déterminée.

§ 3. — LA QUESTION DE L'EXÉCUTION DES ACTES AUTHENTIQUES ÉTRANGERS

L'article 546 du Code de procédure civile français déclare : « Les jugements rendus par les tribunaux étrangers et les *actes reçus par les officiers étrangers* ne seront susceptibles d'exécution en France que de la manière et dans les cas prévus par les articles 2123 et 2128 du Code civil » L'art. 2123 concerne les *jugements étrangers* comme nous l'avons expliqué dans notre partie pré-

(1) Cass. 23 mai 1892, rapp. Lapradelle-Niboyet, tome 1^{er}, p. 219.

(2) Cass, 1^{er} août 1889 (Sirey 90.1.415).

(3) Lapradelle-Niboyet, tome 1^{er}, p. 218.

mière et selon l'art. 2128 du Code civil français « les contrats passés en pays étrangers ne peuvent donner l'hypothèque sur les biens de France, s'il n'y a des dispositions contraires à ce principe dans les lois politiques ou dans les traités ». Il en résulte donc, que les actes authentiques étrangers n'ont pas force exécutoire en France, à moins qu'un traité ne permette de leur conférer la force exécutoire. Ils sont assimilés à ce point de vue aux actes sous seing privé. Le plaideur devra donc intenter une action en France et s'appuyer sur les actes étrangers comme preuve. C'est l'opinion de beaucoup d'auteurs (1). Il faut admettre que cette interprétation repose sur la lettre des textes.

Une autre opinion déclare que le renvoi à l'article 2128 du Code civil est une simple inadvertance et que l'article 546 du Code procédure civile admet bien l'exécution des actes publics (2). La jurisprudence s'est ralliée à cette opinion. Elle admet que *l'acte authentique étranger peut devenir exécutoire en France*, et de la même manière qu'un jugement étranger. On peut dire aujourd'hui que la jurisprudence est unanime à ce sujet (3). L'acte passé à l'étranger aura donc besoin de l'exequatur, si on veut procéder à son exécution forcée.

Il est évident que l'exequatur n'est pas exigé lorsque

(1) Weiss, op. cit. t. IV, p. 329 ; Bernard, op. cit. n° 292.

(2) Niboyet, Manuel 1928, p. 982 ; Lapradelle-Niboyet, Répertoire 1929, t. I, p. 223 ; Lainé, ouvr. cité (Clunet 1899, p. 642).

(3) Cass. 25 nov. 1879, rapp. Clunet 1880, p. 583 ; Bordeaux, 2 juillet 1888, rapp. Sirey 1891, 2, 125. . Seine, 21 juillet 1825, rapp. Clunet 1896, p. 406 ; Alger 6 mai 1922, Clunet 1922, p. 64.

l'exécution forcée n'entre pas en ligne de compte. Même sans l'exequatur, l'acte étranger produira tous les effets sauf l'effet exécutoire. Il pourrait être transcrit par exemple sans qu'on ait eu besoin de solliciter au préalable l'exequatur (1). L'acte étranger se rapportant à la capacité ou l'état des personnes produit sans exequatur son plein effet en France ; la personne étrangère jouira en France de l'état et de la capacité que l'acte étranger lui a conférés (2).

Pour obtenir l'exequatur, lorsqu'on en aura besoin, il faut suivre la même procédure que nous avons décrite dans la partie première pour les jugements étrangers. Nous y renvoyons. C'est le tribunal civil composé de ses trois magistrats et non du président seul comme on l'a prétendu qui statue sur la demande d'exequatur pour un acte authentique étranger (3).

Mais il y a une différence entre les jugements étrangers et les actes authentiques étrangers quant au droit du juge à la révision. Nous avons démontré dans la partie première que la jurisprudence française admet le droit de révision lorsqu'il s'agit de jugements étrangers. Mais quant aux actes authentiques étrangers, l'opinion générale est celle que le juge français ne peut soumettre à aucun droit de révision les dispositions de

(1) Nancy, 15 déc. 1874, rapp. Clunet 1876, p. 27.

(2) Lapradelle-Niboyet, Répertoire 1929, I, p. 224 ; Bartin, *ibid.*, p. 626 ; Orléans, 9 févr. 1900, Clunet 1900, 582 ; Paris, 30 juillet 1903, rapp. Sirey 1904, 2.214.

(3) Seine, 21 juillet 1895, rapp. Clunet 1896, p. 406 ; voir aussi Bartin, *op. cit.* p. 620.

l'acte étranger, parce que l'acte ne fait que constater les conventions des parties et qu'il ne saurait être permis au juge de changer la volonté des contractants. On reconnaît seulement au juge le droit de refuser l'exequatur en certains cas. Supposons que l'acte de l'autorité étrangère soit contraire aux exigences de l'ordre public international en France ou qu'un acte de même nature ait déjà été fait en France ; il est naturel que le juge pourrait refuser l'exequatur. La jurisprudence s'est prononcée dans ce sens (1). On exige également que l'acte soit régulier et qu'il réunisse toutes les conditions que la loi du pays d'où il émane requiert pour son authenticité. En ce qui concerne la condition de l'exécution à l'étranger, on discute le point de savoir si l'on doit exiger cette qualité. Les uns disent que l'acte étranger ne peut produire plus d'effets qu'il n'en a dans le pays sous l'empire duquel il a été rédigé (2), d'autres déclarent qu'il serait imprudent de lier ici aussi nettement qu'ailleurs, l'exequatur en France à la possibilité de l'exécution à l'étranger. La jurisprudence manque. Il y a pourtant un jugement du tribunal de la Seine (3) qui a refusé l'exequatur à un acte notarié étranger qui n'était pas exécutoire dans le pays d'où il émanait. Mais comme M. Bartin l'explique très bien, la législation de ce pays d'origine subordonnait l'exécution de l'acte notarié à

(1) Bordeaux, 2 juillet 1888, rapp. Clunet 1889, 628 ; Aix, 11 juillet 1881, rapp. Sirey 883, 249.

(2) Lapradelle-Niboyet, Manuel 1922, 1, p. 223.

(3) Seine, 28 déc. 1878, rapp. Clunet 1879, 59.

une procédure complémentaire de sa rédaction et cette procédure, dans l'espèce, manquait. Le tribunal en conclut très justement que la procédure française ne pouvait pas y suppléer. Le cas était donc tout différent de la question de savoir, si l'exequatur doit toujours être subordonnée à la condition d'exécution à l'étranger.

§ 4. — LES TRAITÉS DIPLOMATIQUES

Il n'y a qu'un seul traité que la France ait conclu concernant l'acte étranger : c'est le traité franco-belge du 8 juillet 1899 dont il a déjà été question plus haut. Ce traité est intitulé, en effet : Traité sur la compétence judiciaire, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des *actes authentiques*. Aux termes de l'article 16 de ce traité, les actes authentiques ayant force exécutoire en Belgique peuvent être rendus exécutoires en France par une ordonnance du président du tribunal civil du lieu de l'exécution et réciproquement. Il appartient à ce magistrat d'examiner si les actes étrangers sont authentiques d'après la loi de leur pays d'origine, s'ils ne sont pas contraires à l'ordre public ou aux principes de droit public dans le pays où l'exequatur est sollicité. L'article 18 dispose que la décision du président est susceptible d'appel. De plus, il est nécessaire que l'acte passé en Belgique soit exécutoire ici, pour qu'il puisse être déclaré exécutoire en France. La nationalité des parties ne joue aucun rôle. L'article 17 déclare expressément que les actes constitutifs d'hypothèques reçus en Belgique produiront leur effet sur les immeubles situés en France.

Il est intéressant de constater à cette occasion que les Républiques américaines ont adhéré le 20 février 1928 à la Havane, au projet d'un *Code de droit international privé*. Aux termes de l'article 402 de ce Code :

Les actes passés dans chacun des Etats contractants auront dans les autres les mêmes effets en justice que s'ils y étaient passés, s'ils réunissent les conditions suivantes :

1° Que l'affaire ou l'objet de l'acte du contrat soient licites et permis par les lois du pays où il est passé et de celui où la pièce est employée ;

2° Que les parties aient l'aptitude et la capacité légales nécessaires pour s'obliger conformément à leur loi personnelle ;

3° Que, lors de la rédaction de l'acte, on ait observé les formes et solennités prescrites dans le pays où les actes ou contrats ont été passés ;

4° Que l'acte soit légalisé et remplisse les autres conditions nécessaires à son authenticité au lieu où il est utilisé.

et l'*Institut de droit international* à sa session de Lausanne de 1927 a adopté les résolutions suivantes :

La règle *locus regit actum* est impérative en ce qui touche les actes authentiques et facultative en ce qui concerne les actes sous seing privé.

La loi du lieu de l'acte détermine souverainement les formes de l'authenticité. Sont exceptés de cette règle les actes passés par les consuls ou agents diplomatiques.

La loi qui régit l'acte en sa substance peut dispenser

expressément de l'authencité requise par la loi du lieu de l'acte.

La loi qui régit l'acte dans sa substance peut imposer, mais seulement par une disposition expresse, l'authenticité, même s'il est accompli en pays étranger où la forme authentique n'est point requise.

Cette dernière résolution et le projet du Code de la Havane prouvent qu'il existe une possibilité d'arriver à une solution qui satisfasse aux exigences de la vie moderne et qui supprime par là les difficultés surgissant des législations et juridictions variées de différents pays.

CONCLUSION

Nous avons passé en revue les effets que produisent tant en Allemagne qu'en France, les jugements, les sentences arbitrales et les actes étrangers. Nous avons pu constater qu'en matière de jugements étrangers, l'Allemagne reconnaît en principe les jugements étrangers, tout en faisant des restrictions importantes, et que la France, admettant le principe de la révision, ne les reconnaît pas ; que, en matière des sentences arbitrales, les deux pays les reconnaissent, l'Allemagne se basant sur l'idée de l'assimilation de la sentence arbitrale au jugement émanant d'une autorité de l'Etat et la France estimant qu'il faut respecter le contrat intervenu entre les parties et dont la sentence arbitrale est issue ; pour ce qui est de l'acte étranger, l'Allemagne édicte des règles spéciales dans son Code de procédure civile et la France revient à l'idée du respect de la volonté des parties.

On ne peut, à notre avis, méconnaître, que ni l'un ni l'autre des deux pays, en traitant ces questions, soit par voie législative, soit par la jurisprudence, s'inspirent

d'un libéralisme très généreux. C'est le point de vue *politique* qui domine, qui craint avant tout les empiétements sur la souveraineté du propre Etat et qui subordonne à cet intérêt politique plus ou moins les raisons de justice et d'intérêt économique.

C'est avec une satisfaction extrême que l'on constate une autre conception chez les Anglo-Saxons. Ce n'est pas le point de vue politique qui est dominant pour le juge anglo-saxon, mais le point de vue *juridique*. On n'a pas ici l'appréhension d'une atteinte à la souveraineté de l'Etat, mais on estime que ce serait une injustice, une inélégance, qu'il ne serait pas « *fair* », d'imposer une nouvelle procédure au plaideur, qui a obtenu un jugement à l'étranger et de l'obliger ainsi à renoncer au moins pour quelque temps aux fruits qu'un procès étranger lui a apportés, seulement pour la raison, que les biens de son débiteur se trouvent en pays anglo-saxon. Partant de cette conception, la jurisprudence anglaise reconnaît en principe les décisions étrangères (1) Elle ne s'inquiète en aucune façon de savoir si l'Etat, d'où émane la décision étrangère, reconnaît ou non les jugements anglais, elle n'exige donc pas de réciprocité comme par exemple l'Allemagne, et n'admet non plus un système de révision comme la France, mais elle

(1) Voir Ball, l'exécution des jugements étrangers (the enforcement of foreign judgements) London 1928.

Voir Lachs, l'exécution des jugements étrangers en Angleterre et les limites de la juridiction anglaise, rapporté dans la revue hebdomadaire juridique (Jur. Wochenschrift) 1929, p. 3452.

limite strictement son contrôle à un minimum : la compétence du juge étranger et le respect de l'ordre public.

C'est ce que le magistrat Marshall a exprimé en ces termes : *The courts of England give as full effect to foreign sentences as is given to them in any part of the civilised world* » (1) et Philimore en résumant ainsi le système anglo-saxon : « *it recognizes, without regard to the principal of reciprocity, the authority of the judgement of a competent foreign tribunal* » (2).

Et cette exigence de la compétence et du respect de l'ordre public constitue pour les Anglo-Saxons une protection suffisante. La notion de l'ordre public permet aux juges de refuser la reconnaissance et l'exécution à un jugement qui serait manifestement injuste. Avec ces deux garanties, il n'y a, en effet, aucun danger d'empiétement sur la souveraineté du pays. L'exemple de l'Angleterre le prouve.

Nous autres continentaux sommes encore trop imprégnés de « nationalisme juridique » comme M. André Prudhomme l'a si bien exprimé dans une conférence de la « *International Law Association* » tenue récemment à Berlin, le 9 décembre 1929. Ce qu'il nous faut, c'est plus de confiance, c'est plus d'esprit international, c'est enfin le juge international pour tout ordre de conflits où les règles de droit international privé entrent en jeu. Espérons que la Société des Nations et l'Union

(1) Foots, *Private international jurisprudence*.

(2) Philimore, *Commentaries upon international Law*, tome IV, p. 762.

paneuropéenne qui se dessine à l'horizon nous apportent
une solution plus conforme à l'idée de l'humanité.

Vu : *Le Doyen de la Faculté,*

A. BERTHELEMY.

Vu : *Le Président de la thèse,*

Henri LEVY-ULLMAM.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Recteur de l'Académie de Paris

CHARLETY



